

**Jeunes et radicalisation islamiste:
parcours, facteurs et acteurs influents
Lille, France 2008-2009**

The Denmark School

**Jeunes et radicalisation islamiste:
parcours, facteurs et acteurs influents
Lille, France 2008-2009**

Dr. Chahla Beski-Chafiq
Jane Birmant
Hichem Benmerzoug
Akim Taibi
Ariane Goignard

ADRIC
Agence de Développement des Relations Interculturelles
pour la Citoyenneté, Paris



Rapport réalisé pour le
Centre for Studies in Islamism and Radicalisation (CIR)
Department of Political Science
Aarhus University, Denmark
Avril 2010

Islamism and Radicalisation – *the Denmark School*

The ambition of the Denmark School is to remedy the fragmentation between different fields of research in Islamism. The Denmark School wants to explore the phenomena of 'Islamism' in its different manifestations and to highlight the mechanisms of radicalisation processes among Muslim youth in Europe. One of the innovative approaches is the linkage between 'soft security' and 'hard security'. While other projects mainly focus on *terrorism*, this project first of all focuses on *Islamism*. The identification of Islamism requires a distinction between three possible phases: 1) ideology, 2) movements and 3) political regimes.

The study of Islamism in international relations is usually limited to treating only one aspect of Islamism as a transnational actor, namely terrorism and the corresponding anti-terror measures. But Islamist ambitions and strategies are expressed through a number of other means, such as foreign policy, boycotts, crises, strategic alliances and perhaps even the acquisition of WMD. These must be mapped in order to provide an empirical basis for studying contemporary Islamist world views and conceptions of international relations.

Mehdi Mozaffari

Head of the Centre for Studies in Islamism
and Radicalisation (CIR)

www.cir.au.dk

© CIR and the authors

Published April 2010

Printed at the Department of Political Science
Aarhus University

Cover by Vester Kopi

ISBN: 978-87-92540-11-9

Published by:

The Centre for Studies in Islamism and Radicalisation
c/o Department of Political Science
Bartholins Allé 7, building 1332
8000 Aarhus C
Denmark

Le présent rapport résulte des recherches menées par un groupe de chercheurs de l'Adric (Agence de Développement des Relations Interculturelles pour la Citoyenneté) et dirigées par Chahla Beski-Chafiq (docteure en sociologie). Ce rapport s'inscrit dans la série de recherches lancées par le CIR depuis l'automne 2008. Le thème de cette nouvelle recherche porte sur la radicalisation islamiste des jeunes dans les villes européennes de taille moyenne. Sur cette base, les villes suivantes ont été sélectionnées: Aarhus (Danemark), Parma et Vérone (Italie), Leicester (UK) et Lille (France). C'est cette dernière ville qui fait l'objet de recherche du présent rapport.

Ce rapport est rédigé en langue française. Nous avons estimé opportun de le publier tel quel. Le sujet et la qualité de la recherche, en eux-mêmes, sont suffisamment importants pour attirer l'attention des chercheurs et du public francophones. En même temps, pour faciliter l'accès aux points essentiels du rapport, nous avons rédigé un résumé en anglais que nous publions séparément.

Les lecteurs et lectrices auront donc le libre choix entre deux versions : une version longue en français et une version courte en anglais. Bien sûr, rien n'empêche de les lire toutes les deux. Elles sont disponibles, gratuitement, sur le site du CIR.

Dans le processus d'harmonisation des enquêtes, nous avons organisé plusieurs rencontres avec les chercheurs impliqués. Des questionnaires standards, communs pour tous, ont été établis. Il est ici nécessaire de souligner la contribution primordiale de l'Adric dans l'élaboration de ces questionnaires. Il est aussi important d'insister sur le souci que les chercheurs ont attaché à observer les critères en vigueur pour toute recherche académique digne de ce nom. En dehors de cela, les chercheurs ont été libres dans leur démarche.

Comme les rapports précédents, ce rapport a été soumis à une évaluation indépendante et anonyme. Je remercie le comité international d'évaluation de leur contribution, ainsi que l'équipe de chercheurs de l'Adric qui, en dépit de nombreux obstacles et maintes difficultés, propres à ce genre de recherche sur le terrain, ont réussi à produire un rapport d'une grande qualité.

Merci à Ida Warburg et à Annette Andersen qui, avec patience et persévérance, ont préparé la publication de ce rapport ainsi que des rapports précédents.

Les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles du CIR.

Mehdi Mozaffari

Directeur du CIR

(Centre de recherche sur l'Islamisme et la Radicalisation)

Rapports du CIR:

**Jeunes et radicalisation islamiste:
parcours, facteurs et acteurs influents
Lille, France 2008-2009**

Dr. Chahla Beski-Chafiq, Jane Birmant
Hichem Benmerzoug, Akim Taibi
and Ariane Goignard
April 2010

**Muslim Communities Perspectives
on Radicalisation in Leicester, UK**

Jonathan Githens-Mazer, Robert Lambert,
Abdul-Haqq Baker, Safiyah Cohen-Baker
and Zacharias Pieri
March 2010

Young Muslims in Italy: Parma and Verona

Donatella della Porta and Lorenzo Bosi
February 2010

House of War. Islamic Radicalisation in Denmark

Marco Goli and Shahamak Rezaei
January 2010

Radicalization among Young Muslims in Aarhus

Lene Kühle and Lasse Lindekilde
January 2010

Sommaire

Jeunes et radicalisation islamiste: parcours, facteurs et acteurs influents – Lille, France 2008-2009	9
Présentation du cadre de la recherche et de l'équipe de l'ADRIC.....	9
1. Problématique et cadre global de la recherche : les multiples dimensions de l'islamisme.....	11
2. Cadre théorique, objectifs et méthodologie de l'étude.....	14
2.1. Etat de lieu de la problématique : jeunes musulman(e)s et islamisme	14
2.1.1. Identité-provocation ou défi communautariste ?.....	15
2.1.2. Typologie des islams vécus	16
2.1.3. Réislamisation ou fabrication identitaire schizophrénique ?.....	17
2.1.4. Registre multiple d'une quête de repères.....	18
2.1.5. Cadre théorique et objectifs de notre étude.....	21
2.2. Etat des lieux du terrain : données sur les pratiques de l'islam et les musulman(e)s à Lille	24
2.2.1. Structures et infrastructures de l'islam à Lille	26
2.2.2. Une mosquée à vocation socioéducative	28
2.2.3. Un imam entrepreneur, charismatique et emblématique	31
2.2.4. Un islam de France ou un islamisme français ?.....	32
3. Déroulement et résultats de l'enquête	37
3.1. Islamisme : un sujet tabou	37
3.1.1. Méfiance généralisée sur le sujet de l'étude	38
3.1.2. Rejet de la notion de radicalisation et d'islamisme	38
3.1.3. Peur d'être complice des médias et de la police	38
3.2. Entretiens effectués : conditions et cadre	38
3.3. Constats et logiques des élu(e)s politiques	40
3.3.1. Exclusion	42
3.3.2. Stigmatisation de l'islam.....	42
3.3.3. Stratégies des islamistes	42
3.3.4. Particularités du vécu de l'islam.....	42
3.3.5. Agissements des politiques à l'encontre de la laïcité.....	43
3.3.6. Pistes de solution ?.....	44
3.4. Constats et logiques des acteurs socio-éducatifs qui interviennent dans l'espace public laïque	46
3.4.1. Approche de l'islam et de l'islamisme	47
3.4.2. Jeunes musulmans étrangers.....	49
3.4.3. Islamisme chez les jeunes : la rencontre d'un produit, d'une personne et d'un milieu.....	50
3.4.4. Exclusion, enferment, besoin de repères et de reconnaissance	51
3.4.5. Victimisation.....	52
3.4.6. Rôle des prédicateurs	52
3.4.7. Rôle des médias.....	54
3.4.8. Rapports hommes-femmes.....	54
3.4.9. Impact de la politique locale, nationale, internationale.....	56
3.4.10. Place de la religion	57
3.4.11. Rôle des parents	57

3.4.12. Pistes de solution.....	58
3.5. Constats et logiques des acteurs religieux.....	59
3.5.1. Une aumônière du culte musulman.....	60
3.5.2. Une militante de la Ligue Islamique du Nord	62
3.5.3. Un imam jeune et expérimenté	64
3.5.4. Rapport religieux-politique : de la citoyenneté laïque à la citoyenneté adaptée au religieux.....	66
3.6. Constats et logiques des parents.....	67
3.6.1. De l'islam facilité à l'islam contrainte	68
3.6.2. Retour aux sources.....	71
3.6.3. Entre autonomie et menace de l'enfer	73
3.6.4. Le voile comme cheminement.....	76
3.6.5. D'un islam individuel à l'islamisme : grilles d'observation.....	78
3.7. Jeunes et réislamisation.....	79
3.7.1. Etre musulman ou vivre dans l'islam	83
3.7.2. Un islamisme intégrationniste.....	85
3.7.3. Retrouvailles avec le véritable islam	88
3.7.4. La double voie de réislamisation	91
3.7.5. Femmes et hommes : droits et devoirs.....	95
En guise de conclusion	99
Perspectives d'approfondissement.....	103
Bibliographie.....	106
Ouvrages	106
Articles.....	106
Rapports	106
Presse	107
Sites	107
Carte de Lille	108
Index nominum	109

Jeunes et radicalisation islamiste: parcours, facteurs et acteurs influents – Lille, France 2008-2009

Présentation du cadre de la recherche et de l'équipe de l'ADRIC

Le présent rapport résulte d'une recherche menée à Lille par l'équipe de l'ADRIC entre octobre 2008 et octobre 2009 sur le processus de radicalisation des pratiques religieuses parmi les jeunes musulman(e)s. Ce travail s'inscrit dans une étude européenne sur le radicalisme religieux parmi les jeunes musulman(e)s initiée par le *Centre for Studies in Islamism and Radicalisation* (Centre d'études sur l'islamisme et la radicalisation) de l'université du Danemark et dirigée par le professeur Mehdi Mozaffari.

La ville de Lille a été choisie en fonction de divers éléments qui ont permis un travail collectif et comparatif avec les autres villes européennes sélectionnées pour cette recherche, à savoir les villes d'Aarhus (Danemark), de Leicester (Royaume-Uni), de Parme et de Vérone (Italie).

Directrice de recherche de l'ADRIC

Chahla Beski-Chafiq, directrice de l'ADRIC, sociologue affiliée à l'IRISSO (institut de recherche interdisciplinaire en sciences sociales) de l'université Paris-Dauphine : a dirigé cette recherche et écrit le présent rapport. Elle a par ailleurs réalisé des recherches sur l'islam politique, l'interculturalité et l'intégration des populations immigrées, et publié divers articles et rapports sur ces thématiques.

Chercheurs associés

Jane Birmant, diplômée d'un DESS de sociologie et du Magistère de sciences sociales appliquées à l'interculturel de l'université Paris 5-René Descartes : a collaboré à l'ensemble de l'étude.

Hichem Benmerzoug, doctorant en sociologie, diplômé du Master Recherche de sociologie politique de l'université Paris 8-Saint-Denis : a contribué à l'enquête de terrain.

Akim Taibi, diplômé de l'Institut National de la Planification et de la Statistique d'Alger et du DEA d'études européennes et des relations internationales de l'université Paris 8-Saint-Denis : a contribué aux enquêtes auprès des acteurs religieux.

Ariane Goignard, diplômée du Master professionnel Chargé d'études sociologiques de l'université Victor Segalen Bordeaux 2, coordinatrice des activités de l'ADRIC : a coordonné l'ensemble de la recherche.

1. Problématique et cadre global de la recherche : les multiples dimensions de l'islamisme

La réflexion sur le phénomène de la radicalisation islamiste¹ parmi les jeunes musulman(e)s en Europe s'inscrit dans un cadre global d'interrogation sur la montée de l'islam politique au niveau international. Pour nommer ce phénomène très visible au niveau médiatique, politique et social, il existe de multiples dénominations telles que *islamisme*, *intégrisme islamique* ou *musulman*, *fondamentalisme islamique* ou *musulman*, *radicalisme islamique*, *terrorisme islamique*, *ihadisme*, etc. Si différents chercheurs, comme Gilles Kepel, Farhad Khosrokhavar, Bernard Lewis, Olivier Roy et Mehdi Mozaffari, s'accordent pour employer le terme *islamiste* dans le sens global d'une idéologie porteuse d'une alternative politique fondée sur l'islam, ils divergent sur l'appréciation de cette idéologie au regard des valeurs démocratiques. Ainsi, certaines approches inscrivent l'islamisme dans un processus de sécularisation de la religion et soulignent, dans son évolution actuelle, la marginalisation des tendances radicales et la prédominance d'une réislamisation marquée par l'individualisation qui s'adapte, même dans sa version fondamentaliste, au processus de la globalisation et aux valeurs de la démocratie libérale multiculturelle (Roy²). D'autres thèses insistent sur la visée anti-démocratique et anti-séculariste ou anti-laïque de l'islamisme (Kepel,³ Lewis⁴) ou l'apprécient comme une idéologie totalitaire (Mozaffari⁵). Enfin, d'autres analyses démontrent que le recours des individus et des groupes à l'islam traduit une recherche de sens, une quête de repères ou encore une recherche d'idéal et présente diverses interprétations adaptables ou non aux valeurs démocratiques (Khosrokhavar⁶).

Ce débat scientifique fort controversé sur l'islamisme traduit des interrogations politiques, sociales et culturelles posées par la montée de ce phénomène non seulement dans les pays islamiques, mais aussi au niveau international. Rappelons que l'islam représente la plus importante minorité religieuse du continent européen où vivent onze millions de personnes musulmanes ou supposées telles, issues pour la plupart des anciens empires

¹ Au début de cette étude, l'expression employée a été « radicalisation des pratiques religieuses ». Puis, à partir des réflexions et des observations réalisées, la dénomination « radicalisation islamiste » s'est imposée à nous. Nous expliciterons ce choix tout au long de cette étude.

² Olivier Roy. *L'Islam mondialisé*. Paris : Seuil, 2002.

³ Gilles Kepel. *Fitna*. Paris : Gallimard, 2004 ; *Djihad. Expansion et déclin de l'islamisme*. Paris : Gallimard, 2001 ; *La revanche de Dieu, chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*. Paris : Seuil, 1991.

⁴ Bernard Lewis. *Islam*. Paris : Gallimard, 2005. [Ce recueil comprend les ouvrages de Bernard Lewis, notamment sur l'islamisme, parus entre 1988 et 2003.]

⁵ Mehdi Mozaffari. *What is Islamism? Totalitarian Movements and Political Religions*, mars 2007, vol. 8, n° 1, p. 17-33.

⁶ Farhad Khosrokhavar. *L'Islamisme et la Mort*. Paris : L'Harmattan, 1995 ; *Utopie sacrifiée, sociologie de la révolution iranienne*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1993.

coloniaux.⁷ Dans ce contexte, les questionnements sur l'islamisme en Europe s'articulent aux problématiques liées à l'intégration des populations issues des immigrations et à la citoyenneté démocratique. Ainsi, l'affaire du voile islamique en France qui éclate à la fin des années 1980, continue à animer le débat sociopolitique sur les problématiques relatives à l'islam et aux droits des femmes ; la *fatwa* de mise à mort contre Salman Rushdie en 1988, l'assassinat de Theo van Gogh aux Pays-Bas en 2004 et l'affaire des caricatures du Prophète musulman au Danemark en 2005 alimentent les discussions sociopolitiques sur le respect de la religion et la liberté de conscience et d'expression ; les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York, du 11 mars 2004 à Madrid et du 7 et 21 juillet 2007 à Londres renouvellent les interpellations sur le rapport entre l'islamisme et le terrorisme.

L'omniprésence de ces questionnements conduit aussi à des observations sur le racisme antimusulman qui se nourrit d'un contexte marqué par des inquiétudes sur la montée de l'islamisme. A partir d'une approche comparative de l'évolution des minorités musulmanes en Europe, Jocelyne Cesari note en effet le caractère postcolonial de ces questionnements, le plaquage permanent de la situation internationale sur les musulmans européens et la fragilité de leur condition socio-économique qui se traduit par un taux de chômage plus important que les taux nationaux moyens et par une ségrégation résidentielle découlant de leur marginalité socioéconomique. Elle souligne l'impact de ces phénomènes dans le développement du racisme antimusulman auquel répond un usage réactif de l'islam par certains individus et groupes d'appartenance islamique.⁸

C'est dans ce contexte que nous assistons à l'apparition du concept d'*islamophobie* dont l'emploi est de plus en plus visible, surtout depuis le 11 septembre 2001. Il est notamment repris dans les instances et rassemblements sur les droits humains et intégré par le Conseil de l'Europe, sur proposition de la Turquie, lors du Troisième Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe (Varsovie, mai 2005). Il entre finalement dans le dictionnaire *Le Robert* en 2006 qui en donne la définition suivante :

« forme particulière de racisme dirigé contre l'islam et les musulmans, qui se manifeste en France par des actes de malveillance et une discrimination ethnique contre les immigrés maghrébins ».

Le débat sur l'islamisme dans les pays européens croise ainsi directement la réflexion sur l'évolution des populations musulmanes dans ce continent et concerne aussi les questions liées à l'intégration des populations d'appartenance musulmane, au respect des valeurs démocratiques et séculières (dont les droits des femmes), au vivre-ensemble et au danger du terrorisme islamiste. Au-delà des populations dites musulmanes, ces interrogations mettent le plus souvent en exergue des problèmes économiques, sociologiques et politiques : le développement de l'exclusion sociale et spatiale dû en partie à la persistance

⁷ Jocelyne Cesari. *L'Islam en Europe. L'incorporation d'une religion*. [en ligne] Disponible sur : <http://cemoti.revues.org/document720.html> (consulté le 11.10.09)

⁸ Jocelyne Cesari. *Op. cit.*

d'un chômage élevé, le bouleversement des modèles familiaux qui rend caduque les codes traditionnels relatifs à l'autorité et aux rapports sociaux de sexe et la place du religieux dans le politique (au sens large de gestion de la cité) au regard du respect des droits humains et des libertés.

En France, premier pays musulman d'Europe : le nombre de musulmans y est estimé entre 5 à 6 millions,⁹ l'islamisme et ses impacts sociaux, culturels et politiques sont vivement interrogés, dès la fin des années 1980, par les médias, mais aussi les recherches universitaires et les intervenants sociaux. La présente étude embrasse donc des questionnements complexes sur les rapports des jeunes à l'islam et à l'islamisme. Pour la mener, un terrain d'enquête a été choisi en fonction de divers éléments permettant un travail collectif et comparatif avec les autres villes européennes sélectionnées pour la recherche globale sur la radicalisation des pratiques religieuses chez les jeunes musulmans en Europe dans laquelle nous nous inscrivons. L'une des consignes étant de se concentrer sur des villes de taille moyenne, nous avons opté pour la ville de Lille.

A Lille, les populations issues des immigrations (dont celles originaires des pays dits musulmans) sont intégrées de manière visible au sein de la population et la reconnaissance du culte musulman y est d'emblée perceptible. En effet, Lille abrite de nombreuses mosquées et lieux culturels musulmans, un lycée musulman (le deuxième en France) ouvert en 2003 et une faculté musulmane, l'institut Avicenne des Sciences Humaines, inaugurée en 2006. C'est dans ce contexte que nous y avons recueilli des données auprès de jeunes musulman(e)s, mais aussi de leur entourage familial et extra-familial pour observer les facteurs en jeu dans le processus de la radicalisation islamiste et le rôle des divers acteurs dans ce champ.

Outre ces données du terrain lillois, nous avons pris en compte les spécificités de la France où, du fait de la présence importante de populations dites musulmanes, de la place de la laïcité et du modèle français d'intégration qui conçoit les migrants comme des membres de l'Etat-Nation et non comme une composante de communautés séparées, l'islamisme provoque, dès les années 1990, de vastes controverses sociopolitiques et théoriques au cœur desquelles se trouvent des problématiques liées au rapport des jeunes à l'islamisme. Ainsi, il s'est révélé indispensable d'englober l'importante somme d'observations qui fait apparaître ces controverses entre les chercheurs et de nous appuyer sur les données théoriques quant au sens et à la signification de l'islamisme chez les jeunes, aux facteurs les plus déterminants et aux acteurs les plus influents dans ce champ.

C'est pourquoi notre étude s'appuie sur deux étapes complémentaires :

⁹ En France, la loi *Informatique et Libertés* de 1978 interdit, dans les enquêtes officielles, tout dénombrement sur l'appartenance ethnique ou religieuse. Les chiffres à ce sujet font ainsi l'objet d'estimations très variées. En 2003, le Ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, estimait ce nombre entre 5 et 6 millions. Le chiffre qui fait désormais consensus chez les représentants des communautés religieuses et les responsables gouvernementaux, est de 5 millions. Voir : Jonathan Laurence et Justin Vaïsse. *Intégrer l'Islam*. Paris : O. Jacob, 2007, p. 38.

- 1) la réalisation d'un double état des lieux sur les constats théoriques relatifs à l'islamisme parmi les jeunes en France et les données concernant les pratiques de l'islam et les populations musulmanes à Lille. Cette démarche nous a permis de :
 - décliner l'objectif général de notre étude en objectifs concrets, mieux cerner nos hypothèses et notre méthode de travail ;
 - mieux définir notre terrain de recherche et mieux repérer les acteurs ciblés par notre étude.
- 2) la réalisation d'une enquête à Lille auprès des jeunes pratiquant(e)s, des acteurs religieux, des acteurs politiques et des intervenants sociaux.

2. Cadre théorique, objectifs et méthodologie de l'étude

2.1. Etat de lieu de la problématique : jeunes musulman(e)s et islamisme

Autant, dans les années 1970, les revendications de la première génération des ouvriers musulmans pour obtenir des carrés dans les cimetières, des abattoirs pour la fête du sacrifice et des lieux de prière ont été analysées par les sociologues et les chercheurs comme des signes de leur installation¹⁰ et de la transplantation de l'islam en France, autant, à partir des années 1990, l'islam des jeunes issu(e)s des immigrations pose de multiples interrogations. Sur un plan macro-social, les importants travaux de Michèle Tribalat¹¹ montrent que la majeure partie des générations d'origine immigrée musulmane s'intègre en France et ce notamment au regard de la pratique religieuse, linguistique et maritale. Ainsi, Tribalat souligne que :

« Les populations apportées par l'immigration algérienne en France ont donc fortement adapté leurs comportements religieux à celui des Français et on assiste à leur laïcisation. On ne peut pas se prononcer pour les autres courants migratoires en provenance des pays musulmans, la génération des enfants nés en France de parents immigrés n'étant pas encore suffisamment importante pour en permettre l'observation. Leur plus forte religiosité laisse cependant supposer une adaptation moins radicale, notamment pour les groupes structurés vivant en circuit fermé que forment les Turcs, mais aussi les Mandés d'Afrique Noire. »¹²

¹⁰ Voir : Felice Dassetto, Albert Bastenier. *L'islam transplanté : vie et organisation des minorités musulmanes de Belgique*. Bruxelles : Epo, 1984.

Bruno Etienne. *La France et l'islam*. Paris : Hachette, 1989.

¹¹ Michèle Tribalat. *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*. Paris : La Découverte, 1995.

Michèle Tribalat, Patrick Simon, Benoît Riandey. *De l'immigration à l'assimilation : enquête sur les populations d'origine étrangère en France*. Paris : La Découverte/Ined, 1996.

¹² M. Tribalat. *De l'immigration à l'assimilation*. *Op.cit.* p. 262.

Parallèlement à cette observation du processus de sécularisation du religieux, d'autres chercheurs observent, dès les années 1990, un phénomène de recours à l'islam par certaines catégories de jeunes, notamment au sein des nouveaux acteurs associatifs.

2.1.1. Identité-provocation ou défi communautariste ?

Dans son étude sur les associations islamiques et les militants dans les années 1990, Cesari souligne qu'à partir de l'épuisement de l'ancien modèle de socialisation française (perte de centralité politique, affaiblissement des syndicats ouvriers, perte d'influence du parti communiste, etc.), la légitimation de soi à partir de l'islam se développe chez la deuxième génération des jeunes issu(e)s de l'immigration maghrébine dans une société en voie de transformation.¹³ Si, dans les années 1980, des mouvements comme la Marche des beurs pour l'égalité et des revendications d'intégration par la prise en charge de la laïcité sont habituels, à partir des années 1990, la revendication au nom de l'islam apparaît parmi certaines catégories de jeunes comme forme d'affirmation de soi. Dans le même temps, selon Cesari :

« contrairement à la situation américaine, l'ethnicité à la française n'est pas le maintien, sur le territoire urbain, de groupes auto-organisés et homogènes culturellement, mais l'invention par certains individus d'une sous-culture en réaction au regard que les autres portent sur eux, et qui repose souvent sur un seul trait différenciateur : la religion, l'origine, le physique. Dans ce contexte, l'ethnicité est une construction des acteurs, conduisant à un codage de la situation d'exclusion par l'emprunt aux normes et aux valeurs de la société d'accueil comme à un passé familial revisité et redéfini en termes de communauté. Pour les jeunes issus de l'immigration, cette utilisation du registre ethnique s'enracine dans l'expérience de discrimination dans l'emploi, le logement, les loisirs. La référence à l'origine arabe ou à l'islam confère du sens à leurs interactions au quotidien et leur permet de créer une identité-provocation, alimentant, selon la formule d'Erving Goffman, un terrorisme de contact. »¹⁴

Néanmoins, pour Cesari :

« l'émergence des revendications enracinées dans des spécificités, ainsi qu'un sentiment d'affaiblissement de l'adhésion à la communauté nationale ne signifie pas que la participation à la vie politique nationale se modifie radicalement par le passage à la politique de groupes identifiés comme ethniques, mais il peut en résulter un éclatement de la citoyenneté en une série de groupes d'appartenance plus immédiats et plus charnels, au détriment de la communauté politique globale. »¹⁵

Cesari décèle ainsi le défi lancé aux valeurs de la citoyenneté par un communautarisme fondé sur une identité religieuse parmi les jeunes musulman(e)s en France. Pourtant, dans

¹³ J. Cesari. *Être musulman en France*. Paris : Karthala-Ireman, 1994.

¹⁴ *Ibid.*, p. 74-75.

¹⁵ *Ibid.*, p. 259.

des travaux ultérieurs, l'auteure prônera l'acceptation d'une certaine forme de multiculturalisme face au renouveau identitaire de l'islam.¹⁶

2.1.2. Typologie des islams vécus

A partir d'une série d'études sur les pays européens, Cesari constate que, parallèlement à l'usage réactif de l'islam face aux ressentis d'exclusion sociale et au racisme antimusulman par certaines catégories de musulman(e)s qui restent minoritaires, se développe parmi les nouvelles générations, en France et en Europe, plusieurs formes de religiosité.¹⁷ De cette analyse de Cesari, nous pouvons distinguer les tendances suivantes :

- un islam majoritaire, adapté à un contexte sécularisé, qui concilie un maximum d'autonomie individuelle et une pratique des croyances à travers les grands rites de passage : circoncision, mariage, enterrement. Porté par celles et ceux qui se définissent comme « croyant(e)s non-pratiquant(e)s », cet islam se pratique plutôt dans les classes moyennes et certains membres de la bourgeoisie. Les adeptes de cet islam n'ont, pour la plupart, reçu aucun enseignement coranique, que ce soit dans la famille ou en dehors (écoles coraniques, etc.). Leur islam est conçu comme un héritage culturel inscrit dans des traditions et des comportements familiaux et opère comme un marqueur de filiation qui le positionne davantage dans le registre de la culture que de la religion.
- un islam largement minoritaire, marqué par une grande exigence dans le respect des prescriptions islamiques. Dans cet islam, la religion est investie comme une orthopraxis, c'est-à-dire un souci de respecter à la lettre les prescriptions religieuses et de les incarner dans sa vie quotidienne. Le monde est alors balisé entre le pur et l'impur et tous les actes peuvent être classés en fonction de leur degré de licéité ou d'illicéité. La pratique de cet islam est associée à l'apprentissage de l'arabe classique que la plupart des « enfants de la cité » ne connaissent pas, ainsi qu'à une approche des textes révélés et à la lecture d'ouvrages généraux sur les fondements de la tradition musulmane, la description des piliers de l'islam et des prescriptions dans les champs sociaux, économiques, culturels, éducatifs, la biographie du Prophète et les vies exemplaires de certains compagnons illustres, la question du statut des femmes ou encore des rapports entre islam et sciences. Souvent traduits de l'arabe, ces livres sont écrits soit par certains auteurs classiques de la tradition islamique, soit par des auteurs plus récents dont les plus populaires appartiennent à la tendance salafiste. Plus rares sont les productions originales en langue française. Différents courants salafistes recrutent des jeunes en s'impliquant pour fournir rapidement une éducation de base en islam à des personnes non seulement dépourvues de connaissances, mais aussi des ressources pour y accéder.

¹⁶ J. Cesari. *Faut-il avoir peur de l'islam ?* Paris : Presse des sciences politiques, 1997.

¹⁷ J. Cesari. *L'islam en Europe. Op. cit.*

L'éducation dispensée est conservatrice et favorise un repli et un rejet de l'environnement non musulman.

- un islam universel, source morale et éducative qui présente une construction inédite et s'appuie sur une logique individuelle de décision et de choix. Pour cet islam, il ne s'agit pas de croire et de pratiquer sa religion parce que l'on est né dans telle ou telle tradition croyante, mais d'exprimer son individualité en choisissant d'être un pratiquant et en redonnant un sens personnel au message révélé. Il en résulte une mise à distance avec la famille, justifiée par le fait que les parents ne comprennent pas ce qu'est le « véritable » islam, qu'ils n'ont pas de véritable connaissance et agissent sous l'influence des coutumes et des superstitions liées à leur culture. Tariq Ramadan représente une des figures de cette tendance.

2.1.3. Réislamisation ou fabrication identitaire schizophrénique ?

Olivier Roy remarque qu'au cours des années 1990, un nouveau fondamentalisme islamique se développe pour remplacer l'islamisme.¹⁸ Ses observations à ce sujet se rapprochent des traits de l'islam universel inédit dont parle Cesari (troisième point de la typologie précédente). Selon Roy, ce fondamentalisme nouveau vise, par un discours universaliste, à donner une forme politique au concept d'*oumma*, c'est-à-dire la formation d'une communauté de tous les musulmans au-delà de tout clivage. Il vise ainsi à présenter l'islam comme un « système politique totalisant », ce qui attribuerait à ce fondamentalisme moderne une tonalité radicale, alors qu'il porte en lui un mouvement insaisissable et informel de réislamisation du monde musulman sur des bases individuelles qui illustre la crise des autorités traditionnelles.

Pour Roy, les tendances à la radicalisation ont une incidence limitée sur la population musulmane vivant en Europe, même si l'idéologie des radicaux fascine une intelligentsia déclassée et une minorité de jeunes beurs manipulés et en quête d'identité. Roy pense qu'il ne s'agit pas, dans ces cas-là, d'une réislamisation, mais d'un besoin d'insertion sociale et d'une recherche de notabilité qui s'appuie sur un bricolage de la religion par des gens profondément occidentalisés. Cela provoque une forme de schizophrénie qui se traduit par de la haine, mais ne conduit pas toujours au terrorisme. La radicalisation se fait, selon Roy, non au niveau des grandes masses, mais dans le cadre de petits groupes marginaux (mosquées de banlieues, mollahs autoproclamés et jeunes beurs en quête d'identité). Ces groupes, méfiants face aux autres musulmans qui les rejettent, ne partent pas à la conquête de la communauté, mais restent dans le cadre étroit d'une structure sectaire. L'adhésion à ces mouvements radicaux correspond ainsi à une radicalisation des milieux déclassés et des jeunes instruits qui agissent sous le coup de la culpabilité et de la haine de soi, pour régler leurs comptes avec ce qu'ils pensent que l'Occident a fait d'eux.

¹⁸ Olivier Roy. *Généalogie de l'Islamisme*. Paris : Hachette, 2002.

A ce propos, Roy rappelle l'exemple de la bande de Roubaix (une ville proche de Lille) qui regroupait des jeunes convertis à l'islam dans le but d'aller combattre en Bosnie.

Ainsi, Roy établit une distinction entre la radicalisation et la réislamisation comme processus de développement d'un islam globalisé qu'il qualifie de mouvement informel fondé sur l'individualisation du rapport à la religion qui met en cause des autorités traditionnelles. Il observe que le développement de ce fondamentalisme islamique nouveau se distingue de la radicalisation en ce que cette dernière opère au sein des minorités déclassées issues des immigrations en quête d'identité, à la recherche d'insertion sociale ou de notabilité. Cette radicalisation semble traduire l'échec de l'individualisation, de l'acculturation et de la recomposition identitaire et génère une attitude schizophrénique de rejet envers l'Occident. Dès lors, pour Roy, la radicalisation produit une rupture entre la communauté et les comportements sectaires (sans mener nécessairement au terrorisme), alors que le nouveau fondamentalisme cherche à conquérir la communauté.

2.1.4. Registre multiple d'une quête de repères

Farhad Khosrokhavar considère le développement de l'islamisme radical parmi les jeunes issu(e)s des immigrations en France comme une des configurations des rapports des jeunes de la deuxième et de la troisième génération à l'islam.¹⁹ Pour lui, l'islam de ces jeunes se décline dans un registre multiple.

En premier lieu, Khosrokhavar note que le développement d'un islam individuel donne aux jeunes la possibilité de se ressourcer, surtout lorsqu'ils se trouvent dans une situation de précarité et d'exclusion et sont exposés au racisme. Par leur foi, ils parviennent à maîtriser leur haine et à donner un sens à leur vie malgré le racisme qui les stigmatise et l'exclusion qui les marginalise dans la société. Ce type d'islam se rencontre, par exemple, chez certains jeunes des quartiers, notamment ceux impliqués dans les métiers de la médiation, dans certaines associations ou encore dans des activités culturelles qui combinent islam et musique dans le rap ou le hip hop.

Khosrokhavar identifie le deuxième type d'islam au néo-communautaire qui se développe parmi la jeunesse exclue qui a perdu tout espoir d'intégration sociale. Ce sont des associations comme le Tabligh qui les intègrent par le recours à une religiosité paritaire, néo-ascétique et néo-communautaire où ce n'est pas l'origine géographique qui détermine l'adhésion à une certaine forme d'islam, mais le partage d'une vision universelle de l'islam pour laquelle le prosélytisme joue un rôle essentiel dans la construction d'une nouvelle identité. Cette religiosité, dans l'écrasante majorité des cas, n'est pas politique : elle se déploie sur un fond de malaise social et, par ce recours à l'islam, les jeunes cherchent surtout à se donner une dignité en tant que musulmans. Toutefois, Khosrokhavar souligne que la religiosité néo-communautaire, tout en donnant un sens à la vie des

¹⁹ Farhad Khosrokhavar. *L'islam des jeunes*. Paris : Flammarion, 1997.

jeunes, les éloigne de la société et, même s'il n'existe qu'une faible possibilité d'intégration, les jeunes qui adoptent cette forme de religiosité, la perdent.

Enfin, l'islamisme radical constitue la troisième forme de religiosité décelée par Khosrokhavar. Par cet islamisme, les jeunes, souvent en situation de déclin social (exclusion, délinquance, radicalisation et infériorisation), déclarent la guerre à la société et promeuvent une forme d'islamité qui entend briser un Occident corrompu afin de préparer le retour à une société pure et islamique. Cette forme de religiosité, bien que très minoritaire dans les banlieues, présente un réel danger de terrorisme et favorise le développement de l'extrême-droite et du racisme.

Khosrokhavar distingue l'islamisme radical de la tendance néo-communautaire notamment représenté par le mouvement Tabligh. Il rappelle néanmoins le rôle négatif de ce dernier dans le processus d'intégration des jeunes par son injonction à rompre avec la société environnante. Au contraire, dans une étude sur le Tabligh, Moussa Khedimellah avance que ce mouvement permet aux jeunes musulmans désocialisés de retrouver une dignité et un islam du « juste milieu ». ²⁰ Une étude européenne récente intitulée « Les facteurs de création ou de modification des processus de radicalisation violente, chez les jeunes en particulier » ²¹ inscrit, quant à elle, le mouvement Tabligh dans un vaste mouvement islamiste, en tant que courant radical qui soutient le radicalisme islamiste violent. Réalisée à partir d'un travail mené parmi les milieux islamistes en France, en Espagne et en Grande Bretagne, cette étude observe une interaction permanente entre les groupes que les chercheurs identifient comme radicaux, à savoir des groupes missionnaires qui acceptent, au plan politique, les institutions des sociétés occidentales, et les radicaux violents, à savoir ceux qui refusent la société et l'ordre politique en place et adhèrent à des doctrines sectaires violentes comme le takfirisme ²² ou le jihadisme.

A travers une observation des jeunes radicaux, cette étude cherche à comprendre comment s'opèrent les changements et les ruptures majeures, au plan religieux et culturel, entre la nouvelle génération des jeunes issu(e)s des immigrations des pays arabes et musulmans et la génération de leurs parents. L'étude constate qu'il n'existe pas de frontière étanche entre les différents courants islamistes en Europe et que le mouvement radical est loin d'être un agrégat d'organisations cloisonnées les unes par rapport aux autres. Ainsi,

²⁰ Moussa Khedimellah. *Jeunes prédicateurs du mouvement Tabligh. La dignité identitaire retrouvée par le puritanisme religieux ?* [en ligne] Disponible sur : <http://socio-anthropologie.revues.org/index155.html> (consulté le 11.10.09)

²¹ Selma Belaala. *Les facteurs de création ou de modification des processus de radicalisation violente, chez les jeunes en particulier*. Paris : CEIS (Compagnie Européenne d'Intelligence Stratégique), 2008.

Dans cette étude réalisée par la CEIS pour la Commission européenne (Direction générale Justice, Liberté, Sécurité), il est précisé que celle-ci ne reflète pas nécessairement les vues et opinions de la Commission Européenne ou de la CEIS et n'anticipe pas nécessairement leurs actions à venir.

²² Mouvement extrémiste sunnite qui se réclame du salafisme et fondé en Egypte en 1971 par Mustapha Coucri, il projette d'excommunier la société qui n'est pas authentiquement musulmane.

les jeunes concernés passent d'une organisation à l'autre, des radicaux missionnaires aux salafistes ou du Tabligh au jihadisme, ce qui indique que l'évolution de ces courants a lieu dans le cadre d'un vaste mouvement politique de réislamisation qui appelle à un « retour aux aïeux ». La radicalisation islamiste s'affirme aussi comme un mouvement multiforme auquel participent différents courants et différentes franges sociales, ethniques et politiques. De même, le jihadisme et le salafisme radical mobilisent différents milieux sociaux : des délinquants à de jeunes diplômés ou encore à des Européens convertis. Les facteurs d'adhésion à la radicalisation, comme le précise cette étude, se cristallisent à l'insu des acteurs eux-mêmes qui amorcent souvent une rupture sans avoir conscience d'être dans un processus d'antagonisme politique vis-à-vis de la société.

Pour ce qui est des facteurs qui favorisent le développement de la radicalisation chez les jeunes, cette étude revient sur des éléments observés par d'autres chercheurs et sur lesquels nous sommes aussi précédemment revenus : l'exclusion territoriale accompagnée de l'isolement économique, la faiblesse des infrastructures publiques, l'effondrement des cadres historiques de la socialisation politique et l'absence de références culturelles et politiques qui engendre la déculturation, la propagande islamiste par la publication de connaissances idéologisées de l'islam, l'impact du contexte international dont le terrorisme et les conflits au Moyen-Orient, la perte ou l'absence de repères parentaux et familiaux et de mémoire familiale notamment en ce qui concerne le passé politique et religieux des parents souvent considérés comme de mauvais musulmans, le sentiment d'humiliation, le sentiment d'échec historique collectif et de menace, voire de péril de l'identité et de la communauté musulmanes, la recherche, pour les femmes, d'une échappatoire pour accéder à l'espace public, à l'emploi et au respect de l'entourage, en dehors de l'espace domestique.

Cette étude montre aussi clairement que le radicalisme islamiste, loin d'être porteur d'une intensification de la foi religieuse, constitue en réalité une identité politique ; et elle identifie, en France, deux niveaux d'islamisme : d'une part, le processus radical porté par les salafistes radicaux et le mouvement Tabligh, d'autre part, le processus radical violent constitué par une idéologie et des organisations sectaires affiliées au Takfir, doctrine de l'anathème et de l'apostasie. La radicalisation est ainsi définie, d'un point de vue sociologique et culturel, comme un processus de rupture sectaire avec le groupe culturel originel : la famille, le quartier, le territoire et la communauté ; et, d'un point de vue politique, comme une opposition à l'ordre politique national, une action d'isolement et de rupture des adeptes vis-à-vis de la société qui les amène à concevoir comme ennemis les groupes et les individus extérieurs à leur organisation politique sectaire.

D'autres recherches attirent l'attention sur le développement multiforme de l'islamisme en France et observent notamment la stratégie des islamistes dits modérés dont la visée est communautariste. Ainsi, Gilles Kepel souligne que, depuis 1989, dans un contexte géopolitique mondial de postcommunisme et de montée de l'islamisme, la France et au-

delà l'Europe constituent des terres de développement pour les islamistes.²³ Il rappelle à ce sujet qu'en 1989, l'UOIF (Union des Organisations Islamiques en France qui rassemble plusieurs associations islamiques dont Jeunes Musulmans de France et Etudiants musulmans de France) change de nom et devient l'Union des Organisations Islamiques de France. Pour l'UOIF, de nombreux citoyens français de religion musulmane ne sont plus dans ce qu'on appelle le *dar al-sohl*, c'est-à-dire l'espace de contrat entre le monde de l'islam et le monde de l'impiété, mais dans le *dar al-islam*, la terre d'islam en laquelle se transforme ipso facto le pays dont ils sont citoyens.

Selon Kepel, la première affaire du voile, à Creil, en septembre 1989, soutenue par l'UOIF et les Tabligh,²⁴ manifeste de manière symbolique que, désormais, la jeune génération est un enjeu pour l'affirmation identitaire islamiste. Une partie du paysage politique se recompose alors autour de l'islam. Nous voyons d'ailleurs, à travers l'itinéraire de Tariq Ramadan, une des figures influentes de l'UOIF, qu'une partie de la mouvance islamiste essaie d'inscrire l'identité musulmane au cœur des anciens clivages gauche-droite, au nom du conflit entre les déshérités et les arrogants, et qu'une partie du messianisme de gauche, désormais privé du prolétariat qui n'est plus une catégorie sociopolitique, lui substitue les déshérités et s'allie à certains militants islamistes. En effet, pour les soutiens de Tariq Ramadan, il ne s'agit pas de défendre une communauté close autour de la religion, mais de construire des alliances tiers-mondistes et politiques où la référence à l'islam est un élément potentiellement déterminant.

Dans ses recherches sur l'UOIF, Fiammetta Venner précise le caractère islamiste des visions portées par ce courant et avance que, contrairement, aux jihadistes, l'UOIF a plus de chances d'être entendue dans la mesure où elle dispose d'une vraie stratégie de conquête politique.²⁵ En effet, par son analyse des agissements de l'UOIF, Venner met en exergue le rôle des acteurs politiques et des médias dans le développement de l'influence des islamistes dans les cités populaires. Elle indique à ce propos que certains élus locaux, pour acheter la paix sociale, permettent à des associations musulmanes et à des imams d'intégrer des instances représentatives. Venner critique aussi ouvertement la politique de Nicolas Sarkozy qui a institutionnalisé cette organisation en l'intégrant au Conseil français du culte musulman (CFCM). Enfin, elle insiste sur l'importance politique de la propagande autour du port du voile par les femmes musulmanes et démontre son impact sur le développement de l'islamisme parmi les jeunes.

2.1.5. Cadre théorique et objectifs de notre étude

Les différents constats établis par les diverses recherches sur les jeunes, l'islam et l'islamisme en France dépeignent, dans l'ensemble, un tableau complexe de l'évolution

²³ Gilles Kepel. *Les banlieues de l'Islam*. Paris : Seuil, 1991.

²⁴ Tabligh, le plus grand mouvement missionnaire de l'islam, fondé en 1927 en Inde par Muhamad Ilyas, acquiert une existence légale en 1972 sous le nom d'Association Foi et Pratique.

²⁵ Fiammetta Venner. *OPA sur l'Islam de France. Les ambitions de l'UOIF*. Paris : Calmann Levy, 2005.

actuelle au sein de laquelle nous pouvons distinguer deux grandes tendances : d'une part, le développement d'un islam individuel, adapté au sécularisme ; d'autre part, le déploiement d'un islam idéologisé qui, sous diverses formes, projette le modèle sociopolitique d'une *oumma* fondée sur des valeurs, des règles et des codes religieux. Pour ce dernier phénomène, les différentes observations s'accordent pour établir une distinction entre les mouvements (violents ou non) qui rejettent toute composition avec les sociétés qui ne sont pas gérées selon les lois islamiques et les consensuels qui mènent une conquête communautariste de la société française.

A ce stade, les recherches portent des constats controversés, notamment en ce qui concerne la qualification des mouvements qui prônent le recours à l'islam dans le but de constituer, au sein de la société française, une communauté musulmane érigée par des normes et des codes fondés sur l'islam, et de provoquer une réorganisation sociopolitique communautariste qui négocierait une implication diversifiée des lois communes en fonction des exigences des lois religieuses. En effet, l'approche de ces mouvements, appelés communautarisme islamiste, nouveau fondamentalisme islamique ou islam universel inédit, divise les chercheurs : pour les uns, leur visée communautariste défie les valeurs démocratiques d'égalité et de liberté, alors que, pour les autres, leur procédé qui articule la construction d'une communauté et l'individualisation de la religiosité, s'accorde avec les principes d'une société libérale multiculturelle qui intègre les modes de gestion communautariste.

Leur principale divergence réside dans leurs différentes visions du rapport entre l'identité individuelle et l'identité communautaire au regard des valeurs démocratiques et pose les questions suivantes : une réislamisation communautariste génère-t-elle les mêmes valeurs qu'une citoyenneté démocratique fondée sur la liberté et l'égalité ? Une recomposition identitaire fondée sur la religion projette-t-elle les mêmes perspectives égalitaires qu'envisage la vision démocratique des rapports entre les individus-citoyens (notamment entre les musulmans et les non-musulmans, entre les femmes et les hommes) ? Ou, au contraire, favorise-t-elle des ségrégations discriminantes ? Un communautarisme fondé sur le religieux soutient-il le développement de la radicalisation islamiste ou bien freine-t-il son développement ?

Ces questions sont au cœur de notre étude. En effet, les différentes recherches démontrent qu'il n'existe pas des profils types de jeunes islamistes pouvant être considérés comme de potentiels terroristes et que le développement du radicalisme violent se réalise au sein d'un vaste mouvement multiforme de radicalisation islamiste. C'est dans ce contexte que nous assistons au développement d'une idéologisation islamiste chez des jeunes influencés par des mouvements politico-religieux.

L'adhésion des jeunes à l'islamisme ne ressemble pas à un acte d'entrée dans un parti ou une organisation, mais se réalise, le plus souvent, par l'engagement des personnes dans un processus d'endoctrinement qui ne s'accomplit pas nécessairement de manière cons-

ciente et formalisée. Elle aboutit à l'appropriation, par les jeunes concernés, d'une vision totale et totalisante de la religion qui entre en opposition avec les valeurs de la société démocratique considérées comme non-islamiques ou anti-islamiques. Cette idéologisation n'entraîne pas une mise en pratique rigoriste de la religion, mais transforme des codes religieux en repères idéologiques. Dans ce cas, la formation d'une vision fantasmée de l'*oumma*, telle une unité homogène fondée sur des valeurs et des normes issues de la loi islamique, conduit d'une part à la construction de frontières entre les musulmans et les non-musulmans et d'autre part à une hiérarchisation entre les bons et les mauvais musulmans. Cet endoctrinement amène ainsi les jeunes à une rupture plus ou moins radicale avec les valeurs la société environnante qui aboutit ou non à une dissidence, mais impacte en tout cas négativement leur processus d'intégration et les transforme en de potentielles forces pour le développement de l'islamisme sous différentes formes et à divers niveaux (local, national ou international).

Les précédents constats nous ont mené à construire notre enquête de terrain sur un triple présupposé théorique :

1. Nous distinguons clairement l'islam de l'islamisme : il existe une différence fondamentale entre la pratique de l'islam en tant que religion qui suppose l'appartenance à une communauté de foi, et l'islamisme qui idéologise l'islam pour projeter une supposée appartenance de toute personne musulmane à une communauté (*oumma*) érigée par des normes et codes fondés sur la loi islamique. Par conséquent, au lieu de définir ce processus comme la radicalisation des pratiques religieuses, nous préférons parler de parcours de radicalisation islamiste.
2. Nous ne cherchons pas un profil type de jeune islamiste qui pourrait être un(e) terroriste potentiel(le). En effet, ce phénomène ne s'explique pas uniquement par des causes liées aux difficultés socioéconomiques (dont l'échec scolaire, le chômage et le nonaccès à la consommation). Il n'y a pas que des jeunes exclus ou exposés à l'échec qui sont susceptibles d'être captivés par l'islamisme : cette idéologie attire aussi des jeunes aux parcours standards et issus de différentes classes sociales, notamment des milieux moyens et aisés. Comme pour toute idéologisation, l'adhésion personnelle à l'islamisme s'explique par un ensemble de facteurs (dont la recherche d'une reconnaissance, d'un idéal ou d'un lien, notamment dans le cas de ressentiments face aux injustices, aux humiliations ou au vécu de l'exclusion). L'adhésion à l'islamisme chez les jeunes renvoie enfin à la dynamique de construction de l'identité qui interroge les représentations qu'ils ou elles développent à travers des interactions avec leur environnement : eux-mêmes, les autres et la société.
3. Nous ne cherchons pas la cause du développement de l'islamisme chez les jeunes uniquement dans l'activité de ses adeptes et partisans, ou dans la force de leurs propositions. Nous nous intéressons aussi au rôle des autres acteurs qui entourent

les jeunes. En effet, étant donné que le succès de l'islamisme traduit l'absence ou l'insuffisance d'alternatives éducatives et politiques sur le terrain, le processus de l'endoctrinement islamiste questionne l'agissement de la famille et de la société environnante dans leur fonction d'apprentissage des valeurs et de construction des repères identificatoires sociaux. Il s'agit donc pour nous d'un processus multidimensionnel qui implique, outre les jeunes et les islamistes en tant qu'acteurs politico-religieux, d'autres acteurs sociaux : les parents, les acteurs éducatifs, les acteurs religieux, les acteurs politiques, les médias, etc.

A partir de là, notre étude poursuit le double objectif suivant :

- Observer, à partir d'entretiens réalisés auprès des jeunes concernés par la réislamisation, leur degré d'implication dans le processus d'idéologisation islamiste.
- Mieux saisir le rôle des divers acteurs sociaux qui interviennent dans le processus de socialisation et d'éducation des jeunes (parents, acteurs éducatifs, acteurs religieux, acteurs politiques), et l'impact de leurs interactions en faveur ou en défaveur du développement l'islamisme.

2.2. Etat des lieux du terrain : données sur les pratiques de l'islam et les musulman(e)s à Lille

Située au cœur de la métropole lilloise²⁶, dans la région Nord-Pas-de-Calais, Lille qui compte 226 800 habitants²⁷, est le chef-lieu de la deuxième région la plus peuplée de France, derrière l'Ile-de-France. Cette situation géographique privilégiée, valorisée par un réseau de transports très dense (un port fluvial, un aéroport, deux gares ferroviaires, une gare marchande, un carrefour de cinq autoroutes), fait de Lille une véritable porte d'entrée sur l'Europe.

Etendue sur 3 483 hectares, Lille se compose de dix quartiers : Bois Blancs, Centre, Faubourg de Béthune, Fives, Lille-Sud, Moulins, Saint-Maurice Pellevoisin, Vauban-Esquermes, Vieux-Lille, Wazemmes. Après le Vieux-Lille qui a retrouvé toutes ses couleurs, et Euralille, son centre d'affaires et de commerce, c'est aujourd'hui l'ensemble des quartiers qui font l'objet d'un projet de développement urbain conçu avec ses habitants pour améliorer la qualité de la ville. Par ailleurs, Lille accueille 8 341 entreprises dont : 8,86% dans l'industrie, 33,92% dans le commerce et 57,22% dans le secteur tertiaire ; et bénéficie aussi d'un dynamisme démographique qui la place au deuxième rang des plus fortes progressions en France (14 000 nouveaux habitants depuis le dernier recensement de 1999).

²⁶ Avec quatre-vingt-sept communes, Lille Métropole compte 1,2 million d'habitants, au centre d'un périmètre de 350 kilomètres regroupant 100 millions d'habitants, à la frontière de la Belgique et de tout le Nord de l'Europe.

²⁷ Ce chiffre inclut Lomme et Hellemmes, deux communes associées respectivement en 1977 et en 2000.

Du fait de son passé d'exploitation minière et d'industrie textile, Lille a connu plusieurs vagues d'immigration européenne (belge au 19^e siècle, polonaise dans l'entre-deux guerres, puis italienne et portugaise). Elle devient aussi, après la deuxième guerre mondiale, la terre d'accueil de populations venant du Maghreb (essentiellement d'Algérie et du Maroc).²⁸ Cette population maghrébine constitue aujourd'hui la majorité de la population lilloise supposée musulmane. A Lille, l'immigration dite musulmane en provenance de Turquie et d'Afrique noire est plus récente et de moindre ampleur.

Lorsque nous parlons de populations musulmanes, il convient d'avoir à l'esprit deux points importants. D'une part, en France, le terme immigré renvoie à toute personne née étrangère à l'étranger et résidant en France. Ainsi, quand une personne acquiert la nationalité française, elle n'est plus étrangère, mais elle demeure immigrée. Inversement, une personne née française à l'étranger n'est pas immigrée. Néanmoins, il est d'usage de compter les rapatriés d'Algérie et des anciennes colonies dans le solde migratoire. D'autre part, les recensements ethniques ou confessionnels étant interdits en France, il n'est pas aisé d'estimer précisément le nombre de musulmans. Les chiffres retenus s'appuient donc sur des estimations qui prennent en compte les pays d'origine des personnes concernées ou de leurs parents.

Ainsi, le diagnostic effectué en 2001 sur les lieux de cultes dans le Nord-Pas-de-Calais,²⁹ tout en avançant un nombre potentiel de 150 000 à 180 000 personnes musulmanes dans la région, souligne que cette estimation est subjective dans la mesure où elle ne se base pas sur les déclarations d'appartenance religieuse des individus, mais sur l'accolement du qualificatif musulman aux personnes originaires du Maghreb et de la Turquie.³⁰ Il précise aussi que les populations dites musulmanes sont majoritairement issues d'une immigration ouvrière et que leur répartition spatiale dans le Nord-Pas-de-Calais est notamment marquée par leur nationalité : les Marocains, souvent issus de zones géographiques proches dans le pays d'origine, sont regroupés dans les cités minières ou les zones industrielles de la métropole, alors que les Algériens ont le plus souvent été recrutés comme main-d'œuvre dans le textile et l'industrie.

Pour ce qui est plus précisément de Lille, selon l'INSEE, la ville comptait, en 2006, 9 311 français par acquisition (4,1% de la population lilloise) et 17 983 personnes de nationalité étrangère (8% de la population lilloise) dont, par ordre d'importance, 5 161 Marocains et 3 779 Algériens.³¹ Ces populations se répartissent spatialement dans certains quartiers de

²⁸ Pierre Pierrard. *Lille, dix siècles d'histoire*. Paris : Stock, 1979.

²⁹ Gestion Multiculturelle des Sociétés Urbaines Contemporaines. *Diagnostic Régional des Lieux de Culte Musulman*. Lille : D'un Monde à l'Autre (centre de ressources régional spécialisé dans le champ de l'intégration des populations issues de l'immigration), 2001.

³⁰ *Diagnostic des lieux de culte musulman dans le Nord-Pas-de-Calais. Op. cit.*

³¹ Viennent ensuite 3 464 Européens, 3 368 Africains (hors Maghreb) et 2 211 ressortissants d'autres pays du monde.

Lille,³² ville construite comme une sorte de mosaïque de dix quartiers dont chacun possède une physionomie et un dynamisme propres. Les populations dites musulmanes sont fortement concentrées dans quatre quartiers populaires du sud et de l'est de la ville : Wazemmes, Lille-Sud, Lille-Moulins et Fives. Ces quartiers sont concernés le Projet Urbain de Cohésion Sociale (PUCS) qui mobilise des moyens en faveur du développement social et urbain des territoires prioritaires.³³ Ils sont aussi concernés par les plans en faveur des quartiers les plus concernés par le chômage et les difficultés sociales et éducatives : Wazemmes et Fives s'inscrivent dans des zones fragiles et en cours de redynamisation (ZRU, Zones de Revitalisation Urbaine), pendant que Moulins et Lille-Sud se situent dans des zones très marquées par les difficultés sociales, à redynamiser (ZFU, Zone Franche Urbaine). Ces quartiers témoignent globalement d'un taux de chômage élevé, d'une population particulièrement jeune dont une proportion importante quitte le système scolaire sans diplôme et d'un faible potentiel fiscal par habitant. De ce fait, des entreprises qui s'y installent, bénéficient de mesures d'exonération de charges fiscales et sociales.

2.2.1. Structures et infrastructures de l'islam à Lille

Le diagnostic régional des lieux de culte musulman propose, au sujet des structures et infrastructures de l'islam dans le Nord-Pas-de-Calais, des constats qui intéressent notre étude.³⁴ Une grande partie de ces lieux sont construits et fréquentés par des populations originaires d'un pays donné (en l'occurrence majoritairement l'Algérie et le Maroc). Dans la plupart des cas, des associations sont propriétaires des lieux. Sinon, elles sont locataires ou se voient prêter une salle. Pour accéder à la propriété, ces associations font appel à des financements étrangers, en provenance des pays du Maghreb et du Golfe, ou organisent des récoltes de fonds auprès des fidèles. Trois types de don sont répertoriés : les dons des

³² Ces dix quartiers de Lille sont les suivants : Wazemmes, quartier populaire ayant une forte identité ; Lille-Sud, quartier en plein essor ; Bois Blanc, quartier défavorisé de l'ouest de la ville ; Faubourg de Béthune, quartier défavorisé du sud de la ville ; Fives, quartier populaire de l'est de la ville ; Lille-Moulins, quartier populaire du sud-est de la ville ; Saint-Maurice Pellevoisin, quartier à dominante résidentielle au nord-est de la ville ; Vauban Esquermes, quartier à la fois cosu et étudiant de l'ouest de la ville ; Lille-Centre, centre administratif et économique de la ville ; Vieux-Lille, quartier aisé du nord de la ville. À ces quartiers traditionnels, il faut ajouter Hellemmes à l'est et Lomme à l'ouest, associés plus récemment.

Voir la carte de Lille p. 107 de ce rapport.

³³ La Politique de la Ville est un dispositif territorial français mis en place pour renforcer le lien entre le développement urbain et le développement social des territoires en difficulté. Dès 2007, le Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) définit le cadre d'action de la Politique de la Ville à Lille jusqu'en 2009. Six des dix quartiers lillois sont inscrits en Politique de la Ville, soit environ 65% de la population lilloise : Wazemmes, Moulins, Lille-Sud, Faubourg de Béthune, Fives, Bois Blancs. Dans chaque quartier, le chef de projet définit et actualise tous les ans les thématiques prioritaires du CUCS, anime le réseau des acteurs locaux (associations et institutions), fait émerger des actions apportant des réponses complètes et cohérentes aux besoins repérés sur le quartier, conseille et accompagne les associations pour le montage de projets.

Données recueillies sur le site de la mairie de Lille : <http://www.mairie-lille.fr> (consulté le 18.10.09)

³⁴ Diagnostic des lieux de culte musulman dans le Nord-Pas-de-Calais. *Op. cit.*

fidèles de la mosquée, les dons récoltés dans les autres mosquées de la région et les dons récoltés dans les mosquées de toute la France et l'Europe (Belgique, Grande-Bretagne, Allemagne et Italie). Certains de ces lieux de culte ne disposent pas d'imam : le prêche est alors dirigé par les responsables de l'association culturelle. Lorsque la mosquée dispose d'un imam, celui-ci y est aussi logé. L'imam assure de nombreuses fonctions culturelles, culturelles et sociales : le prêche, les cours de langue arabe et coranique, de culture, la médiation, l'écoute et l'aide. Une quinzaine d'imams sont envoyés dans le Nord-Pas-de-Calais par les pays d'origine via les consulats et la Mosquée de Paris : ce sont les imams ELCO, Enseignant Langue et Culture d'Origine. En période de ramadan, certains gouvernements envoient aussi des imams supplémentaires (Algérie, Maroc, Turquie). Il s'agit de bénévoles rémunérés par les dons des fidèles et souvent de retraités. Enfin, les responsables des associations font part de leurs difficultés à trouver des imams bilingues : arabophones et francophones.

Notons que Lille accueille, depuis 2006, la première faculté musulmane de France : l'Institut Avicenne des Sciences Humaines (IASH). Etablissement Privé d'Enseignement Supérieur, agréé par le Ministère de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur, cet institut est reconnu par la ligue des Universités Islamiques (cent vingt-quatre universités dans le monde arabo-musulman dont la fameuse université égyptienne El Azhar). Son programme comporte deux axes : les enseignements sur l'islam et les pays musulmans (religion, histoire, culture, sociologie, économie, langue, littérature et civilisation arabes, sociologie des religions, linguistique appliquée, langue française) et la formation des imams et des travailleurs sociaux à la connaissance des cultures musulmanes.

Le diagnostic régional des lieux de culte répertorie sept mosquées :

- *Al Forkane (El-Fourquane)*³⁵ signifie la distinction entre le bien et le mal. Située dans le quartier Saint-Maurice, à proximité du centre-ville, cette mosquée est un ancien couvent de sœurs dominicaines mis à disposition en 1972, puis acheté en 1992. Il s'agit de la plus ancienne mosquée de Lille. L'achat et l'entretien sont directement pris en charge par le consulat algérien. Elle accueille sept cents personnes pour la prière du vendredi.
- *Assouna (Es-Sunna)* signifie la tradition. Située dans le quartier de Wazemmes, cette mosquée accueille quatre cents fidèles le vendredi. L'association qui gère le lieu, a été créée en 1973 : elle est la plus ancienne association musulmane de Lille.
- *Badr (ou El Badr)* porte le nom de la première victoire de la première communauté musulmane sur les polythéistes mecquois. Construite en 1979 et située dans le quartier de Lille-Moulins, à proximité de Lille-Sud, elle est constituée de deux maisons traditionnelles et accueille environ deux cents personnes pour l'office du vendredi.

³⁵ Les différentes orthographes renvoient à la présentation des mosquées dans le diagnostic régio-

- *Al Imane (El-Imane)*, soit la foi. Située dans le quartier de Lille-Sud, dans un ancien bâtiment (équivalant à quatre maisons en façade) acheté en 1985 et reconstruit au début des années 1990, cette mosquée est l'un des lieux de culte les plus fréquentés de la métropole lilloise, voire du département. Environ un millier de personnes assistent à l'office hebdomadaire du vendredi, et, durant le mois du ramadan, la mosquée accueille chaque soir près de deux mille personnes.
- *El Houda (la guidée)* était située dans un ancien local collectif résidentiel à l'extrémité du quartier de Lille-Sud, avant d'être transférée par les fidèles dans trois maisons achetées où ils projettent de construire un édifice de mille mètres carrés. Une centaine de personnes la fréquente lors de l'office du vendredi.
- *Al Fatah (El Fath)*, soit la victoire. Située dans le quartier de Wazemmes, dans une maison traditionnelle, cette mosquée accueille une centaine de fidèles le vendredi.
- *As-salam (Es-Salam)*, soit la paix. Située dans le quartier de Moulins, dans une maison, cette mosquée accueille une centaine de personnes le vendredi.

Il existe une autre mosquée dont ne parle pas le diagnostic : *Et-Taqwa*, sise rue de Lannoy ; et une salle de prière mise en place par l'association culturelle des travailleurs Turcs, sise faubourg de Roubaix.

La majorité de ces mosquées ont été construites à l'initiative d'immigrés algériens et marocains et se situent à proximité de quartiers à forte concentration de populations issues des immigrations, de différentes origines.³⁶ Leur fréquentation, estimée selon les dires des responsables, montre que, pour quatre d'entre elles, le taux de fréquentation s'élève à une centaine de personnes par semaine. Parmi les trois autres mosquées, *Al Imane* (également connue sous le nom de mosquée de Lille-Sud) connaît la plus forte fréquentation. Cette mosquée est par ailleurs réputée pour le dynamisme de son centre culturel qui investit le religieux dans le domaine socioculturel et éducatif.

2.2.2. Une mosquée à vocation socioéducative

Les activités de la mosquée de Lille-Sud sont incorporées aux activités du Centre culturel et cultuel de Lille-Sud, administré par la Ligue Islamique du Nord (LIN). Créée en 1983, la LIN est l'organisation musulmane considérée comme la plus importante de la région, aussi bien par les nombreux services offerts aux musulmans que par son rayonnement culturel et administratif. Quant au Centre culturel et cultuel de Lille-Sud, l'importance de ses activités en fait l'un des lieux culturels les plus fréquentés de la métropole lilloise : on y vient des différents quartiers de Lille, mais aussi des villes voisines. Le prêche du vendredi dispensé en arabe et en français joue un rôle non négligeable pour attirer les nouvelles géné-

nal et dans les Pages Jaunes.

³⁶ L'expression populations issues des immigrations regroupe aussi des personnes françaises qui ont obtenu la nationalité française ou qui sont nés en France de parents immigrés.

rations. Une autre spécificité de la mosquée tient à son équipe d'encadrement principalement constituée d'étudiants et d'ex-étudiants arabophones, venus des pays du Maghreb.

Outre les actions culturelles proprement dites (organisation des prières, célébration des fêtes religieuses, obsèques, aumônerie), les activités du centre comprennent l'enseignement de l'arabe et de la culture islamique, des séminaires de formation destinés aux membres actifs de l'association, des permanences d'accueil pour les personnes en détresse physique ou morale, une bibliothèque qui organise des séminaires de formation durant l'année scolaire et publie une revue de presse murale, ainsi qu'un bulletin d'information. Le centre comprend aussi un département féminin pour les activités destinées aux femmes (comme les cours d'alphabétisation). Enfin, la LIN a effectué plusieurs percées sur le terrain politique en invitant des candidats aux élections législatives et municipales à s'exprimer dans la salle de conférence du centre culturel.

Il importe de signaler que cette mosquée héberge le lycée Averroès, deuxième établissement privé musulman de France, après le collège privé musulman de la Réunion. Une étude locale sur l'ouverture de ce lycée souligne que le projet de cet établissement découle de l'implication de la mosquée dans la prise en charge d'une vingtaine de filles qui, refusant d'ôter leur voile, ont dû quitter le lycée public (Faidherbe) dans les années 1994-1996.³⁷ Une structure officieuse avait alors été mise en place pour assurer l'accompagnement de ces jeunes filles jusqu'en terminale. Officiellement, le lycée privé musulman ouvre ses portes en 2003, après trois refus d'agrément de l'Éducation Nationale.

L'étude explique aussi l'affluence à la mosquée de Lille-Sud par le caractère communautaire de ce quartier au sens qu'en donne Michèle Tribalat,³⁸ à savoir un quartier qui regroupe beaucoup d'immigrés de même origine (en l'occurrence marocaine), en comparaison des autres quartiers (à forte concentration d'immigrés, mais d'origine différente) et aux quartiers où vivent peu d'immigrés en général.³⁹ Aussi, le cas de la mosquée de Lille-Sud confirme l'observation de Tribalat selon laquelle plus la concentration ethnique est importante, plus l'est aussi la fréquentation d'un lieu de culte.⁴⁰ Or, l'étude indique que ce contexte de ségrégation spatiale et ethnico-nationale influence directement les conditions d'élaboration du projet mené par les responsables de la mosquée. Par la ségrégation spatiale, l'étude entend l'emplacement du quartier en zone de Politique de la ville qui, selon elle, projette d'emblée une image dévalorisante du quartier et contribue ainsi à son isolement. A cela s'ajoute les discriminations subies par les jeunes (30% des habitants du quartier ont moins de 30 ans). En effet, à diplôme équivalent, les garçons d'origine maghrébine connaissent un taux de chômage deux fois supérieur à celui des autres jeunes du quar-

³⁷ Gestion locale de l'islam. Etude de cas de l'ouverture d'un lycée privé musulman à Lille. Lille : D'un Monde à l'Autre, novembre 2002.

³⁸ M. Tribalat, Faire France. Op. cit. p. 108.

³⁹ Gestion locale de l'islam. Etude de cas de l'ouverture d'un lycée privé musulman à Lille. Op. cit.

⁴⁰ M. Tribalat. Op. cit. p. 108.

tier issus de familles non maghrébines. L'étude signale enfin que les vingt écoles et deux collèges du quartier accueillent jusqu'à deux tiers d'enfants issus de familles maghrébines et africaines, et que ce phénomène est vécu par les familles comme un facteur négatif quant à la réussite scolaire de leurs enfants.

Par rapport au projet d'ouverture d'un lycée musulman, cette étude souligne que :

« Cette démarche, au caractère novateur, ne semble pas provenir d'une demande clairement formulée par la population musulmane, mais plutôt du fruit d'une démarche de lettrés et de responsables soucieux de développer l'encadrement des nouvelles générations dans un champ dépassant la simple gestion du culte, mais qu'ils interprètent comme le prolongement de l'éducation islamique dispensée au sein des mosquées et dans les familles. »⁴¹

Les responsables de ce projet en formulent ainsi l'objectif :

« Nous voulons en quelque sorte former une élite qui va plus tard constituer des cadres pour la communauté musulmane. »⁴²

Le lycée musulman Averroès qui ouvre ses portes en tant qu'établissement privé sous convention avec l'Etat, dispense un enseignement conforme aux programmes de l'Education Nationale. Ses spécificités consistent dans l'enseignement de la langue, la culture et la littérature arabes (pour débutants ou confirmés), ainsi que dans la possibilité de suivre un cours de culture musulmane hebdomadaire. Le lycée siège dans les mêmes locaux que la mosquée *El Imane* et suit le rythme de ses activités.

Un autre point à noter est la présence active de l'association des Jeunes Musulmans de France (JMF) dans l'établissement socioculturel qui incorpore la mosquée de Lille-Sud. Association d'envergure nationale créée en 1993, les JMF sont, depuis leur création, soutenus par l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF) qui, comme nous l'avons précédemment rappelé, est réputée être islamiste. Actuellement, la France compte treize sections implantées de JMF et trois à venir. Leurs actions culturelles, sportives et d'animation de débat de société s'adressent à la jeunesse dans sa globalité et visent à accompagner les jeunes dans l'accomplissement de leur projet, tout en répondant à la moralité ou éthique musulmane.

Toutes ces activités font de la mosquée de Lille-Sud un lieu important fréquenté notamment par de jeunes pratiquants qui n'habitent nécessairement pas dans le quartier, ni ne travaillent à proximité. Ainsi, un jeune nous dit :

« J'habite le quartier de Fives. Il n'y a pas très longtemps que je fréquente ce lieu de culte à Lille-Sud. A Fives, il y a une salle de prière, mais c'est plus un foyer en règle générale. C'est là-bas où je prie parce que c'est la plus proche de chez moi, mais de temps en temps ça fait du bien de changer. Ici à Lille-Sud, c'est plus grand, c'est plus convivial. »

⁴¹ Gestion locale de l'islam. Op. cit.

⁴² Ibid. Entretien réalisé avec M. Mamèche, à la mosquée de Lille-Sud, le 2 septembre 2002.

Myriam, une jeune femme devenue vice-présidente des JMF, nous dit à ce sujet :

« Quand je suis arrivée à Lille en 2001, j'ai atterri à la mosquée de Lille-Sud et je m'y suis sentie bien. Toutes mes amies viennent dans le coin ou habitent dans ce quartier. Mais moi, j'habite à Villeneuve-d'Asq et je travaille dans le centre de Lille. Je viens ici, parce que j'y ai fait mes études et que je retrouve mes amies à la mosquée. »

Pour d'autres, c'est l'imam qui fait la différence :

« Moi, je vais à la mosquée de Lille-Sud le vendredi pour écouter le prêche d'Amar Lasfar que je trouve toujours très intéressant. Les autres jours et quand j'ai le temps, je vais à la salle de prière à côté de chez moi (à Mons). »

2.2.3. Un imam entrepreneur, charismatique et emblématique

En effet, l'imam de la mosquée de Lille-Sud, Amar Lasfar, un franco-marocain de 48 ans, patron d'une agence de voyage, semble être un personnage charismatique et renommé à Lille à plus d'un titre : président de la LIN et recteur de la mosquée Lille-Sud, ce représentant régional de l'UOIF, occupe par ailleurs, depuis 2008, la présidence du Conseil régional du culte musulman (CRCM). Nous avons tenté de nous entretenir avec lui : nous avons eu de courtes conversations téléphoniques, sans parvenir à obtenir un entretien. Par conséquent, nous avons assisté à un de ses prêches du vendredi et avons consulté des articles de presse à son sujet, comprenant notamment des entretiens donnés à diverses occasions. Cela nous a permis de connaître ses positionnements sur les sujets qui intéressent notre étude, à savoir son regard sur l'islam et les musulmans, notamment les jeunes musulmans en France, son approche du rôle du religieux dans la société et sa conception de l'islamisme.

Le nom d'Amar Lasfar est souvent cité par les médias locaux et nationaux dans des affaires très médiatisées sur la pratique de l'islam, le racisme antimusulman et l'islamisme. Les exemples les plus récents nous en sont fournis par deux affaires : l'une concerne des attaques racistes perpétrées en juin 2009 à la mosquée d'Estevelles, dans le Pas-de-Calais. Des croix gammées, des tags skinhead ou encore l'inscription « Vive le cochon ! » ont été dessinés sur les murs et le portail de cette mosquée qui, de l'extérieur, n'est pas identifiable comme un bâtiment religieux. Amar Lasfar annonce son intention de porter plainte et explique ces actes par des événements nationaux ou internationaux, en l'occurrence : la situation en Iran et le débat sur la burqa :

« On est en train de payer une note qui nous est complètement étrangère. »⁴³

Suite au débat sur la burqa lancé par le député-maire communiste de Vénissieux (Rhône), André Gérin, le 17 juin 2009, une mission parlementaire est mise en place pour réfléchir au port, par certaines femmes musulmanes, de la burqa (ou niqab), voile intégral laissant

⁴³ Voir : http://www.lepost.fr/article/2009/06/21/1587399_pas-de-calais-croix-gammees-et-tags-racistes-sur-les-murs-d-une-mosquee.html (consulté le 18.10.09)

juste apparaître les yeux. Composée de trente-deux députés de toutes tendances politiques, cette mission parlementaire doit travailler pendant six mois (de juillet à décembre 2009) sur la question du port du voile intégral en France. Dès le mois de juin, un important débat sociopolitique fortement médiatisé traverse la France. En faisant allusion à cet événement, Amar Lasfar veut indiquer son impact négatif sur le racisme antimusulman.

Le nom d'Amar Lasfar revient une autre fois dans les médias nationaux en 2009, au sujet d'une conférence publique tenue à la mosquée de Lille-Sud sur Gaza. Dans un article intitulé « Un journaliste exclu d'une mosquée pour mensonges », le *Nouvel Observateur* rapporte, le 18 janvier 2009, l'affaire suivante :

« Un journaliste de La Voix du Nord a été expulsé mercredi soir de la mosquée de Lille-Sud, le recteur lui reprochant des écrits mensongers, a-t-on appris jeudi 8 janvier de sources concordantes. »

Le journaliste Lakhdar Belaïd couvrait une réunion publique sur la situation à Gaza dont l'intervenant était Tariq Ramadan, islamologue suisse. Amar Lasfar explique son geste ainsi :

« Dans mon enceinte, c'est privé, j'invite les personnes que je veux. J'étais en droit de lui dire 'écoutez, sortez' ».

Puis, il ajoute :

« Il y avait un antécédent avec ce monsieur, que nous avons reçu il y a longtemps dans les locaux de la mosquée. A l'époque, il nous avait interviewé, et après il avait sorti des mensonges à notre rencontre. »

Jean-Michel Bretonnier, rédacteur en chef de la *Voix du Nord*, exprime dans son journal son indignation sur cette expulsion injustifiable et condamne fermement cette atteinte à la liberté d'informer. Lors du débat public, selon la relation qu'en a faite le quotidien *Nord-Eclair*, Amar Lasfar prévient :

« Tout journaliste qui joue de la sorte avec nous, nous saurons lui dire que nos portes ne lui sont pas ouvertes. »⁴⁴

2.2.4. Un islam de France ou un islamisme français ?

Le développement des activités de la mosquée de Lille-Sud (dont l'ouverture du lycée privé musulman) provoque des débats au niveau local et national. Ainsi, en 2004, l'hebdomadaire *Marianne* publie une enquête sur le lycée Averroès dans laquelle le journaliste Aït Aoudia Djaffer révèle l'existence de pressions religieuses exercées sur les ado-

⁴⁴ Voir :

http://tempsreel.nouvelobs.com/speciales/medias/20090108.OBS8899/un_journaliste_expulse_dune_mosquee_pour_mensonges.html (consulté le 18.10.09)

lescent(e)s.⁴⁵ En 2007, le parti socialiste diffuse un rapport intitulé : Les inquiétantes ruptures de Monsieur Sarkozy, qui attaque des prises de positions de ce dernier en faveur de la mise en place d'une discrimination positive sur critère religieux pour les musulmans, ce qui favorisera, selon le rapport, la montée de l'intégrisme et du fondamentalisme.⁴⁶ Le rapport prend l'exemple des faveurs que l'UOIF tire de cette politique et parle notamment du lycée musulman Averroès en le qualifiant de fondamentaliste. Cette allusion renvoie à l'appartenance d'Amar Lasfar à l'UOIF et à l'action de la mosquée dans l'accompagnement des jeunes filles voilées dans les collèges et lycées publics.

Le 17 janvier 2007, un article de Novopresse avance la thèse selon laquelle les rivalités électorales entre Nicolas Sarkozy (UMP) et Martine Aubry (PS) font le lit des islamistes de tous bords.⁴⁷ Il rapporte ainsi les réactions provoquées par ce rapport :

« Le 13 janvier, Amar Lasfar prenait publiquement la parole dans les colonnes de la Voix du Nord qui le cite déclarant : 'Fondamentaliste ? Qu'est ce que ça veut dire ? Nous enseignons le programme de l'éducation nationale.' Le lendemain, lors d'un passage sur Europe 1, l'Imam de la mosquée de Lille-Sud dénonçait la récupération de l'Islam par les politiques. 'L'Islam est devenu une fois de plus un enjeu électoraliste.' Des propos réitérés et rapportés par le quotidien 20 minutes : 'En période préélectorale, les politiques se permettent les coups les plus bas. L'Islam devient un enjeu électoral.' Un lamentatio plutôt surprenant de la part de celui qui s'était parfaitement accommodé de la présence de Martine Aubry lors de la célébration religieuse de l'Aïd au Zenith, fin octobre 2006, lorsqu'elle était venue fort ostensiblement à la pêche aux voix. »

L'article décrit aussi les désaccords parmi les socialistes à ce sujet, notamment au niveau local, et constate qu'Amar Lasfar sortira finalement gagnant de cette affaire :

« En criant au scandale, l'imam Asfar voit de nouveau affluer vers lui les témoignages de sympathie des élus socialistes et gagne ainsi une nouvelle légitimité. »

L'article conclut que la politique suivie par Nicolas Sarkozy et les socialistes se rejoint sur le fond : la discrimination positive sur critère religieux favorise la montée de l'islamisme. Aussi, dans *La République et l'islam : entre crainte et aveuglement*,⁴⁸ Michèle Tribalat et Jeanne-Hélène Kaltenbach dénoncent la complaisance de l'aveuglement de certains militants antiracistes envers des associations ou des individus en opposition aux valeurs fondatrices de la République laïque et citent, parmi ces derniers, Amar Lasfar.

⁴⁵ Ait Aoudia Djaffer. *Au cœur du premier lycée*. In : Marianne, n° 352, semaine du 19 janvier 2004 au 25 janvier 2004.

⁴⁶ Voir : <http://hebdo.parti-socialiste.fr/2007/01/10/347/> (consulté le 18.10.09)

⁴⁷ Voir : <http://flandre.novopress.info/1850/le-fondamentalisme-amar-lasfar-le-ps-et-nicolas-sarkozy/> (consulté le 18.10.09)

⁴⁸ Jeanne-Hélène Kaltenbach, Michèle Tribalat. *La République et l'islam : entre crainte et aveuglement*. Paris : Gallimard, 2002.

Un débat du même type a lieu au sujet de la création de l'institut Avicenne (dit Institut des Imams) à Lille et de son fondateur Mohamed Bechari. Ancien président de la Fédération Nationale des Musulmans de France (FNMF), il fait parler de lui à cause d'une visite amicale rendue en 2004 à l'algérien Abassi Madani, chef historique du Front islamique du salut (FIS), en exil au Qatar.⁴⁹ Cette visite suscite des tensions au sein du Conseil Français du Culte Musulman où l'attitude de Bechari est fortement critiquée par des représentants de la Grande Mosquée de Paris, considérés comme proches du pouvoir algérien. En 2005, alors que la Fédération Nationale des Musulmans de France sort gagnante des élections du Conseil Français du Culte Musulman, Bechari en perd la présidence. En Septembre 2006, son nom est encore cité dans la crise qui traverse Conseil Français du Culte Musulman (CFCM) et qui met en rivalité des personnalités proches de l'UMP et du PS. Aussi, l'on entend que l'UOIF œuvre pour la victoire électorale de Nicolas Sarkozy, alors que Bechari fait avancer les positions du PS. D'autres voix attirent l'attention sur les effets néfastes d'une lutte politique pour le vote musulman quant à la montée de l'islamisme.

La création de l'institut Avicenne et du lycée Averroès entraîne des interrogations critiques, notamment en raison de la vision, du discours et des pratiques de leurs fondateurs qui appartiennent à des courants voulant allier le respect de la laïcité et la préservation de la loi islamique, autrement dit ouvrir la laïcité française aux principes de l'islam. Le débat critique à ce sujet anime la société française depuis les années 1990. Les stratégies portées par ces courants sont considérées par certains (aussi bien dans la recherche que parmi les acteurs politiques et sociaux) comme antagonistes aux valeurs de la citoyenneté démocratique, alors que d'autres les trouvent compatibles. Quant à Amar Lasfar et Mohamed Bechari, l'un et l'autre insistent sur le respect du principe de laïcité, tout en défendant un islam de France qui unirait les musulmans français en tant que communauté porteuse de valeurs islamiques. A l'instar d'autres défenseurs de ces courants, ils avancent l'idée selon laquelle cette voie consensuelle est la seule issue face aux islamistes radicaux.

En septembre 2006, lors d'une audition réalisée par le Sénat dans le cadre de la Mission commune d'information Banlieues, Amar Lasfar explicite sa conception de la place du religieux dans la société :

« Abordant la question de la culture musulmane dans les quartiers de la métropole lilloise, il a décrit la mosquée comme un espace social, culturel et éducatif, répondant à la demande des pratiquants, mais dont le rôle dépasse également largement les seules frontières religieuses. »⁵⁰

En revenant sur les difficultés socioéconomiques des quartiers comme Lille-Sud (chômage, échec scolaire, manque d'équipement), il insiste sur le rôle important de la mosquée et sur l'intérêt grandissant des jeunes pour la religion :

« il a souligné que la pratique religieuse musulmane concernait 12 à 15% de fidèles, mais était beaucoup plus élevée pour le ramadan et l'Aït El-Kebir. Il a relevé que la pratique était beau-

⁴⁹ Voir : http://www.rfi.fr/actufr/articles/057/article_30547.asp (consulté le 18.10.09)

coup plus répandue parmi les jeunes et pouvait s'élever jusqu'aux deux tiers de cette population. »

Quant aux actes de violences des jeunes, Lasfar les analyse :

« comme l'expression d'un profond malaise, lié à l'exclusion économique dont souffrent nombre de jeunes de ces quartiers, et la revendication d'une plus grande justice sociale. »

Il rappelle « la vocation pacificatrice de la religion ». Le compte-rendu note ainsi :

« il a estimé que la fréquentation régulière de la mosquée pouvait contribuer à aider ceux qui le souhaitent, et notamment les jeunes entre 20 et 30 ans, à revenir dans le droit chemin. »

Par ailleurs, au sujet de la radicalisation islamiste, le compte-rendu précise :

« M. Amar Lasfar a reconnu que l'intégrisme religieux constituait une voie de facilité et était susceptible de séduire plus facilement les foules, en particulier les jeunes. Il a, toutefois, indiqué qu'il fallait faire face à cet intégrisme, en provoquant le débat. Il a soutenu que ce courant pouvait être efficacement combattu par les modérés, s'ils s'en donnaient les moyens. »

En rappelant des cas de vraies réussites parmi les jeunes du quartier et la nécessité de les valoriser :

« M. Amar Lasfar a indiqué que, dans sa communauté, le pratiquant était d'abord un citoyen, puis un musulman. Il a estimé que sa religion n'avait aucun problème avec la laïcité, mais que l'inverse était peut-être moins sûr... Il a affirmé que l'islam de France constituait un contre-poids au discours de victimisation dans les quartiers. Il a, par ailleurs, considéré que sa religion ne faisait, dans la région Nord-Pas-de-Calais, l'objet d'aucune hostilité particulière. »

Dans une autre audition réalisée par l'Assemblée Nationale dans le cadre de la préparation de la loi sur l'interdiction des signes religieux à l'école publique laïque, Amar Lasfar analyse le retour au voile des jeunes filles et des femmes :

« Essayons de comprendre pourquoi ces filles portent le voile. Est-ce un échec de l'intégration ou, au contraire - et c'est la thèse que je soutiens - une réussite de l'intégration ? Ces filles qui ont opté, à un moment donné, et ont conclu à leur sédentarisation dans leur pays, comme Françaises et musulmanes, doivent pouvoir s'exprimer, notamment sur le plan vestimentaire. »⁵¹

Rappelons que Lasfar a été l'un des éléments moteurs de l'organisation des contestations, à Lille, contre la loi sur les signes religieux à l'école publique laïque, voté en 2004. Ces contestations n'ont finalement mobilisé qu'un nombre limité de personnes. Le 18 janvier 2004, l'AFP revient sur les manifestations lilloises :

⁵⁰ Voir : <http://www.senat.fr/bulletin/20060925/banlieues.html#toc3> (consulté le 18.10.09)

⁵¹ Rapport de la mission d'information sur la question du port des signes religieux à l'école (4 décembre 2003), consultable sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/12/rapports/r1275-t2-6.asp> (consulté le 18.10.09)

« Les manifestations de samedi contre l'interdiction du voile à l'école, sans être un raz-de-marée, ont été suffisamment importantes pour déstabiliser le Conseil français du culte musulman (CFCM), l'instance représentative de l'islam dont les appels à l'abstention ont été ignorés jusque dans ses rangs. Bien qu'opposé au projet de loi laïcité, le CFCM n'appelait pas à ces manifestations qui ont rassemblé 20 000 personnes à travers la France, selon un décompte réalisé à partir des chiffres de la police. Le nombre de manifestants représente 'moins de 0,6% de la communauté', a relevé Dalil Boubakeur, le président du CFCM. Mais ce dernier n'a pu ignorer que les associations rattachées à l'Union des organisations islamiques de France (UOIF, proche des Frères musulmans), pourtant partie prenante du CFCM, ont été très actives dans la préparation des manifestations en régions. A Lille, plusieurs figures locales de l'UOIF dont son chef régional, le recteur de la mosquée de Lille-Sud Amar Lasfar, ont participé au défilé. »

De là, nous pouvons saisir plus précisément les implications sociopolitiques de la vision portée par les acteurs religieux qui défendent un islam de France porteur d'un projet de développement d'une communauté musulmane unie et régie par les valeurs islamiques. En septembre 2009, dans son discours à l'occasion du lancement de la construction la Grande Mosquée de Villeneuve-d'Ascq, Lasfar précise encore une fois sa conception de l'islam de France :

« Dans l'islam, la notion de citoyenneté n'existe pas, mais celle de communauté est très importante, car reconnaître une communauté, c'est reconnaître les lois qui la régissent. Nous travaillons à ce que la notion de communauté soit reconnue par la République. Alors, nous pourrions constituer une communauté islamique, appuyée sur les lois que nous avons en commun avec la République, et ensuite appliquer nos propres lois à notre communauté. »⁵²

Lasfar dévoile ainsi clairement son ambition de faire reconnaître la légitimité de l'islam dans la gestion de la cité et donc de faire entrer le religieux dans le champ du politique par une intégration communautariste. Cette visée s'appuie sur le développement de la réislamisation au niveau local produite par le travail socioéducatif.

Etant donné ce contexte, Lille constitue un riche terrain d'observation du processus de réislamisation et d'approfondissement de nos réflexions sur ce phénomène. Pourtant, dès la première phase de l'enquête de terrain, nous avons été confrontés à une difficulté de taille : communiquer sur ces problématiques, non seulement avec les acteurs religieux, mais aussi avec les acteurs politiques et les intervenants sociaux.

⁵² Voir : <http://flandre.novopress.info/5013/propos-damar-lasfar-recteur-de-la-grande-mosquee-de-lille/> (consulté le 18.10.09)

3. Dérroulement et résultats de l'enquête

3.1. Islamisme : un sujet tabou

Lors de l'élaboration de notre état de lieux, nous avons contacté un sociologue qui avait déjà étudié des questions liées à l'islam sur le territoire de Lille. Après que nous lui ayons présenté le cadre de l'étude, il a émis des doutes sur la neutralité de notre positionnement et a souhaité que son nom ne figure pas dans notre rapport. Pour lui, ce qu'on appelle 'radicalisation islamiste' diffère selon l'angle d'approche adopté : ainsi, si l'on opte pour l'approche des politiques d'intégration en France ou en Belgique, pays proche de la métropole lilloise, la définition n'en sera pas la même. Cette remarque signifie que le débat sur l'islamisme ne découle que du regard porté sur la place de l'islam dans la société européenne. Par conséquent, tout questionnement sur l'islamisme en tant qu'idéologisation de l'islam et son impact sur l'évolution des populations dites musulmanes en France nourrirait nécessairement la stigmatisation de l'islam et des musulmans. Pour ce sociologue, notre démarche qui visait à interroger les vécus et les représentations de jeunes, d'acteurs religieux et politiques et d'intervenants sociaux sur l'islam et l'islamisme, ne pouvait qu'être scientifiquement illégitime et politiquement incorrecte.

Nous avons rencontré la même réaction suspicieuse, mais plus virulente, de la part d'un élu politique. Suite à la présentation de l'enquête, cet élu a fortement désapprouvé qu'une telle étude soit menée à Lille, et nous a précisé, avec insistance, que le phénomène de radicalisation islamiste n'existait pas à Lille et qu'un tel sujet ne pouvait qu'attirer des journalistes en recherche de scandale. Puis, il nous a ordonné de mettre un terme à cette étude nuisible. Nous avons argumenté que l'intérêt d'une telle étude pourrait précisément être de réfléchir au bien-fondé ou non des constats médiatiques, sans arriver à le convaincre tant il était persuadé que ce genre d'étude était de toute façon inacceptable si l'on ne s'intéressait qu'à la religion islamique et qu'elle n'attiserait que les discriminations et le racisme antimusulmans.

Enfin, une militante associative, opposée à tous les partis politiques, a réagi de la même façon. Militante antiraciste, elle réfutait l'intérêt d'une telle étude dans la mesure où, selon elle, il aurait plutôt fallu chercher les causes de la radicalisation islamiste dans les inégalités socioéconomiques qui tirent leur origine de la domination des blancs.

Ces réactions nous informent de l'ampleur des difficultés à communiquer sur l'enquête. Nous avons ainsi passé beaucoup plus de temps et d'énergie que prévu à obtenir des rendez-vous avec des acteurs politiques et religieux, ainsi qu'avec des professionnels sociaux et éducatifs. Les structures contactées nous disaient inlassablement qu'il leur fallait consulter les équipes avant de nous répondre. Dans certains cas, la réponse n'est jamais venue. Les rendez-vous pris avec les personnes du lycée Averroès et de la Ligue Islamique du Nord ont été à plusieurs reprises annulés. La raison donnée était leur manque de temps. Après avoir assisté à un prêche du vendredi dirigé par Amar Lasfar, nous avons pu discuter avec lui cinq minutes et avons obtenu la promesse d'une rencontre qui ne s'est jamais concrétisée.

C'est en prenant appui sur des acteurs convaincus de la nécessité d'une réflexion sur les jeunes et l'islamisme, que nous avons noué des liens qui nous ont permis de réaliser des entretiens avec une série d'acteurs politiques et éducatifs (élus politiques, enseignants, éducateurs, animateurs), ainsi qu'avec des jeunes. Soulignons, au sujet des jeunes et plus particulièrement des jeunes hommes, que le fait d'avoir assisté à des prêches dans les mosquées a facilité le contact avec eux. Un premier intermédiaire a suffi pour qu'ensuite, par le bouche-à-oreille, des volontaires se présentent spontanément. Pourtant, une partie non-négligeable de nos interlocuteurs ont exprimé leur volonté de garder l'anonymat et certains d'entre eux n'ont pas voulu être enregistrés.

Ces observations nous amènent à conclure à l'impossibilité d'avoir un dialogue franc et serein sur l'islamisme. En effet, d'une part, les dirigeants politiques affirment officiellement que l'ambiance politique locale à ce sujet est sereine et les acteurs religieux prennent clairement leur distance par rapport aux radicaux et se présentent comme un rempart contre l'intégrisme. D'autre part, le simple fait de parler d'islamisme entraîne d'importantes réticences, crispations et suspensions chez un nombre important des acteurs rencontrés.

3.1.1. Méfiance généralisée sur le sujet de l'étude

A chaque entretien, nous avons pu constater que le sujet de l'étude suscite une grande méfiance : avant chaque rencontre, les interviewé(e)s nous ont tous et toutes demandé si notre étude était en faveur ou en défaveur des musulmans.

3.1.2. Rejet de la notion de radicalisation et d'islamisme

Dans nos échanges avec les différents acteurs, nous avons aussi observé que le concept de radicalisation apparaît à beaucoup rédhibitoire et porteur de multiples préjugés.

3.1.3. Peur d'être complice des médias et de la police

La plupart de nos interlocuteurs se sont plaints de la sur-médiatisation de la question musulmane en France et des mauvaises interprétations qui circulent à ce sujet, et ont exprimé leur refus de stigmatiser les musulmans. Pour mener à bien nos entretiens, il nous a donc fallu les garantir de nos meilleures intentions. De ce fait, l'approfondissement des questions qui pouvaient être assimilées à une enquête de type journalistique ou policier, n'a pas été possible. Ainsi, nous n'avons pas obtenu de réponses concrètes sur le rôle des acteurs dans le développement de l'islamisme : il y a eu un refus catégorique de désigner tel ou tel type d'acteurs (groupes de pairs, acteurs religieux, acteurs politiques, etc.). Notons que ces difficultés ont été de moindre importance dans nos entretiens avec les jeunes.

3.2. Entretiens effectués : conditions et cadre

Dans la réalisation de l'état des lieux, nous avons approché quinze structures locales : des organisations impliquées dans l'accueil des jeunes (animation, prévention) et des organismes religieux (dont les lieux de cultes, la Ligue Islamique du Nord, le lycée Averroès et l'Institut

Avicenne). Nous avons aussi réalisé quatre rencontres-entretiens avec des professionnels d'horizons différents qui ont bien voulu nous aider dans nos prises de contact avec d'autres acteurs. Il s'agissait :

- d'une professionnelle qui travaillait en Politique de la ville et connaissait donc les acteurs dans ces quartiers dont la plupart concentrent un fort taux de populations issues des immigrations en provenance des pays dits musulmans ;
- d'un professionnel du secteur des centres socioculturels. Ces lieux d'accueil organisent des activités d'animation pour tout type de public (dont des enfants et des jeunes) et sont de ce fait en contact permanent avec eux ;
- de deux professionnels qui œuvraient dans l'accompagnement et l'insertion des jeunes et dans la prévention des délinquances.

Par la suite, nous avons réalisé soixante-sept entretiens. Etant donnée la demande d'anonymat d'une partie importante des interviewé(e)s, nous avons appliqué, dans l'écriture de ce rapport, le principe de préservation de l'identité à l'ensemble des interviewé(e)s.

Notre étude veut approfondir la réflexion sur l'impact de la réislamisation quant au développement de l'islamisme chez les jeunes au niveau local, et estimer dans quelle mesure le processus de réislamisation engage les jeunes dans l'islamisme ou, au contraire, il les freine dans ce processus.

Par islamisme, nous entendons : doctrine qui projette l'islam comme une idéologie déterminant toutes les sphères de la vie individuelle et collective et qui vise à mobiliser les personnes d'appartenance musulmane dans la construction d'une société ou d'une communauté fondée sur des valeurs et des lois religieuses. Cette définition globale embrasse différentes tendances, depuis les radicaux violents ou non jusqu'aux tendances identifiées comme ouvertes, consensuelles et porteuses d'une pluralité de courants. C'est dans ce cadre que nous nous sommes intéressés, à travers notre étude, aux conceptions des jeunes musulmans et des acteurs qui les environnent, quant à l'islam et à l'islamisme. Cette démarche doit nous permettre de saisir l'impact des phénomènes de réislamisation sur l'évolution identitaire des jeunes et sur leur positionnement envers les valeurs sociétales communes. Elle doit aussi nous permettre de comprendre dans quelle mesure ce positionnement les rapproche ou les éloigne de l'islamisme, et d'observer les risques et la portée du développement de l'islamisme parmi des jeunes, ainsi que les facteurs favorisant ou freinant ce processus.

Concernant les constats et le positionnement des acteurs interviewés par rapport aux jeunes et à l'islamisme, nous nous sommes penchés sur leurs représentations des questions suivantes :

- la place du religieux dans la vie individuelle et sociale ;
- la représentation de l'islam, définition de l'islamisme, ses causes et ses conséquences ;
- l'existence ou non de ce phénomène au niveau local ;

- son développement ou non parmi les jeunes ; les facteurs qui le favorisent ;
- les acteurs déterminants et influents ;
- les pistes d'actions.

Dans notre présentation analytique des données issues des entretiens, nous commencerons par les constats et positionnements sur les jeunes, l'islam et l'islamisme au niveau local que portent les acteurs politiques et socioéducatifs. Puis, nous aborderons ceux des acteurs religieux actifs dans le champ culturel. Enfin, nous nous intéresserons aux parents, avant d'aborder les observations concernant les jeunes dans le processus de réislamisation.

3.3. Constats et logiques des élu(e)s politiques

Etre élu(e) est une mission temporaire attribuée par les électeurs. Pour être élu(e), certaines conditions doivent être satisfaites : être de nationalité française (sauf pour les élections municipales et européennes auxquelles les ressortissants d'un État membre de l'Union européenne qui résident en France, peuvent participer) ; disposer du droit de vote, donc être majeur(e), ne pas être sous tutelle, ne pas avoir subi certaines sanctions pénales lourdes. En général, il est très difficile d'être élu(e) sans avoir été investi(e) et soutenu(e) par un parti politique. Leur rôle, quand ils sont élus localement, est d'assurer des missions en relation directe avec la vie quotidienne des citoyen(ne)s et le développement de la collectivité dont ils ont la charge.⁵³ Ils sont donc concernés par les différentes problématiques liées au développement social, économique, culturel et humain de la ville, ainsi que par les questions liées au culturel, comme le financement des activités socio-culturelles. Lille a pour maire Martine Aubry, réélue en 2008 pour un mandat de six ans.

Lors de notre étude, nous avons rencontré cinq élu(e)s lillois : quatre hommes et une femme, l'un était âgé de moins de quarante ans, deux autres de moins de cinquante ans et les deux derniers avaient plus de cinquante ans. Ils avaient tous suivi des études supérieures et étaient diplômés. Leurs parcours professionnels et militants les avaient régulièrement amenés à rencontrer des populations dites musulmanes. Parmi les cinq élu(e)s qui nous ont accueillis, l'un d'eux a fortement exprimé son opposition au déroulement de l'étude. Ses principaux arguments se basaient sur les deux constats suivants :

- 1) S'intéresser au radicalisme islamiste, sans aborder les autres religions, ne peut que traduire une vision discriminante ; et contribuer à ce type d'étude ne fait donc que nourrir le racisme antimusulman.

⁵³ Les collectivités territoriales sont des structures administratives françaises, distinctes de l'État, qui doivent prendre en charge les intérêts de la population d'un territoire précis. Ainsi, une commune est chargée des intérêts des personnes vivant sur son territoire. La définition et l'organisation des collectivités territoriales sont déterminées par la Constitution (art. 34 et titre XII), les lois et les décrets. Ces dispositions sont rassemblées dans le Code général des collectivités territoriales.

- 2) Lille n'est aucunement concernée par le phénomène islamiste, et la choisir comme lieu d'étude pour ce sujet ne peut que la stigmatiser. De plus, le seul résultat d'une telle étude sera d'attirer des médias en recherche de scandale.

Toutefois, les quatre autres élu(e)s avec qui nous nous sommes entretenus, loin de ces considérations, nous ont présenté leurs constats et visions de l'islam, l'islamisme et les jeunes. Ils ont répondu à nos questions, même s'ils notaient, dans leurs propos, que ces problématiques étaient sensibles : « Je ne suis pas très à l'aise pour parler de la radicalisation religieuse, car je n'ai pas fait d'étude là-dessus », nous a dit une élue.

Dans l'ensemble, ces quatre élu(e)s adoptent une démarche laïque envers l'islam et les musulmans. Ils voient les musulmans lillois comme un public hétérogène et sont persuadés que la radicalisation islamiste reste très minoritaire à Lille. Pourtant, trois d'entre eux observent des signes et des symptômes qui renseignent sur le développement d'une radicalisation religieuse :

« J'ai vu des habitants du quartier devenir rigoureux, rigides, extrémistes. Et ça se passe beaucoup à travers leur parole. »

« Chez les plus jeunes, on a de plus en plus affaire à des demandes de dérogation pour les cantines scolaires. Phénomène croissant qui correspond aux principes religieux du Coran. C'est le premier signe. Le deuxième signe serait une radicalisation presque physique, on voit de plus en plus de jeunes porter la barbe. Avant, on voyait davantage une volonté d'assimilation ou d'intégration pour des jeunes français. Mais maintenant ça paraît pour eux comme une caution de ce qu'ils croient être l'objet. La tenue vestimentaire religieuse est une réaction pour montrer que les origines peuvent s'exprimer physiquement. »

« Mais les jeunes ne parlent pas de religion, sauf dans des réunions publiques, où on voit bien l'influence de l'imam Amar Lasfar. Il est très charismatique et peut influencer les jeunes. Amar Lasfar est un radical pour moi. Il fait des prêches messianiques où il considère que la République est un creuset dans lequel on peut imposer ses idées. »

« la burqa est pour moi une provocation organisée, le moyen d'imposer l'asservissement de la femme par rapport à l'homme par une expression physique violente. »

« Le plus choquant pour moi est quand je suis allée dans les plages de la mer du Nord et que j'ai vu des femmes se baigner toutes habillées tandis que les hommes étaient en slip. Je considère que ne pas pouvoir se dévêtir sur la plage pour se baigner empêche les femmes d'accéder à ce plaisir-là, créant de l'inégalité, ce qui est contraire à la constitution républicaine. »

« Par exemple dans les cantines, on entend des animateurs qui vont pousser dans le sens de la radicalité les jeunes, à exiger de la nourriture hallal, etc. »

Pour expliquer ces phénomènes chez les jeunes, les élu(e)s avancent un ensemble de facteurs socio-économiques et politiques.

3.3.1. Exclusion

« Beaucoup de jeunes aujourd'hui considèrent vivre dans des quartiers de relégation. Ils font l'objet de stigmatisation. C'est à la base un sentiment qui peut se transformer en véritable désespoir et qui peut les amener à se radicaliser. Je tiens des permanences, et quand je rencontre ces jeunes, c'est toujours le boulot qui vient en premier dans leur demande, puis le logement. Car ils veulent aussi leur autonomie et pouvoir quitter leurs parents. Le chômage accentue cette exclusion. »

« ces jeunes ont un parcours fait de nombreuses ruptures : rupture au sein de la famille souvent. Dans bien des cas, ils n'ont pas de repères à la maison et ne savent pas ce qu'est une limite. On n'excuse pas, on fait de la prévention spécialisée. On tente de travailler en amont pour éviter d'autres phénomènes en chaînes de rupture (scolaire, etc.) »

« on a parfois dans certains quartiers une surreprésentation de musulmans. Ce sont plutôt des projets d'urbanisme d'il y a quelques années qui ont créé de l'exclusion. »

3.3.2. Stigmatisation de l'islam

« L'islam de France a une image pervertie par une minorité de personnes qui pratique l'islam politique. J'ai le sentiment et même la certitude que l'islam n'est pas Ben Laden. Mais dans la tête de beaucoup de gens, l'islam égale Ben Laden. Et c'est très dangereux, car cette image nourrit les aigreurs et la frustration, et provoque les tensions. »

« Souvent, c'est le regard des autres qui incite quelqu'un à agir de telle manière. »

3.3.3. Stratégies des islamistes

« Les radicaux sont dans le rapport de force ; c'est une dialectique... le problème de l'islam en France est qu'on n'a pas d'équivalent du CRIF⁵⁴ ; de représentation laïque de la religion musulmane. Les radicaux n'en veulent surtout pas, ils ne veulent pas de laïques pour représenter la religion musulmane. »

3.3.4. Particularités du vécu de l'islam

« La religion juive n'est pas prosélyte, elle préserve la religion à l'intérieur et non pas à l'extérieur, contrairement à l'islam. »

« L'islam peut évidemment évoluer avec la société comme toute religion. Je ne suis pas sûre qu'elle ait beaucoup évolué. Mais on ne doit pas nier que dans le fondement des religions existe

⁵⁴ CRIF : Conseil représentatif des institutions juives de France.

Créé en 1944, le CRIF est issu du Comité général de défense juive né clandestinement en juillet 1943 dans une France occupée. À la fin de la guerre, le CRIF se structure et établit ses premières passerelles politiques, notamment avec des organismes tels que le Congrès juif mondial et l'American Jewish Committee.

Le CRIF fédère, au sein d'une seule organisation représentative, différentes tendances politiques, sociales ou religieuses présentes dans la communauté juive de France. À ce jour, le CRIF compte plus de soixante associations.

toujours une certaine forme d'égalité et de tolérance. Ce sont les religieux qui devraient évoluer, pas la religion. »

« je crois ce que disait Mitterrand ; qu'il faut laisser le temps au temps. Mais le problème c'est qu'il y a des causes exogènes qui rendent difficiles cette cohabitation. En effet, seule la religion musulmane, et non la religion chrétienne et juive, apporte cette difficulté que des éléments extérieurs se mêlent de la religion et de son application à l'étranger. »

3.3.5. Agissements des politiques à l'encontre de la laïcité

« Le problème est aussi politique. Prenez par exemple la gestion des émeutes de 2005 par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy. Il a fait appel aux chefs religieux pour qu'ils participent à la question de la délinquance. Selon lui, comme les jeunes sont davantage musulmans que français, il a pensé que c'était une question religieuse. Ce que ça a signifié aussi que les chefs religieux musulmans devaient faire 'le ménage chez eux'. Ce qui est inadmissible. C'est très inquiétant car il met en péril la laïcité avec de telles actions. Dans les violences de 2005, qu'est ce que disaient ces jeunes ? Ils ne disaient pas qu'ils voulaient mettre à sac la République, mais qu'ils s'en sentaient exclus. Leur message était : 'vous nous laissez tomber, on est victimes de discriminations, alors on est en colère.' Ils ne parlaient pas de charia ou de radicalisation. »

« Je pense que notre président a porté atteinte à la République. D'abord avec la loi qui favorise le rapprochement avec le Vatican. Ensuite, la loi permettant le financement de l'enseignement privé par les communes et même pour les personnes n'appartenant pas à ladite commune. Tout ça a été fait à cause du lobbying de certaines religions qui demande que les écoles privées soient mises au même niveau que les écoles publiques. »

La question du voile et de la non-mixité apparaît dans les entretiens. Les avis des élus sont mitigés à ce sujet. Ils font notamment allusion aux créneaux horaires réservés aux femmes dans les piscines, ce qui avait suscité de nombreuses interrogations :

« Porter le voile relève d'un processus mental, du rapport à l'autre. Le voile ne nuit pas à la laïcité tant qu'on n'est pas dans l'exacerbation de la différence par la religion. »

« Aujourd'hui, peut-être parce que les liaisons mixtes entre musulman-e et Français-e existent, le problème se pose. Que répondre aux jeunes filles voilées et qui ne veulent pas de mariage mixte. Dont acte. C'est un avis personnel, et si c'est un choix assumé, je ne peux pas m'interposer. Le voile peut être un enfermement auto-assumé. »

« La question est complexe car chaque femme apporte une explication particulière au port de son voile : culturelle, sociale, religieuse. Il faudrait plutôt s'interroger sur pourquoi les femmes portent le voile quand la société ne les y oblige pas. »

« Par rapport aux piscines, Martine Aubry s'est expliquée. Elle n'a pas voulu faire un régime dérogatoire pour une religion, mais pour des femmes mal dans leur peau. Elle a fait une erreur parce que ça a porté atteinte à la laïcité. Le principal c'est qu'elle ait abrogé cette décision. »

« Pour les piscines, j'étais contre, mais pour Martine Aubry, c'était le moyen de dire : 'si je ne permets pas à ces femmes de sortir de chez elles, je les prive de liberté'. Mais je ne suis pas d'accord parce que si on lâche, ce sont les droits des femmes qui sont mis en cause. Il ne faut pas pêcher par excès de tolérance. »

« Je me demande pourquoi les femmes ne pourraient pas être prêtres chez les catholiques ou imams chez les musulmans. Ce n'est pas possible pour eux car le prêtre catholique ou l'imam sont synonyme de sage, de monsieur, d'homme. Pourquoi ne pas avoir des imams femmes ? »

3.3.6. Pistes de solution ?

Sur les actions qui contreraient le développement de l'islamisme parmi les jeunes, les élu(e)s sont partagé(e)s. Certain(e)s pensent que la voie la plus importante de prévention est l'action contre l'exclusion socioéconomique, notamment en améliorant l'insertion par l'emploi. D'autres pensent qu'il faudrait soutenir les démarches qui vont dans le sens de l'adaptation de l'islam à la laïcité. A ce sujet, certains donnent comme exemple positif le soutien de la municipalité et de Martine Aubry à l'institut Avicenne :

« Je connais l'Institut Avicenne. La mairie finance l'institut, mais ce n'est pas une aide à une communauté, mais à une institution. C'est à mettre au même titre que le financement des églises. »

« L'institut Avicenne qui est géré par Bechari, est selon moi comme un laboratoire qui cherche à lier laïcité et religion musulmane. »

Un autre élu défend la légitimité de la création du lycée Averroès, tout en soulignant la nécessité d'une vigilance sur le contenu des enseignements par rapport aux valeurs laïques républicaines :

« L'instauration des lycées musulmans est une action normale au regard de la proportion de musulmans en France, la question est de s'assurer que leur enseignement va dans le sens du respect de la République. Le lycée Averroès a de très bons résultats. C'est un épiphénomène sur le plan arithmétique. Ça représente l'évolution normale d'une deuxième religion de France, qui naturellement quand elle regarde les écoles catholiques et juives, veut faire pareil... La question est de voir si ces écoles visent à intégrer ou à isoler, si on n'enseigne pas un antirépublicanisme. »

A propos de ces deux établissements, des élus constatent « une lutte de pouvoir et de représentativité entre l'Institut Avicenne et le lycée Averroès ».

Dans les solutions avancées, il a aussi été fait mention de la nécessité de répondre aux besoins légitimes de pratique de la religion islamique :

« C'est plus facile pour les chrétiens, puisque c'est la religion d'Etat et elle a imposé son rythme, son calendrier. La religion chrétienne fait partie intégrante du modèle sociétale français et européen. Un catholique peut tranquillement pratiquer sa religion sans se soucier des jours fériés etc. A la limite, les juifs peuvent fêter kippour, mais le plus difficile c'est pour les musulmans. »

« La ville de Lille n'a pas à mettre à disposition des locaux pour la religion. Mais la loi dit que pour les lieux de culte construits avant 1905, la mairie doit les financer. Ce qui crée un décalage, car pour ceux construits après 1905, toutes les dépenses sont de leur responsabilité. Aujourd'hui, on ne peut qu'accompagner une association et non financièrement et même si elle est à fonction religieuse. La loi de 1905 crée une distorsion car elle implique qu'on entretienne des bâtiments religieux. C'est mal fait, ce ne devrait pas être le rôle de la commune. Mais attention je ne demande pas une abrogation de cette loi. Je suis un citoyen élu et mon opinion personnelle vient après. »

Dans cette même optique, un autre élu pense qu'il faudrait contourner le problème de la nourriture hallal dans les cantines :

« Faut-il un ou plusieurs menus dans les cantines scolaires ? Pour la mairie, il n'en faut qu'un, mais on peut aussi contourner le problème en développant les self-services. »

A ce propos, sont soulignés la nécessité d'encadrer les pratiques afin de faire face aux dérives et le besoin d'un protocole pour répondre aux jeunes radicalisés et sanctionner le prosélytisme, notamment lorsqu'il est le fait des acteurs du service public ou des animateurs proches des jeunes qui peuvent abuser de leur position d'autorité :

« dans les cantines, on entend des animateurs qui vont pousser dans le sens de la radicalité les jeunes, à exiger de la nourriture hallal, etc. Et c'est à ce niveau-là que nous pouvons agir, et qu'il faut porter une sanction. »

La même préoccupation est exprimée sur les actions de la mosquée par un élu qui remarque pourtant que la plupart des mosquées de Lille sont assez discrètes. Un autre considère qu'il est important que le maire rencontre l'imam quand la question du radicalisme est posée. Dans le même sens, un élu insiste sur le respect de la laïcité et la vigilance face au communautarisme :

« La laïcité est formidable car elle permet de rassembler les gens par ce qui les unit et non par ce qui les sépare. A la différence, à Londres, on voit des quartiers chinois, musulmans, etc. où personne ne parle anglais. C'est le modèle du communautarisme. La question est de savoir, qu'est-ce qu'une nation. Est-ce un modèle fédérateur ou une juxtaposition de communautés ? La Nation à la française est un projet qui tend actuellement vers le multiculturalisme. »

Enfin, un élu affirme que le rôle de la municipalité dans la protection de toutes les religions désavantage les athées :

« Ce que je pense c'est que les athées n'ont pas d'espace pour faire des funérailles civiles dans une commune. Le maire devrait pouvoir faire en sorte que l'expression de la laïcité se fasse au sein de notre Etat. Le sacré laïque devrait avoir son espace. »

A travers ces constats et positionnements, nous voyons que l'ensemble des élu(e)s rencontré(e)s défendent le principe de laïcité comme rempart contre les extrémismes religieux et atout pour la citoyenneté. De même, la plupart insistent sur une application égalitaire du principe laïque et approuvent notamment la création de lieux de cultes, d'écoles et de facul-

tés musulmanes. Ils s'interrogent néanmoins sur les moyens à mettre en place pour assurer la cohérence des activités de ces instances avec les valeurs démocratiques. Certains affirment le besoin d'un suivi et d'une intervention politique en cas de radicalisme.

Même si la plupart des élus considèrent que la radicalisation islamiste est un phénomène minoritaire, ils remarquent des signes et des symptômes qui témoignent de l'exacerbation des repères religieux chez les jeunes et chez certains acteurs socioéducatifs qui les accompagnent : la codification rigidifiée du licite et de l'illicite comme l'usage extensif du principe de l'*halal* et du *haram*, le déploiement de la ségrégation sexuelle et des codes vestimentaires. Certains perçoivent aussi l'influence des acteurs religieux de tendance radicale.

Sur les causes du développement de l'islamisme chez les jeunes, si les élu(e)s pointent les effets de l'exclusion socioéconomiques et les regards stigmatisant portés sur l'islam, ils insistent surtout sur l'absence ou la défaillance d'une politique claire et cohérente envers le principe laïque et son application. Ils dénoncent ainsi les inégalités de traitement entre les différentes religions et les plus faibles moyens accordés aux musulmans pour la pratique de leur religion, la complaisance des décideurs politiques face au communautarisme qui profite aux islamistes, l'absence d'une représentation laïque des musulmans en France, et le défaut d'encadrement des intervenants sociaux dans l'application du principe de la laïcité.

3.4. Constats et logiques des acteurs socio-éducatifs qui interviennent dans l'espace public laïque

Nous avons réalisé vingt entretiens avec des intervenants sociaux. Dix-huit travaillaient dans les champs éducatifs et socioéducatifs : trois étaient enseignant(es) et une documentaliste dans le secondaire et le supérieur ; trois étaient impliqués dans l'accès des femmes aux droits et les questions relatives à la sexualité ; onze étaient des professionnels de l'accueil et l'accompagnement éducatifs des jeunes (six auprès des jeunes des quartiers, deux dans les activités d'animation et de loisirs, un dans l'assistance sociale au sein d'une institution d'accueil des jeunes, un dans le champs d'accueil des jeunes primo-arrivants, et un conseiller d'insertion socio-économique). De plus, nous avons rencontré un agent administratif et une chef de projet Politique de la ville.

Parmi les quatre professionnels de l'enseignement secondaire et universitaire, nous comptons deux enseignants de l'Institut Avicenne, un enseignant d'un collège privé catholique et une documentaliste d'un collège public. Nous avons tenté d'obtenir des entretiens avec des enseignants et des agents d'encadrement du lycée Averroès, mais leurs multiples promesses de rendez vous sont restées sans suites.

Parmi les professionnels socioéducatifs, les profils sont aussi variés : onze hommes et neuf femmes, cinq sont issus des immigrations maghrébines et leur niveau d'étude va de bac + 2 (deux personnes) à bac + 8 (trois personnes), neuf autres ont un niveau d'étude équivalant à bac + 3 et six ont un niveau d'études à bac + 4 et bac + 5. Quant à leur expérience professionnelle, elle porte sur les durées différentes : huit personnes possèdent plus de dix ans

d'expérience professionnelle (dont trois près de vingt ans ou plus), sept personnes ont de cinq à dix ans d'expérience, trois en ont de deux à cinq ans. Seules deux personnes possèdent une expérience inférieure à un an.

Nous avons ainsi interviewé des professionnels ayant des bagages théoriques importants et des expériences riches dans leur domaine d'intervention. Le croisement de leurs constats et points de vue amènent aux éléments développés dans les parties suivantes.

3.4.1. Approche de l'islam et de l'islamisme

Les professionnels s'accordent pour différencier l'islam en tant que religion de l'islamisme qu'ils nomment tour à tour intégrisme, extrémisme ou radicalisme. Notons qu'une minorité ne constate aucun de ces phénomènes parmi les jeunes de Lille. Il en va ainsi pour la chef de projet Politique de la ville que nous avons rencontrée dans la première phase de l'étude. Cette jeune femme qui, par sa mission, connaît les problématiques sociales présentes dans les quartiers populaires, affirme que les problèmes de radicalisation islamiste ne se posent pas à Lille, mais plutôt à Roubaix. Un agent de direction d'un organisme d'accueil des publics en difficulté (dont les jeunes) que nous avons rencontré dans cette première phase, nous parle de cas isolés d'exacerbation des revendications liées à la nourriture *halal* et de comportements extrêmes de jeunes convertis au wahhabisme. Une employée administrative et militante antiraciste observe aussi ces phénomènes, mais pense que les médias et les politiques les amplifient pour détourner l'opinion publique des inégalités socioéconomiques qui sont, par ailleurs, à la source des frustrations des jeunes qui dérivent dans l'extrémisme religieux. Un enseignant dans un collège privé avance le même argument et s'interroge sur le bien fondé du jugement porté sur l'islamisme :

« Il n'y a pas de pratiques radicales. Peut-être que dans la tenue vestimentaire, mais ça ne veut rien dire, car ça peut aussi ne pas être du radicalisme. On parle beaucoup des salafistes car ils sont identifiables avec leurs barbes etc. Ils sont, c'est vrai, radicaux dans la façon de voir les autres. »

De même, l'un des enseignants de l'Institut Avicenne relativise le regard envers le radicalisme religieux en fonction du cadre des différentes cultures dans les divers pays :

« Chaque pays a ses radicaux, mais chaque pays se rattache aussi à une culture, qui doit être prise en compte. Une culture différente implique une pratique différente de la religion. En Turquie, par exemple, il y a des cafés dans les mosquées. C'est culturel. En Indonésie, j'ai vu un punk à la mosquée. Et j'ai trouvé ça très beau, parce que pour moi c'est ça la religion musulmane. D'abord on parle des pratiques et des valeurs et ensuite de la sunna dont la tenue vestimentaire. »

Cependant, il reconnaît que le radicalisme islamiste dépasse l'expression d'une différence culturelle et pense qu'il résulte des maux sociétaux :

« Mais le mal auquel on se confronte a été créé par la société elle-même. J'ai parlé du complexe de Dionysos, le dieu du vin. C'est le seul à avoir un père divin et une mère mortelle. Il n'a pas été reconnu, donc il s'est vengé ; et c'est le complexe qui se retrouve chez tous les immigrés. Etant une

minorité, ils se vengent soit en tombant dans l'extrémisme, soit en développant une haine contre la société dans laquelle on vit. »

D'autres interviewés, une majorité des intervenants sociaux et éducatifs quotidiennement en contact avec les jeunes des quartiers populaires, perçoivent certains signes et symptômes de plus en plus visibles qui interpellent sur le développement de l'islamisme parmi les jeunes. Avant tout, précisons que les jeunes connus de ces professionnels socioéducatifs, ont quitté le système éducatif et constituent un public très hétérogène. Ensuite, arrêtons-nous un instant sur la notion de jeune : il n'existe aucun critère communément accepté pour la définir, comme le démontre le témoignage d'un professionnel qui travaille dans une association d'insertion des jeunes :

« Nous travaillons avec des enfants et des jeunes entre 11-25 ans, mais nos portes restent ouvertes pour les plus de 25 ans. La jeunesse se rallonge. L'âge n'est qu'un critère administratif, il n'est pas représentatif de la réalité et des besoins des jeunes dans leur ensemble. »

Aussi, certains s'appuient sur la notion juridique de mineur pour renvoyer la notion de jeune à la catégorie des 18-25 ans, alors que d'autres y font entrer l'adolescence. Sociologiquement parlant, au sein de notre société, le statut de jeune s'étend considérablement avec la démocratisation de l'accès à l'école et l'allongement des études, et par conséquent l'entrée plus tardive des jeunes sur le marché de l'emploi. Ainsi, un individu peut être considéré ou se représenter lui-même comme jeune jusqu'à trente ans ou plus. Nous intégrons donc cette réalité dans l'analyse des propos des acteurs comme nous l'avons fait pour les entretiens réalisés auprès des jeunes.

En prenant appui sur les observations des intervenants sociaux quant au développement de l'islamisme parmi les jeunes qu'ils rencontrent quotidiennement hors champ scolaire, nous pouvons départager les jeunes en deux catégories :

- les jeunes étrangers arrivés en France depuis moins de trois ans, officiellement appelés primo-arrivants, et les mineurs isolés (moins de dix-huit ans) arrivés en France depuis plus de trois ans et accueillis par des organismes d'accueil et d'accompagnement.
- les jeunes nés en France, issus de familles musulmanes ou supposées telles, et les convertis. Parmi les jeunes issus des immigrations, certains ont la nationalité française, d'autres non.

Cette distinction nous permettra de constater si les acteurs observent des écarts significatifs entre ces deux catégories de jeunes au regard de leurs attitudes et positionnements envers l'islamisme. Dans l'affirmative, nous pourrons voir si les comportements constatés peuvent s'expliquer par rapport à la culture du pays dont ils sont originaires.

3.4.2. Jeunes musulmans étrangers

Les remarques des professionnels sur les comportements et positionnements des jeunes primo-arrivants envers le religieux nous amènent à divers constats. Tout d'abord, il existe une variété des islams vécus par les jeunes musulmans. « Ce que j'ai compris en travaillant avec eux, c'est que l'islam a plusieurs visages », nous dit un éducateur en chef d'un foyer dont 80% des jeunes accueillis sont musulmans. Il précise que le foyer a adopté des démarches consensuelles sur les pratiques religieuses (prières, ramadan) pour permettre aux jeunes de vivre en paix leur religion. En réponse aux revendications des jeunes musulmans, le régime halal a aussi été adopté pour tout l'établissement. Cet éducateur analyse l'insistance des jeunes à ce propos comme la résultante d'une recherche identitaire liée à une crise d'adolescence ou à des effets de groupe. Quant au radicalisme islamiste, il le définit par la volonté d'appliquer à la lettre les enseignements religieux et de les propager :

« Un radical est une personne qui appliquerait des préceptes religieux qui ne sont pas en accord avec la société. »

Pour illustrer ces cas, il avance l'exemple d'un jeune qui voulait le convaincre de ne pas manger avec la main gauche, car c'était contraire à la religion :

« En clair, il voulait être dans les bons papiers d'Allah, et il trouvait tout et n'importe quoi pour définir ce qui était de l'ordre du religieux et de l'ordre du profane. »

Puis, il donne une autre explication :

« en réfléchissant, j'ai compris qu'il s'agissait moins d'un problème religieux qu'un rapport dominant/dominé. Ce jeune avait beaucoup plus que 16 ans et il était un leader. Il fallait qu'il s'affirme en tant que leader et rien de tel que de s'attaquer à l'autorité, en l'occurrence moi. »

Par ailleurs, ce professionnel constate que les jeunes originaires des pays du Maghreb sont plus porteurs d'attitudes radicales que les Afghans ou les Africains, ce qu'il explique par des questions d'ordre politique :

« L'islam est une question de principes et de respect, c'est très souple et basé sur des conditions de règles de vie. Un bon musulman est quelqu'un qui a à cœur de respecter ces principes-là et d'être en accord avec le pays d'accueil. J'ai un ami kabyle à qui ça ne gêne pas de manger du porc. C'est un choix. Et maintenant il revendique son choix de ne plus être musulman. Je ne sais pas si c'est plus facile pour cet ami d'être reconnu comme français ou 'bien intégré à la France'. Mais historiquement, la France a un lien colonial avec le Maghreb. Une vieille rancœur s'est installée entre les pays et il y a un manque de réparation de la part de la France. La question de la bonne intégration des musulmans ne se posera plus quand cette vieille rancœur sera réglée. Selon moi, plus on a d'éducation et plus on peut faire évoluer sa religion. Mais c'est un travail aussi de l'autre, en l'occurrence de la France. C'est un travail de métissage culturel, et la France est encore dans un modèle assimilationniste. »

En même temps, il remarque une double attitude des jeunes radicaux quant à la culture islamique :

« souvent ces jeunes qui veulent appliquer le Coran à la lettre boivent de l'alcool et fument du cannabis. Ils tiennent un double discours ou plutôt leur discours ne correspond pas à leurs actes... Pour les jeunes Maghrébins qui veulent des femmes soumises mais qui boivent de l'alcool, on les met face à leurs contradictions. Et on parle de ce que doit penser Allah d'eux. La religion c'est leur racine, leur passé. Ils font petit à petit le deuil de leur religion pure. Mais ils choisissent la facilité, car ils sont dans un pays aguichant... ils font donc le choix de sortir plutôt avec une 'blonde', comme ils disent, qu'avec une musulmane. Et ça aussi c'est une contradiction. »

Le positionnement humiliant des jeunes envers les femmes est signalé par cet éducateur comme un signe significatif de radicalisme.

Une assistante sociale du même foyer observe des phénomènes identiques dont une exacerbation des attitudes autour du licite et de l'illicite (*halal* et *haram*). Elle avance à ce sujet des attitudes de certains musulmans qui :

« ne parlent qu'avec les éducateurs musulmans. On avait organisé une sortie à Amiens, et les Afghans étaient ravis d'entrer dans la cathédrale, tandis que tous les Algériens n'ont pas voulu faire la visite. »

Mais, elle nuance aussitôt ce propos par une observation complémentaire :

« Pour les Afghans, on voit une différence dans l'appréciation des règles laïques et de leur religion selon leurs ethnies et leurs classes sociales. »

Pour cette assistante sociale, l'attitude consensuelle adoptée dans le foyer reste respectueuse des principes laïques, tout en permettant de gérer le vivre-ensemble et d'aider les jeunes à évoluer vers un rapport individualisé à la religion.

3.4.3. Islamisme chez les jeunes : la rencontre d'un produit, d'une personne et d'un milieu

Les professionnels, notamment les éducateurs qui, pour la plupart, sont issus de familles musulmanes, portent des constats similaires sur les attitudes islamistes développées par les jeunes musulman(e)s né(e)s en France. Ils observent une tendance à l'exacerbation de l'identité religieuse en particulier dans la manière de parler et de s'habiller des jeunes. Ainsi, un éducateur perçoit ces signes comme les plus visibles de l'engagement des jeunes dans ce processus :

« Je reconnais les jeunes radicaux dans leur discours. Ils ne disent pas une phrase sans Dieu. Et il y a l'aspect vestimentaire, la djellaba, la barbe. Mais ils ont aussi les Nike aux pieds. Dans leur comportement, ils n'iront pas dans les bars où on sert de l'alcool. »

Allant dans le même sens, un autre éducateur résume les signes visibles de la radicalisation chez les jeunes de manière suivante :

« la façon de se vêtir, en djellaba, Kamis, barbe, et dans leurs propos : ils sont à cheval sur les principes du Coran. »

Les professionnels observent ces signes « à partir de 17 à 25 ans. Avant ils sont trop jeunes. » ; et l'un d'eux insiste sur leur dimension politique :

« Ceux qui posent vraiment problème sont ceux qui sont dans une revendication politique et sociale de la religion. On est dans un monde multipolaire avec des groupes d'intérêt. Les partis musulmans sont avant tout politiques. La religion peut être une opportunité, comme la guerre civile en Algérie l'a été. »

Les professionnels remarquent que le développement de ces phénomènes favorise chez les jeunes des attitudes ségrégationnistes. Aussi, un éducateur explique, à partir ses observations, qu'une personne islamiste n'est pas nécessairement violente, mais qu'elle est nécessairement intolérante :

« Pour un radical, sa religion est la bonne, et le reste c'est du mauvais. Il existe aussi des radicaux non violents, qui se contentent d'un discours virulent à l'encontre de tous les non-radicaux. »

Quant aux raisons de ce phénomène, il les explique ainsi :

« Un radical, c'est comme un toxicomane. C'est la rencontre d'un produit, d'une personne et d'un milieu. »

Les divers professionnels déclinent cette expression métaphorique en mettant l'accent sur les faits liés à exclusion socioéconomique, à l'enfermement et au repli, aux besoins de repères et de reconnaissance, aux effets de groupes et à l'intériorisation de la victimisation.

3.4.4. Exclusion, enfermement, besoin de repères et de reconnaissance

« La radicalisation dans certains quartiers de Lille est issue selon moi d'un double mécanisme : une forte concentration maghrébine, donc une forte proportion de chômage, ce qui implique indirectement une augmentation de la radicalisation. »

« La situation des jeunes musulmans est extrêmement variée. Les quartiers où ils habitent les influencent beaucoup. On trouve beaucoup de familles musulmanes soucieuses de l'ascension sociale de leurs enfants qui peut se faire par le biais de l'école. »

« Tous les quartiers connaissent à peu près les mêmes problématiques : insertion professionnelle, système scolaire défaillant. Quand on voit des mômes de 18-20 ans qui ne peuvent pas aligner deux mots sur une feuille, on se dit qu'il y a un problème et on ne peut pas s'étonner qu'ils soient violents parce que c'est leur réponse à leurs échecs. »

Tout en considérant la radicalisation islamiste chez les jeunes comme marginale, un éducateur observe pourtant que « ça existe et les pratiques islamiques vont de plus en plus dans cette voie. » Il explique ce phénomène ainsi :

« Je pense que les raisons du radicalisme viennent de la peur de l'au-delà, du phénomène de groupe, de la crise identitaire. Et si tu ne vas pas à la mosquée aujourd'hui tu es marginal. Ceux qui disent 'Nique la France' ont une revendication à formuler, notamment leur haine. Mais ce

sont ces jeunes qui sont en échec et adhérer à un mouvement radical permet une reconnaissance. »

Les attitudes rigidifiées autour du halal expriment aussi, selon certains professionnels, ce besoin d'appartenance :

« Mais pour moi, manger halal est du mimétisme, ce sont des jeunes qui cherchent à se raccrocher à quelque chose pour se différencier des autres. On sait que demander de manger hallal va perturber le système et la cohabitation culturelle. C'est le but recherché avec la volonté de se démarquer. »

« Demander du halal, c'est une façon d'exister, de se différencier, d'appartenir à la communauté. »

Un éducateur insiste à ce sujet sur les conflits de valeurs auxquels sont exposés ces jeunes :

« Les jeunes ont le cul entre deux chaises. Ils ne se sentent chez eux nulle part. Ils sont entre deux cultures et pour eux c'est super compliqué de gérer ces deux mondes. »

3.4.5. Victimisation

Tout en soulignant les effets des sentiments et ressentiments d'exclusion, les besoins de reconnaissance et d'appartenance et la recherche de repères, les professionnels indiquent aussi les effets pervers d'une intériorisation de la victimisation parmi certains jeunes des quartiers qui favorise la propagande de l'islamisme. Les grands frères influencent, selon certains d'entre eux, les jeunes et leur transmettraient ce message de victimisation :

« Il y a une volonté de leur part de s'absoudre de plein de choses, ils se disent victimes. C'est une espèce d'effet de mode qui vient beaucoup des grands frères. Au fond, ils savent que ce n'est pas justifié, car on s'intéresse à leurs familles, leurs vacances dans leur pays d'origine, etc. »

D'autres, à l'instar de l'enseignant de l'Institut Avicenne, renvoient à l'impact du regard porté sur ces jeunes qui favorise les stéréotypes sur les immigrés :

« L'espace public français reste très stéréotypé. On a les clichés de l'immigré, l'étranger, or en France aujourd'hui on en est à la 3^e, 4^e génération. On aurait dû dépasser tout cela. Il faut arrêter de toujours se recentrer sur le problème identitaire. C'est très nuisible pour la cohésion sociale. »

3.4.6. Rôle des prédicateurs

Les jeunes en perte de repères qui sont approchés par des prédicateurs connaissent, selon un professionnel, un risque plus grand de se radicaliser :

« C'est à cause de la galère et du désir d'appartenir à ; et puis il y a toujours la question de l'influence, des rencontres qui donnent à ces jeunes cette impression d'appartenir à. »

« Le réel danger, ce sont les prédicateurs, les gourous qui leur servent des sermons et les rassurent. »

L'enseignant d'Avicenne affine cette analyse avec le cas des convertis qui dérivent parfois plus facilement dans le radicalisme. Selon lui :

« Il y a trois types de jeunes. Ceux qui ne pratiquent pas, mais qui se disent musulmans ; ceux qui sont français et qui se sentent français. Ceux-là font des concessions... et il y a ceux qui sont musulmans pratiquants, mais qui ont toujours été mis de côté et donc qui se plongent dans l'extrémisme. Pour le troisième cas, un individu stigmatisé, toujours rejeté et qui n'a jamais trouvé sa place dans la société, deviennent souvent extrémiste. Comme lui, les convertis vont découvrir une vérité et vont fréquenter des mauvaises personnes qui peuvent les influencer. »

Un éducateur assure aussi que les convertis seraient plus fervents et plus prosélytes :

« Les jeunes français convertis sont les plus radicaux. Il y en a qui disent qu'il ne faut pas manger de gélatine parce que c'est fait avec des boyaux de porc. Le gros problème est leur influence sur les autres. Ils font du prosélytisme en disant aux autres quel est le bon chemin, et disent qu'ils se doivent de le dicter aux autres. »

Un autre éducateur souligne le rôle des mosquées dans ces processus de radicalisation :

« Ce sont souvent des jeunes en recherche identitaire qui n'ont pas pu assouvir leur manque identitaire au sein de la cellule familiale (pour différentes raisons, le père et la mère sont peut-être analphabètes ou ont une vision littérale du Coran) et donc ils vont à la mosquée pour trouver des référents. »

Il précise néanmoins que ce ne sont pas nécessairement les imams qui influencent les jeunes vers une radicalisation, mais plutôt des personnes isolées :

« L'influence vient d'un particulier, pas des imams, car ils sont trop repérables. C'est souvent des personnes qui sont dans la norme et qui passent inaperçues. Ce ne sont pas des gros barbus, ce serait trop beau (ironique). Ils servent deux discours : un moralisateur avec de bonnes intentions qui dit 'arrête tes conneries et viens plutôt à la mosquée' et un autre de récupération qui utilise les jeunes fragiles et manipulables qui peuvent être utilisés à mauvais escient. C'est à travail à long terme. »

A ce propos, un autre professionnel nomme l'imam le plus connu de Lille, personnage charismatique, qui, selon certains, serait radical :

« Il faudrait que vous rencontriez Amar Lasfar, le directeur de la mosquée de Lille-Sud. Il est très médiatisé, peut-être trop. C'est un costaud. Je l'ai connu à l'école, nous étions ensemble. Maintenant il a une agence de voyage à Lille qui marche bien et qui organise notamment des voyages à la Mecque. Je sais que les mosquées drainent beaucoup d'argent. »

Un autre met en évidence une contradiction entre le discours des imams, parfois radical, et une évolution positive de leur formation :

« Il y a des évolutions en France, les mosquées se développent, les imams parlent les deux langues. Mais la plupart des imams disent que Dieu est dur dans la sentence, la sanction. Mais, la plupart oublie de dire que Dieu pardonne. Il y a un juste milieu dans tout et dans l'islam aussi.

Le prophète a dit : 'qu'il faut travailler dans la vie comme si tu étais immortel tout en priant pour ta vie dans l'au-delà'. »

Une assistante sociale d'un foyer d'accueil de mineurs remarque l'influence réelle des imams sur les pratiques des jeunes, qu'elle aille dans le sens d'une radicalité ou, au contraire, d'une modération.

3.4.7. Rôle des médias

Plus que les prédicateurs, les médias sont largement mis en cause par les professionnels dans leur manière de traiter l'information qui accentue, chez ces jeunes, le sentiment de ne pas être compris :

« On devient radical à cause de la frustration de tous les jours et du sentiment de rejet, et de l'image que renvoie les médias. Et ça dépend de l'environnement ouvert ou fermé sur l'extérieur dans lequel ils évoluent. »

« Je dis toujours qu'il faut savoir garder son esprit critique et en particulier vis-à-vis des médias. C'est l'influence d'Hermès, le dieu de la communication, qui se retrouve partout. Il divulgue les mauvaises informations et fait beaucoup de mal autour de lui. »

« L'info est biaisée. Les jeunes n'y connaissent rien et ils prennent tout ce que la télé leur sert au premier degré. Le problème des médias est le détournement de l'information. Quand une synagogue est taguée, tout le monde pense que c'est des musulmans et les médias diffusent les témoignages qui vont dans ce sens. A Lille, ce fut le cas il n'y a pas longtemps, et c'était des skinheads, des campagnards... »

Une professionnelle pense que donner la parole aux radicaux fausse la représentation des musulmans de France :

« Je crois que les médias ont trop donné la parole aux extrémistes en France. Ce qui a provoqué un effet négatif pour les autres musulmans. Pour beaucoup de Français, musulmans égale fondamentalistes. Ce n'est pas normal que l'on voie Tariq Ramadan sur tous les plateaux de télévision. C'est ça pour moi qui fait le plus de mal aux musulmans de France. »

3.4.8. Rapports hommes-femmes

Un des signes de radicalisation observé par les professionnels réside dans la propagande des codes sexués et sexistes au nom de culturel et cultuel. « J'ai une cousine avec qui j'ai grandi qui ne veut plus me serrer la main. Pour moi, elle s'est radicalisée », dit un éducateur. Mais, les constats les plus précis dans ce domaine proviennent des femmes professionnelles interviewées. Une documentaliste de collège public, retraitée depuis trois ans, qui poursuit participe des actions de sensibilisation à l'éducation sexuelle dans les collèges et lycées, observe une régression des droits des femmes : elle observe depuis une dizaine d'année un développement des crispations sexistes parmi de nombreux jeunes garçons, et plus particulièrement parmi ceux qui se disent musulmans, autour des obligations imposées aux femmes comme la virginité et les codes de pudeur. Une conseillère en éducation sexuelle signale une montée

des demandes pour la réfection de l'hymen parmi les jeunes filles suite à l'affaire très médiatisée en juin 2008 de l'annulation du mariage par le tribunal de grande instance de Lille pour cause de non-virginité de la mariée : le mari, un ingénieur converti, ne voulait pas rester mariée à elle et ne voulait pas non plus divorcer. Elle se souvient aussi d'un cas qui l'avait fortement marqué : une jeune fille voilée tombe enceinte et se préoccupe davantage de la perte de sa virginité que sa grossesse. Une éducatrice qui travaille depuis près de vingt ans auprès de jeunes dans un quartier de la banlieue lilloise à forte concentration de populations immigrées constate le développement de tabous liés aux femmes. Elle décrit une situation de durcissement du contrôle exercé sur les femmes au nom de codes religieux et souligne que, même au sein de l'équipe des éducateurs, ces sujets ne peuvent pas être abordés avec sérénité, car certains professionnels pensent qu'ils renvoient exclusivement au respect du religieux. Elle donne l'exemple d'une jeune fille qui était tombée enceinte hors mariage et pour laquelle un éducateur voulait consulter un imam avant de lui donner une réponse sur la possibilité d'une interruption de grossesse.

La question du retour du voile parmi les jeunes femmes élevées en France est aussi interrogée, mais les professionnels sont mitigés sur le lien entre ce phénomène et l'islamisme. L'enseignant du collège privé dit à ce propos :

« On voit un peu plus de burqa dans les rues. Ça m'impressionne. Mais je ne veux pas juger. Je suis très prudent sur les choix de vie. En revanche, je n'accepte pas et de manière vigoureuse l'agressivité, le mensonge et l'humiliation. »

En revanche, un éducateur pense que ce phénomène peut être à double tranchant :

« Pour moi, voir une femme totalement voilée n'est pas nécessairement du radicalisme, mais plutôt une vision des choses, une vision de l'islam. S'il n'y a pas de bourrage de crâne derrière ce long voile noir, ça va. C'est quand le discours prive l'autre que ça devient du radicalisme, quand on change ses pratiques et qu'on condamne ceux dits 'mauvais' musulmans. »

Un autre éducateur observe les effets des propagandes islamistes à ce sujet :

« Quand j'étais enfant, toutes les femmes au Maroc étaient voilées. Dans les années 1990, elles l'ont enlevé, et maintenant elles le reportent toutes à nouveau. Est-ce un effet de mode ? En même temps les radicaux sont tellement puissants ; ils font de l'aide sociale, prônent la solidarité, ce qui leur permet de manipuler et d'utiliser ces gens. »

D'autres professionnels qui œuvrent dans le champ des droits des femmes, voient aussi un lien entre la multiplication du voile et la propagation des codes sexués parmi les jeunes liée à la pudeur des femmes. Une conseillère en insertion y voit les conséquences de l'omniprésence de la culture pornographique :

« La première raison du radicalisme pour moi est la pornographie, toutes ces femmes trop dénudées. »

Un éducateur indique les difficultés vécues par les jeunes filles soumises à des pressions qui les poussent aussi à adopter des attitudes agressives :

« Les jeunes filles maghrébines ont une position difficile. Je les sens très agressives ou plus brutales par rapport à nous. Leur langage est très dur, et il y a une agressivité dans leurs gestes. Je pense qu'elles se protègent à cause des quartiers difficiles dans lesquels elles vivent. »

3.4.9. Impact de la politique locale, nationale, internationale

Les professionnels interviewés voient dans les causes du développement de l'islamisme au niveau local, l'impact de la politique. Selon eux, l'ambiguïté des discours et des pratiques des politiques qui veut satisfaire aux enjeux électoraux, mène à une confusion entre religion et politique :

« Le problème de l'enjeu électoral, voire électoraliste, est de jouer sur deux tableaux en même temps, la religion et le politique qui ne peuvent pourtant pas se mélanger. »

« C'est extrêmement néfaste de regarder un citoyen d'un point de vue de sa religion. On regardait avant sa nationalité, aujourd'hui s'ajoute sa religion. »

Au niveau national, les mêmes contradictions sont soulevées par un éducateur :

« Je suis à 100% pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Mais ce que je ne comprends pas, c'est que celui qui gère le culte en France est aussi le ministre de la Défense. »

Une autre problématique nationale porte sur l'impact du passé colonial de la France sur une partie des jeunes, comme le remarque un éducateur :

« Historiquement, la France a un lien colonial avec le Maghreb. Une vieille rancœur s'est installée entre les pays et il y a un manque de réparation de la part de la France. La question de la bonne intégration des musulmans ne se posera plus quand cette vieille rancœur sera réglée. »

Les effets de la politique internationale, plus particulièrement la montée de l'islamisme dans des pays islamiques et le conflit israélo-palestinien, sont suivis de près localement :

« Tout a commencé en 1995 avec l'affaire du voile, les attentats en Algérie, et le discours radical des jeunes est apparu. »

« Le conflit israélo-palestinien est interprété par ces jeunes comme une guerre religieuse qui voudrait exterminer les musulmans. »

« Pour moi le radicalisme prône un discours de haine vis-à-vis de l'Occident. Quand il y a par exemple des événements en Palestine, une partie des jeunes peut basculer dans le radicalisme. Mais c'est par mimétisme. Ils regardent aussi des chaînes de Télévision comme El Jazira et entendent ceux qui leur rabâchent que l'Occident est contre les musulmans. Ces discours sont adressés à la masse, et ne sont pas perçus comme des messages radicaux. Mais comme une simple vérité. »

« Ce qui se passe en ce moment sur la bande de Gaza réactive le questionnement sur l'identité musulmane. Les questions que se posent les jeunes tournent autour de l'identité et pas vraiment autour de la religion. Et quand ils voient toutes les guerres en Irak, Palestine, Iran, etc., ils ont envie de vengeance. »

3.4.10. Place de la religion

Certains professionnels constatent que les jeunes radicaux ne connaissent pas forcément l'islam ni la langue arabe et en ont une vision limitée. Il en va ainsi d'un éducateur :

« Il faut savoir que l'islam n'est pas seulement l'islam wahhabite. Si on ne maîtrise pas tout ça, on agit sans réfléchir, et sous influence. »

Pour l'enseignant d'Avicenne, le poids historique de la relation entre la France et la religion rend difficile la légitimité de la présence de l'islam de France et en France :

« La France a connu un recul de la religion à cause de la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat. Et sous la III^e République, la France a connu la revanche de la politique sur la religion. »

Il considère cependant que :

« Les choses ont beaucoup évolué en France pour les musulmans par rapport aux années 1980, où l'islam était dans les caves. Aujourd'hui, on voit beaucoup de lieux de culte à taille humaine, qui répondent aux critères d'hygiène, etc. Et sur le plan de la religion, il y a de plus en plus d'associations islamiques qui naissent grâce aux subventions apportées par le CFCM. »

Il avance ainsi la nécessité pour l'islam de s'adapter à la société qui l'entoure :

« La difficulté est que des personnes restent axées dans ce qui a été révélé et pensent que tout changement sera comme une 'innovation' qui est blâmable dans la religion musulmane.... L'islam n'est pas arriéré, mais la notion de temps n'existe pas. L'islam est atemporel. »

Pour l'enseignante du collège privé catholique, il faudrait intégrer la connaissance de l'islam dans les programmes scolaires, et un éducateur insiste sur le niveau d'instruction :

« Selon moi, plus on a d'éducation et plus on peut faire évoluer sa religion. Mais c'est un travail aussi de l'autre, en l'occurrence de la France. »

3.4.11. Rôle des parents

Les professionnels expliquent aussi le processus de radicalisation des jeunes musulmans par le rôle des parents : une partie des parents immigrés ne connaît pas le français, et les pères ont pu avoir leurs enfants tardivement, ce qui crée un fossé culturel dû à l'écart générationnel ; des parents n'offrent pas assez d'écoute à leurs enfants et n'intègrent pas la vie qu'ils ont ou peuvent avoir en France :

« Les parents sont aussi en difficulté. Ils subissent beaucoup de violence symbolique, économique, d'accès au logement, sociale... il y a aussi une partie des parents qui a eu des enfants tard. Et ce fossé générationnel n'aide pas les jeunes à se construire. Ce fossé entraîne des incompréhensions

comme la contraception. Quand un père vous dit : 'Je le nourris, je l'héberge et il fait des conneries, ce n'est pas normal.', comment lui dire que son enfant manque d'amour, qu'il faudrait qu'il l'accompagne au foot... Et souvent dans ce genre de famille c'est la maman qui porte la culotte. Et comme elle n'est pas sortie, elle ne parle pas français, et elle est donc en décalage avec ses enfants. Et quand elle vient au collège, elle est diminuée ; c'est la fille qui doit lui traduire ce que disent les profs. A l'époque, on aurait dû leur donner les moyens de la langue. »

« Pour les parents plus jeunes, ce sont parfois des ex-toxicomanes et ils sont devenus surprotecteurs. Ils ne se sentent pas toujours français. Quand on entendait nos parents, plus vieux parler du retour au bled, on n'y croyait pas. Mais ça nous a empêché de nous sentir français. Et maintenant, là-bas, on se sent étranger et ici aussi. Mais s'ils vivaient dans le centre ville, peut-être qu'ils se sentiraient davantage français. »

Ces jeunes en perte de repère deviennent ainsi des proies faciles pour certains radicaux prosélytes :

« Quand une personne est perdue et qu'elle rencontre quelqu'un qui dit vouloir l'aider, lui permettre une insertion sociale et parfois professionnelle, c'est dur de résister à ce réconfort-là tant attendu. »

3.4.12. Pistes de solution

Des professionnels évoquent la nécessité de politiques claires et cohérentes fondées sur la laïcité. Sur ce point, le rôle des acteurs politiques et la neutralité de l'école sont considérés importants. Mais, d'autres, comme l'enseignant d'Avicenne, pensent que :

« Il faut une réelle volonté politique qui mettrait en œuvre un islam de France qui serait reconnu dans un cadre européen. »

L'Etat ne devrait pas, selon lui, contrôler les pratiques religieuses des uns et des autres :

« Selon moi si on vivait dans une société qui permettait de pratiquer ouvertement, on n'aurait pas ce genre de problème. »

L'enseignant du collège privé catholique pense, pour sa part, qu'il faudrait parler librement de religion avec les élèves, ouvrir le dialogue sur les questions religieuses et l'accompagner d'une mise en pratique dans la vie quotidienne, puis dispenser des cours de religion, même dans les établissements publics. A rebours, des éducateurs constatent les effets pervers de l'articulation entre l'action éducative et la religion :

« on a eu l'idée de rencontrer l'imam de Lille-Sud pour qu'il prêche la non-violence, etc. On se disait que ça peut être un partenaire efficace, mais on a abandonné l'idée. C'est quand même risqué de mélanger la religion avec nos actions. Mais c'est difficile de gérer les jeunes et la religion en même temps. On n'est pas nécessairement compétent sur cette question. »

« Toute la société doit travailler sur ces questions. Certaines personnes sont parties de leurs pays et fonctionnent comme dans le pays d'origine. Il faut réorganiser le travail autour d'associations

pour trouver un juste milieu. Et selon moi, la société française a évolué. Les régions ont construit des mosquées et des lieux d'abattage pour les grandes fêtes musulmanes. »

L'un des éducateurs pense qu'il faudrait favoriser un islam de France :

« Le premier pas a été franchi avec la création du CFCM. Mais je trouve que les musulmans sont la communauté religieuse la moins bien représentée politiquement. »

Au contraire d'un autre qui porte ce constat :

« J'ai l'impression que la religion prend le dessus sur la laïcité. Et comme dans toute chose, comme le capitalisme, la religion va vers l'excès. La modération n'est pas une attitude facile à tenir. »

« La religion ne doit pas être politique », dit un autre éducateur qui regrette l'absence d'un travail conséquent à ce sujet :

« C'est bien qu'on entende tout le monde sur les questions de la religion, que les sociologues travaillent sur cette question. Il ne faut pas se contenter de ce qu'on sait pour le moment, il faut construire une vraie parole contre l'intégrisme, donner une vision de la question juste et pesée. Pour cela il faut entendre les discours de chacun. Mais souvent, ils ne se livrent pas par peur que leurs phrases soient contournées, mal comprises. Pour certains musulmans la question religieuse appartient à la sphère privée, ça ne se communique pas. »

Un éducateur insiste sur la nécessité d'avoir des réponses claires aux questions des jeunes sur le religieux et remarque l'importance de la transmission des connaissances religieuses :

« L'islam est tout à fait compatible avec la laïcité. Mais pour un jeune, certaines questions demandent des réponses comme la question du voile. Par exemple une femme qui enlève son voile au bureau est-elle une bonne musulmane ?.... On a souvent affaire au cliché du juif salaud et une identification des maghrébins de France à la cause palestinienne. Ils ont un manque de connaissance de ce qu'est l'islam. Il y a des pratiquants et ceux qui le sont à la naissance parce que le père l'est. »

D'autres professionnels pensent que pour barrer la route au radicalisme, il leur faudrait pouvoir davantage coopérer avec les établissements scolaires et travailler avec les parents et les grands-parents pour résoudre le fossé générationnel et revaloriser ces personnes âgées qui ont beaucoup à apporter aux jeunes en perte de repère.

3.5. Constats et logiques des acteurs religieux

Comme nous l'avons déjà expliqué, malgré des efforts constants, nous n'avons pu nous entretenir avec les imams que nous souhaitons rencontrer, comme Amar Lasfar, l'imam de la mosquée de Lille-Sud. Toutefois, à travers ses entretiens et discours qui ont été publiés, notamment à l'occasion d'auditions réalisées par des missions parlementaires, nous pouvons saisir ses positionnements dont nous avons déjà rendu compte précédemment. Rappelons brièvement qu'Amar Lasfar qui est, entre autres, le représentant régional de l'UOIF dans le

Nord-Pas-de-Calais, défend une intégration de l'islam à la société française dans le cadre de la loi islamique. Cette ligne de l'UOIF vise à acquérir une base populaire importante et à constituer un rang de cadres pour construire une représentation forte et légitime d'une communauté musulmane unie autour de valeurs religieuses. Ce projet doit leur permettre de négocier avec les instances étatiques dans le but d'obtenir le respect des normes et des lois musulmanes dans le cadre d'une république multiculturelle. Tel est le sens de la position d'Amar Lasfar en faveur d'une laïcité ouverte et contre la loi sur l'interdiction des signes religieux (dont le voile) à l'école publique en 2005. Les activités socioculturelles et politiques telles les conférences-débats avec des personnalités comme Tariq Ramadan et les débats autour de l'élection présidentielle par la Ligue Islamique du Nord s'inscrit aussi dans cette logique. Lors d'un des prêches d'Amar Lasfar auquel nous avons assisté, ce dernier tenait des propos sur la responsabilité de chacun à bien pratiquer sa religion et la place à prendre dans la société française. Nous avons aussi assisté à une cérémonie de conversion, initiative mise en place par la mosquée de Lille-Sud qui a fait du vendredi la journée des conversions. Dans la salle des femmes, chaque vendredi, à la fin du prêche d'Amar Lasfar, en moyenne trois femmes se convertissent. Vu l'affluence de ces conversions, des cérémonies informelles dirigées par une femme d'âge mûr et respectée dans la communauté se sont organisées : cette maîtresse de cérémonie tient les femmes par la main, les embrasse, leur souhaite la bienvenue et les présente à la communauté. Elle termine en leur faisant réciter quelques versets du *Coran* en arabe. La plupart des converties sont très jeunes et ne parlent pas l'arabe.

En dehors d'Amar Lasfar qui nous a promis un entretien jamais réalisé, nous avons rencontré des difficultés à obtenir des entretiens avec d'autres imams. Finalement, nous n'avons pu nous entretenir avec l'imam d'une mosquée d'une cité proche de Lille, qui, par ses expériences passées et actuelles, a une bonne connaissance des mosquées lilloises. Par ailleurs, nous nous sommes entretenus avec des actrices religieuses dont une aumônière et une femme active au sein de la Ligue Islamique du Nord. Nous allons maintenant procéder à une présentation de leurs propos.

3.5.1. Une aumônière du culte musulman

L'aumônière du culte musulman que nous avons rencontrée, est née au Maroc, a épousé un aumônier et, à quarante-huit ans, est mère de sept enfants. Elle est arrivée en France en 1982, à vingt-et-un ans, après avoir suivi des études de mathématiques appliquées au Maroc. Fille d'un père douanier et d'une mère au foyer qui ont divorcé quand elle avait quinze ans, elle a reçu une éducation religieuse par sa mère et a mené une vie sans souci matériel grâce à son père. Au Maroc, elle ne se voilait pas : elle a pris cette décision en France où il semble que ses convictions religieuses se soient affirmées :

« Au Maroc je ne portais pas le voile. C'est moi qui ai choisi de porter le voile en venant en France. Quand j'étais au Maroc, je considérais que c'était inacceptable que je porte le voile pour un homme. Mais en venant ici, j'ai pris du recul sur mes idées. J'ai repris le Coran et j'ai revu ma

décision sur le port du voile. Je le porte aujourd'hui car ça me permet d'être libre, d'être moi-même. »

C'est en 2001 qu'elle devient aumônière pour les femmes emprisonnées dans les maisons d'arrêt de la région :

« Un aumônier catholique des prisons est venu me voir car beaucoup de femmes musulmanes se plaignaient de ne pas pouvoir se livrer à un aumônier musulman. J'ai d'abord refusé la proposition car j'avais trop de travail entre mes enfants, mon travail dans l'association. Mais finalement je trouvais ça trop injuste de priver ces femmes d'éducation musulmane. J'ai donc déposé une demande. J'ai ainsi été prise à la prison de Loos avec les femmes, puis je me suis faite bénévole auprès de jeunes garçons mineurs pour l'enseignement de l'arabe. »

Les thèmes qu'elle aborde avec les prisonnières sont aussi bien d'ordre personnel (sur leur souffrance psychologique) que général (sur des sujets de société) :

« Les femmes en prison sont d'abord des mamans. Ces mères ont leur secret, elles ont envie de parler de leurs enfants. On réfléchit ensemble sur leurs problèmes, leurs injustices. J'aborde souvent le thème de la mort, à cause de toutes leurs tentatives de suicide. Lorsque nous venons au monde, nous avons une date de mort que l'on ne connaît pas, et heureusement, sinon nous serions très malheureux. Donc, il faut que chacun vive à fond sa vie. Leur mari est le cadet de leur souci. On en parle rarement. Sauf s'il s'agit de jalousie. C'est un sentiment ravageur et qui peut les perturber beaucoup. »

En prison, face à des femmes en perte de repère, elle enseigne davantage les valeurs que les pratiques :

« Les femmes me demandent de leur apprendre à prier. Moi j'ai d'abord envie de leur apprendre à aimer leur créateur et pas uniquement les bonnes pratiques rituelles. Je leur explique pourquoi il faut le prendre comme son seigneur. Parce qu'il n'a pas besoin de toi. Allah n'a pas besoin de nous. Et c'est la raison pour laquelle tu es libre. Le soleil se lève toujours du même côté avec ou sans toi pour l'aimer. »

Pour cette aumônière, l'islam réside dans les valeurs véhiculées par la religion musulmane qui permettent aux publics qui se sont détournés du droit chemin, de reprendre une bonne conduite :

« Etre musulmane c'est être heureuse. Il y a des chercheurs de trésor. Et j'aime chercher des gens qui ont de la valeur et beaucoup de convictions. Mon islam, c'est une quête absolue du Bien qui est dans chacun d'entre nous. Le fait de savoir qu'il existe des valeurs positives me rend heureuse. Je cherche toujours le bon côté des gens. J'en éprouve le besoin pour mon propre bonheur. »

Or, ses valeurs religieuses imprègnent son approche éducative, notamment en matière d'orientation sexuelle :

« Et le thème de l'homosexualité. Ce qui est difficile pour moi, c'est de parler avec une femme tout en sachant qu'elle est lesbienne et de l'embrasser. Parce que j'embrasse toujours les femmes avec qui je parle. Elles ont besoin de ce contact-là. »

Ajoutons qu'elle enseigne aussi bénévolement l'arabe à des jeunes.

3.5.1.1. Jeunes musulmans en France

Notre interlocutrice impute aux discriminations subies par les enfants musulmans des conséquences néfastes. Elle illustre son propos par ces deux exemples :

« Si vous dites à un enfant 'sale juif' vous êtes exclus de l'établissement. Si vous dites 'sale arabe', personne ne réagit. Il n'y a pas de système qui défend un enfant arabe insulté. Il doit instaurer lui-même ses propres lois. Et ça devient l'anarchie. Un enfant m'a dit : 'T'as vu, tu sais ce que je fais à l'enfant juif... je le massacre.' »

« Un jour, un père me demande pourquoi son fils a été exclu. Il avait dessiné une croix gammée. Il avait reçu une lettre du principal lui expliquant la punition et la raison de celle-ci. Et pourtant il ne comprenait pas. Je lui explique les faits historiques. Et lui me répond : 'Mais madame, c'est leur histoire qu'ils condamnent et cette histoire n'est pas la mienne. Ma famille n'a jamais tué de juifs, bien au contraire. Mon frère avait caché deux juifs. Et quand j'ai demandé à mon fils pourquoi il avait dessiné cette croix il m'a répondu : 'je l'ai fait, parce que je sais que ça les énerve. Et moi, comme ils m'énervent, je fais des choses qui les énervent.' »

3.5.2. Une militante de la Ligue Islamique du Nord

Née en Tunisie et mère cinq enfants nés en France, notre interlocutrice de quarante-quatre ans est très impliquée dans la vie de la communauté musulmane de Lille-Sud par ses activités au sein de la Ligue Islamique du Nord, notamment par l'organisation des cérémonies de conversion des jeunes filles. Elle participe par ailleurs aux activités de l'association Amelle, association de femmes musulmanes qui combat les discriminations faites aux femmes musulmanes et milite en faveur du port du voile dans les écoles ou des horaires pour les femmes dans les piscines. Pour des questions religieuses relatives au port du voile, elle a choisi de ne pas mettre à profit ses études dans un cadre professionnel :

« J'ai fait des études pour devenir enseignante. Mais je n'ai jamais enseigné et n'ai jamais cherché à l'être, car moi j'ai choisi le foulard. Beaucoup partent dans le libéral pour ne pas avoir à subir cette cassure psychologique. »

Pour sa part, faute de vie professionnelle, elle s'implique dans la vie de la communauté musulmane, notamment à travers l'association Amelle dont elle tient à préciser qu'il s'agit d'une association féminine et non féministe :

« Je ne partage pas les points de vue et les méthodes des féministes. Ce n'est pas la même démarche. Amelle tente de promouvoir l'image de la femme musulmane de France. Pour cela, on leur donne la parole. Et on veut dire tout haut que nous ne sommes pas des femmes qui subissent. Il y a un épanouissement de la femme musulmane. Et nous voulons combattre les injustices,

toutes sortes de racisme et d'inégalité. Avec l'association Amelle, on organise pour le mois prochain une sortie 'bien être'. On emmène les femmes à la piscine et au hammam. On part en Belgique pour faire ça, car on est bien obligées, puisqu'il n'y a plus de piscines pour nous ici. Et on organise des conférences mensuelles. La prochaine s'intitule : 'Vie de couple et vie de famille'... Et pour le futur, on rêve d'un centre de culture et de loisirs pour nous : une piscine pour nous ouverte pour toutes les femmes, mais aussi pour les hommes, on leur donnera un créneau... »

3.5.2.1. Jeunes, islam et islamisme

Au sujet des jeunes, notre interlocutrice insiste sur le devoir des parents de transmettre des valeurs religieuses à leurs enfants :

« Ce sont les parents qui transmettent la religion, c'est écrit dans le Coran. Ils transmettent aussi la culture et la langue. Si les enfants ouvrent les yeux avec telle pratique religieuse au sein de leur famille, ils feront pareil et peut-être qu'en grandissant ils changeront. »

« La chose la plus importante de ce qu'on inculque à un enfant, c'est la foi. Je me suis beaucoup inspirée d'un livre en arabe : 'L'éducation prophétique de l'enfant' par Mohammed Nivoi Suid. J'ai essayé de leur faire ressentir la présence de la divinité qui nous entoure. Je leur explique dès qu'ils sont tous petits qu'ils peuvent demander de l'aide à Dieu. C'est important qu'ils construisent leur relation à Dieu. Et c'est en donnant l'exemple qu'ils peuvent construire cette relation avec le divin. »

« Je transmets beaucoup de ma religion à mes enfants. D'abord, c'est dans mon comportement. Ce qu'ils voient de mon comportement est important car ils pourront le reproduire. L'enfant est comme une éponge. Moi, je leur parle, je leur divulgue tout. »

Pour elle, la transmission des pratiques religieuses à l'enfant se fait selon un ordre temporel (il faut qu'il ait l'âge de comprendre et cet âge est déterminé par le Coran) et selon un ordre de priorités dont la première est la prière :

« La première chose à leur apprendre c'est la prière. Ils nous voient cinq fois par jour prier. Et donc l'enfant prend son tapis et se met à côté de nous et nous imite. Et puis, il y a des dates à respecter. A sept ans, ils sont obligés de faire eux-mêmes la prière, ils sont responsables. Il y a une préparation pour le jour J de leurs sept ans, c'est le jour de la fête de la prière. »

Ainsi, d'après cette actrice religieuse, un(e) bon(ne) musulman(e) doit vivre selon les règles de l'islam qui définit le *haram* et le *halal*. A ce sujet, elle constate les difficultés qui existent en France :

« Ce n'est pas facile de vivre en France en tant que musulmane. Ma fille a été exclue du collège à cause du foulard. Au moment de la loi, il y eut des changements dans le comportement des Français. Pour mes autres filles, plus âgées, elles n'ont jamais eu de problème, surtout parce qu'elles étaient de bonnes élèves. On les laissait tranquille. Il y a eu une régression à ce niveau-là. »

De même, elle n'inscrit pas ses enfants à la cantine scolaire à cause des repas non *halal* :

« J'ai fait comme beaucoup de parents que je connais, et j'ai refusé que mes enfants aillent à la cantine. Il y avait trop de risques à ce qu'ils mangent de la nourriture impure, malgré toutes les recommandations que j'aurais pu leur faire. »

3.5.3. Un imam jeune et expérimenté

Ce troisième interlocuteur est un imam instruit qui a étudié au Maroc la science coranique, la langue arabe et le *fiqh* (jurisprudence). Pourtant, il a construit sa vie en France :

« J'ai vécu au Maroc dix-huit années sans relâche, et j'ai vécu en France plus que ça, vingt-deux ans, et j'ai voyagé en Europe, En Syrie, au Koweït, j'ai été en Arabie Saoudite à trois reprises pour le pèlerinage, je préfère vivre, mourir et être en France. La plupart des musulmans que je côtoie voit leur avenir ici en France. Oui, il y a d'autres catégories mais ils sont très peu nombreux. »

En tant que cadre religieux, il connaît bien toutes les mosquées de la métropole lilloise. Dans le cadre de sa mission, il assume des prestations culturelles et des permanences d'accueil pour les fidèles qui viennent lui parler et lui demander conseil sur des difficultés rencontrées dans leur vie :

« Les gens viennent nous voir quand ils veulent signer un contrat de mariage pour nous demander quels sont les droits et les devoirs. Il y a aussi des parents qui ont des problèmes avec leurs enfants et cherchent auprès de l'Imam des conseils. Il y a aussi des cas de difficultés conjugales au sein des couples et parfois aussi des cas de difficultés financières. »

Il participe aussi à des rencontres d'associations qui s'occupent des problèmes posés dans les quartiers comme le bruit, les difficultés des jeunes, etc. Il observe à ce propos les difficultés des jeunes impliqués dans la drogue et la délinquance.

Cet imam se situe dans un contexte global en rappelant que :

« pour les fidèles de la mosquée, je suis le guide spirituel et le représentant de la religion. Les autres jeunes, qui ne fréquentent pas la mosquée me côtoient occasionnellement soit au niveau du quartier car nous sommes voisins ou à l'occasion de l'Aïd et durant les deuils. Ils voient en moi l'imam. »

Il précise ses propos avec des données générales sur la pratique de la religion musulmane au niveau national :

« les musulmans de France sont à majorité non pratiquants, on estime à 19 % les pratiquants, c'est-à-dire ceux qui fréquentent la mosquée. Quand on dit pratiquant, c'est celui qui pratique les cinq piliers de l'islam. »

Et il conclut que :

« Les musulmans sont représentés par la mosquée mais uniquement ceux qui la fréquentent. Ceux qui ne la fréquentent pas sont représentés par la municipalité, par leur Maire. Ces gens là sont laïques, même nous, nous sommes laïques quand on est en dehors de la sphère religieuse. »

Dans cette optique, il indique que les vrais représentants de l'islam en France sont des imams et il avance le nom de Dalil Boubakeur, le recteur de la Mosquée de Paris, comme étant une personnalité représentative. Puis, en soulignant les différents niveaux religieux, il ajoute :

« Au niveau du culte musulman, à l'échelle internationale, les meilleurs représentants de l'islam sont les oulémas (savants), parmi eux il y a des muftis et des enseignants et des directeurs de grandes universités. »

Dans ce champ, l'imam défend la fidélité à l'enseignement prophétique :

« En ce qui me concerne, ma démarche est celle de nos maîtres qui nous ont inculqué que quiconque des oulémas a un avis contraire à l'enseignement prophétique, il ne faut pas l'accepter. »

Il donne alors l'exemple des avis d'Al-Qaradawi sur les droits de la femme au sein du couple, ou les relations entre musulmans et chrétiens en Egypte. Néanmoins, il précise :

« il y a une question sur laquelle je ne suis pas d'accord avec lui, c'est la question des Kamikazes en Palestine. Al-Qaradawi légitime et autorise ces actes contrairement à Ibn Baz (mufti d'Arabie Saoudite) qui les condamne car c'est un suicide et le suicide est illicite en islam. »

Il condamne ainsi le terrorisme en précisant la définition de *jihad* en islam :

« Il y a deux définitions du jihad dans la culture musulmane. Il y a la principale, celle du Coran : ceux qui font des efforts pour nous, on les guide dans le droit chemin. Ce même terme a été utilisé, dans la langue arabe, pour désigner la guerre d'auto-défense, pour éloigner le mal. »

Quant aux concepts d'islamisme et de radicalisme, il considère qu'ils « concernent l'approche des textes, notamment la Sunna, dont la lecture peut diverger d'un courant à un autre. » Il illustre ainsi ces divergences :

« Les Salafistes vont vous dire que le roi d'Arabie Saoudite est un grand homme de l'islam, car ils sont fasciné par ce pouvoir. Par contre, d'autres vont vous dire que c'est un escroc. »

Au sujet de Ben Laden, il dit :

« Il y a des jeunes qui vont vous dire que Ben Laden et Ahmadinejad sont des hommes car ils défient l'Occident, mais pas ceux qui suivent mes cours. »

Il constate ainsi le phénomène de radicalisation parmi des jeunes :

« des gens qui se sont radicalisés à cause de leur formation ou plutôt de leur manque de formation. Ils étaient dans un extrême et ils sont sortis vers un autre extrême. »

Pour lui, les difficultés économiques n'expliquent la radicalisation. Il réfute aussi que les conflits israélo-palestiniens ou la guerre en Irak jouent un rôle déterminant dans la radicalisation des jeunes en France. Car :

« ce sont les milieux et la fréquentation qui poussent au radicalisme. »

Il souligne à ce sujet l'impact de la ghettoïsation qui favorise ce phénomène. Cependant, pour lui, il existe des issues :

« j ai connu des cas de personnes qui se sont radicalisées mais qui ont quitté ce courant. »

En même temps, il précise qu'il existe une résistance au radicalisme et donne l'exemple :

« des jeunes qui ont été obligées de porter le voile ou le niqab sous la pression du mari ou du futur époux. Certaines sont même allées jusqu'au divorce car elles ont refusé de céder à la pression. »

3.5.4. Rapport religieux-politique : de la citoyenneté laïque à la citoyenneté adaptée au religieux

En synthétisant les approches de ces trois interlocuteurs et interlocutrices qui interviennent à des niveaux différents dans le champ culturel, il est possible de distinguer trois positions quant à la place du religieux dans le champ sociopolitique (au sens général de politique, à savoir gestion de la cité) :

- 1) Séparation du culturel et du politique : l'imam définit clairement son statut et son rôle en tant que guide spirituel et représentant de la sphère culturelle. Au-delà de ce champ qui comprend, comme il le précise, les activités des croyants pratiquants, l'imam se considère comme un citoyen laïque. En se situant dans ce cadre, il prend sa place dans la sphère culturelle au sein d'un cadre sociétal où une partie des populations dites musulmanes n'est pas pratiquante. Il ne se conçoit pas, au nom de mission culturelle, comme le représentant de tous les musulmans de France. Sa vision va ainsi à l'encontre d'une approche où le fait d'être musulman induit d'emblée une appartenance à une communauté de musulmans encadrée par les normes et les lois de l'islam. Son positionnement laïque opère donc une distinction entre les sphères culturelle et sociopolitique. Néanmoins, ses références à Al-Qaradawi sur les rapports entre les femmes et les hommes, si elles sont concrètement traduites dans le quotidien, sont loin de défendre le principe d'égalité des sexes affichée par les lois séculières.
- 2) Fusion du culturel et du politique : dans le discours de l'actrice religieuse de la Ligue Islamique du Nord, la religion est vécue comme un ciment unissant les musulmans au sein d'une communauté porteuse de normes et de règles fondées sur la religion. Elle définit le fait d'être musulman par le respect de l'ordre islamique. Les notions de pur et d'impur dépassent les interdits élémentaires pour bâtir des frontières entre les musulmans et les non-musulmans. D'où l'obligation du port du voile et le refus de la cantine pour les enfants, même en cas de possibilité de menus sans porc ou sans viande. Par ses discours et ses activités, cette actrice religieuse projette le développement d'une communauté éduquée selon les valeurs et les normes islamiques. Elle s'oppose, pour cette raison, au modèle laïque de la citoyenneté. En préconisant une fusion entre le culturel et le politique, elle présente une vision islamiste qui se veut moderne et intégrable dans le cadre d'une société française qui adapterait ses cadres aux exigences religieuses.

- 3) Fusion du cultuel et du culturel : le discours de l'aumônière, tout en présentant la religion comme la source des valeurs humanistes, tend vers la conception d'une morale islamique qui s'imposerait à l'individu musulman (dont elle-même). Aussi, dans son approche, d'une part, l'islam se présente comme une source de bonheur et on s'éloigne alors de l'islam comme source d'un ordre fondé sur la loi divine. Mais, d'autre part, nous voyons apparaître, dans ses propos, des jugements moraux qui semblent se fonder sur la loi religieuse, comme la condamnation de l'homosexualité.

En fonction de ces différentes positions, les acteurs concernés abordent différemment l'éducation des jeunes. Ainsi, l'imam définit précisément son champ d'intervention en tant que guide spirituel, représentant la sphère cultuelle, qui ne s'adresse qu'aux fidèles pratiquants (soit seulement à une partie des musulmans de France). L'actrice religieuse de la Ligue Islamique du Nord projette, elle, l'idéal d'une éducation islamique qui s'adresse aux enfants et jeunes musulmans. De même, elle parle des 'femmes musulmanes' comme porteuses de valeurs islamiques qui, selon elle, préconisent la préservation des frontières sexuées. Quant à l'aumônière, son approche du rôle du religieux reste imbibée d'une sorte de confusion dans la mesure où elle voit une contradiction interne entre les normes sexuées qui renvoient à la loi islamique et celles établies par les valeurs démocratiques qui reconnaissent le choix des individus quant à leur orientation sexuelle.

3.6. Constats et logiques des parents

Dans le cadre de notre étude, nous avons rencontré sept parents qui ont bien voulu nous accueillir pour des entretiens longs : quatre pères et trois mères aux profils variés et représentatifs des parents dans l'évolution des immigrations maghrébines en France.

Deux des pères appartiennent à la première génération immigrée. Ils n'ont pas fait d'études et ont quitté le Maroc dans leur jeunesse pour venir travailler en France, l'un dans une usine sucrière et l'autre dans le secteur du bâtiment. Actuellement retraités, l'un préfère vivre en France, même si sa famille est au Maroc, comme de nombreux hommes de sa génération ; l'autre voudrait repartir au Maroc, mais ses trois filles qui sont arrivées en France en 1988, veulent rester. Les deux autres pères, quadragénaires, sont des enfants d'ouvriers immigrés algériens, tous deux nés en France. Ils ont fait des études jusqu'au niveau bac. Le premier, père de quatre enfants âgés de deux à huit ans, a toujours vécu en France. Après le bac, il a travaillé pendant dix ans dans le secteur de l'animation et dans le commerce, avant d'entrer à l'usine. Il a épousé une convertie. L'autre père, à l'instar d'une partie des enfants d'immigrés, est retourné avec ses parents en Algérie dans son enfance. Après avoir obtenu un CAP et avoir été chômeur un temps, il est revenu vivre en France où, pendant un temps, il a fait des petits boulots avant d'ouvrir un commerce. Marié à une algérienne, il est le père de trois enfants âgés de deux à sept ans.

Les trois mères, âgées de trente à quarante ans, sont toutes des filles d'immigrés : la première, issue d'une famille ouvrière algérienne, a vécu, comme elle le dit, dans des quartiers

pauvres et s'en est sortie par des études sanitaires qui lui ont permis de travailler dans ce champ. Mariée à un algérien, elle est la mère de trois enfants âgés de huit à douze ans. La deuxième, fille d'immigrés marocains, a passé son enfance et sa jeunesse au Maroc avant de venir en France à l'âge adulte pour aider son père malade. Elle s'est alors installée en France, a repris ses études jusqu'à la maîtrise et s'est mariée à un marocain. Mère de quatre enfants âgés de deux à huit ans, elle travaille dans le social. La dernière est la plus jeune des mères : elle a trente ans et est issue d'une famille immigrée algérienne (père berbère et mère kabyle). Elle est arrivée à cinq ans en France et a fait une partie de ses études à Lille. Elle a poursuivi ses études supérieures jusqu'à bac + 6 et est aujourd'hui cadre moyen. Elle est la mère de deux enfants de deux à huit ans. Elle a choisi de ne pas se marier et vit séparée du père des enfants, tout en préservant leur relation.

Les profils de ces trois femmes sont proches dans leurs aspects sociaux, ce qui nous permettra de mieux cerner les différences culturelles dans leurs approches du religieux au regard de l'islamisme. Par ailleurs, comme les pères appartiennent à deux générations différentes, nous avons examiné ce même questionnement sous l'angle intergénérationnel. Enfin, en nous penchant sur l'ensemble des entretiens, nous avons pu construire un aperçu assez varié du regard porté par des parents issus des immigrations dites musulmanes sur le vécu de l'islam et de l'islamisme au niveau local.

3.6.1. De l'islam facilité à l'islam contrainte

Les deux pères marocains retraités décrivent leur religiosité comme une pratique poursuivie dès l'adolescence :

« Je ne peux pas te dire que je pratique toute la religion, personne ne peut le faire. Je fais les cinq piliers, en plus je ne mens pas, je ne vole pas, je ne parle pas dans le dos des gens. »

« Je pratiquais la religion depuis l'âge de treize ans... Celui qui lâche sa religion c'est quelqu'un qui a raté sa vie. Je fais les cinq piliers de l'islam, les prières surrogatoires, donner l'aumône, ne pas médire des gens, respecter ses voisins même s'ils sont non musulmans. La religion, c'est quelque chose de bien parce que, grâce à elle, j'irais au paradis. »

« Quand tu travailles dans une usine à la fin du mois le patron te ramène ta paie, c'est pareil avec la religion. Et même s'il arrive que des fois tu n'es pas sûr que le patron va te payer à la fin du mois, mais dieu lui il est toujours ponctuel. »

Pour tous les deux, prier dans la mosquée est important. « C'est obligatoire de faire la prière dans la mosquée, être avec le groupe, c'est une obligation », dit l'un d'eux en précisant qu'il fréquente différentes mosquées. Pour ce retraité dont la famille vit au Maroc, la mosquée est un lieu de prière, mais aussi « un lieu où on apprend sa religion, des valeurs, le respect des grands, des voisins, des non-musulmans » :

« Au lieu de partir dans un café pour bavarder et dire du mal, il vaut mieux venir à la mosquée et faire des invocations, le rappel c'est mille fois mieux pour un musulman qu'autre chose. »

L'autre père retraité pense aussi que « faire la prière à la mosquée est meilleur que de la faire à la maison, on a plus de récompense. » Tous les deux soulignent l'importance de la présence d'un imam :

« Si j'ai une question sur la religion, je la pose à l'imam de la mosquée, c'est lui qui connaît. »

« Si j'ai une petite question de la vie de tous les jours, je la pose à l'imam, mais si c'est une question qui touche la jurisprudence ou une question problématique là il faut la poser aux savants. »

Pour ce qui est de la pratique de l'islam en France, ils pensent qu'elle se fait dans meilleures conditions aujourd'hui :

« L'islam est compatible avec la société. Regarde, ils nous ont laissé construire des mosquées partout, on peut partir prier, personne ne t'interdit de faire ce qui te plaît. Les responsables t'aident pour construire des mosquées. »

« La question de la viande hallal s'est posée il y a longtemps, mais maintenant tu vois les boucheries musulmanes sont partout. »

« L'islam trouve sa place ici en France. Il y a beaucoup de musulmans intègres et honnêtes qui ont intégré la société, ils veulent juste vivre décemment. »

Tous les deux portent un regard assez proche sur l'islam :

« J'ai plus de quarante-cinq ans ici en France et je n'ai jamais eu de soucis avec personne. Mes droits me sont donnés et je suis respecté en tant qu'individu. Il y a un proverbe chez nous qui dit : 'l'enfant instruit est le mien et l'enfant pas instruit est celui du voisin'. C'est nous qui faisons du tort à notre religion, nous sommes les seuls fautifs. »

« entre nous les arabes, il y a des gens qui sont bien et d'autres qui ne le sont pas. Ici en France il y a des gens qui aiment les musulmans, ils leur donnent tous leurs droits et il y a d'autres qui sont racistes et qui n'aiment pas les arabes. Ici à Lille il y a des gens qui sont racistes. Moi quand je vois quelqu'un comme ça, je l'évite et je change de chemin. »

En ce qui concerne la transmission de la religion à leurs enfants, les deux pères retraités développent des visions nuancées et pragmatiques. Ainsi, le père dont la famille vit au Maroc dit :

« leur mère ne sait pas lire, ce n'est pas elle qui leur a transmis la religion. Elle leur a transmis plutôt la culture. Mes enfants vivent au sein de la grande famille, ils ont appris avec les autres. Mais quand ils étaient petits je les emmenais à la mosquée pour les prêches du vendredi et de l'Aïd. Je les emmenais à la mosquée pour leur apprendre la religion. »

L'autre père qui a fait venir ses filles en France en 1988, avance :

« Je n'ai jamais essayé de leur apprendre quelque chose, elles comprennent tout mieux que moi. Quand elles sont venues ici, elles étaient déjà grandes, elles ont appris avec leur mère au Maroc, les principes de la religion et des traditions. Ce que je leur apprenais dans la religion, la prière et

le ramadan. Moi j'ai commencé et c'est dieu qui les guide dans le droit chemin. Je leur disais que celui qui tient à sa religion ira au paradis et ne connaîtra pas le châtement de l'enfer. »

Quand on demande à ces pères s'ils ont transmis leur histoire à leurs enfants, l'un répond :

« Ce que je raconte à mes enfants, c'est plus sur les difficultés et les conditions de vie difficiles des immigrés. »

Et l'autre :

« mes enfants ne cherchent pas à connaître mon parcours, mais il faut dire que c'est moi qui ne veux pas le faire. »

A propos de la place des hommes et des femmes, un des pères retraités remarque que dans l'islam les femmes et les hommes sont égaux. Pour lui, l'islam « a donné beaucoup de droits aux femmes ». L'autre père va dans le même sens et affirme :

« il n'y a aucune différences entre eux. Même dans la pratique religieuse, pour la femme, c'est plus simple que pour l'homme. Si elle fait sa prière et son jeûne et elle est bien envers son mari et son foyer, elle part au paradis. Les charges lourdes pèsent sur l'homme. En plus, dans la religion, il n'y a aucune différence entre un musulman arabe et un musulman converti sauf le degré de la foi qui compte. »

Par rapport au port du voile, ce dernier assure :

« On peut trouver une femme qui ne porte pas le voile, mais pratique mieux la religion, comme on peut trouver une femme qui le met, mais elle ne commet que de grands pêchés. Porter le voile est une adoration qui rapproche de dieu. Si la femme le porte, c'est un bienfait, sinon que dieu la guide vers le droit chemin. »

A propos du radicalisme islamiste, un de ces pères constate que ce phénomène est visible :

« je trouve que de nos jours il y a beaucoup de jeunes radicaux dans les quartiers. Ils créent des groupes et s'isolent de la société. »

L'autre met l'accent sur les attitudes irresponsable de certains de ces jeunes :

« il y a des jeunes qui se radicalisent, mais ce phénomène existe depuis que dieu à créer Adam. La situation des jeunes n'est pas une excuse, ce sont des gens qui cherchent à se faire remarquer, ils cherchent les problèmes. Le prophète a dit que si quelqu'un veut que dieu lui donne des bienfaits sur terre il n'a qu'à se marier. Les jeunes ont inversé les versets du Coran, ils n'ont rien compris. Pour eux, ce qui compte ce sont les détails : pourquoi tu ne portes pas de barbe ? Pourquoi tu ne fais pas la prière comme ça ?... Un jour on a posé une question à un imam : il y a quelqu'un qui boit et fait la prière ? Il a répondu, celui là est mieux que celui qui boit et ne prie pas. »

A travers les paroles de ces pères retraités, nous percevons l'image d'un islam vécu avec une sagesse pragmatique qui tranche radicalement avec l'islamisme. Dans leur vision, l'islam prend sa place comme source du sens et des valeurs d'un vivre-ensemble tranquille. Il se transmet par des rituels et presque naturellement par le fait d'être dans un milieu donné.

Pour les deux pères de la génération suivante, nous verrons que la religion est représentée comme une source de repères qui dessine, plus ou moins nettement, une identité sociale.

3.6.2. Retour aux sources

L'un des pères qui a grandi en France et travaillé pendant quelques années dans l'animation socioculturelle avant d'entrer à l'usine, décrit sa recherche religieuse comme une solution à une crise identitaire qui se révèle « en fonction des événements qui se sont passés à l'étranger. Il y a la Palestine, la guerre en Irak ». Il explique cela par le fait d'être fils d'immigrés :

« dans les familles d'immigrés, les parents pensaient rentrer au pays une fois à la retraite, ils n'avaient pas l'intention de nous normaliser. Mais nous sommes nés ici, on a grandi ici, on s'est mélangé avec des gens d'ici, donc on avait une 'double culture', quand on rentrait chez nous à la maison on apprenait une chose et à l'école on nous disait autre chose. »

Il dit avoir accompli son retour aux sources islamiques avec son épouse convertie : avant il vivait loin de l'islam. Son épouse reste au foyer pour s'occuper de leurs quatre enfants. Ce père rencontré à la mosquée de Lille-Sud habite Roubaix, mais fait partie, avec son épouse et leurs enfants, des fidèles de cette mosquée qui possède les meilleures structures pour les enfants. Il donne beaucoup d'importance à la transmission des codes religieux à ses enfants et les a déjà emmenés en pèlerinage à La Mecque. Bien qu'il soit algérien, son pays islamique de référence est l'Arabie saoudite. Après avoir fait des recherches sur la religion, participé à des conférences à la mosquée et appris l'arabe basique, il a aussi suivi des cours avec des savants en Arabie Saoudite. Ce pays est celui dont il parle le plus avec ses enfants :

« mes enfant connaissent leur pays d'origine, mais ils ne sont jamais partis là-bas, le seul pays qu'ils ont visité, c'est l'Arabie Saoudite, pour le pèlerinage. »

Il ajoute :

« avec ma femme on a choisit l'Arabie Saoudite, donc on parlait que de ce pays là avec les enfants. Je leur parle vaguement de l'Algérie, déjà moi je ne le connais pas bien. C'est mon père qui leur explique comment c'était là-bas. »

Ainsi, une fois ce retour aux sources accompli, l'islamité remplace, pour ces parents, l'appartenance nationale ou ethnique. L'islam devient une référence entière et à la question :

« Est-ce que la religion peut évoluer avec la société ? »

Il répond :

« c'est plutôt l'inverse, l'islam est complet, il ne manque de rien. Nous, on est par contre capable de s'adapter à tout genre de situation, donc je pense que la France est capable de l'être, elle est obligée de faire des concessions, il n'y a pas si longtemps c'était inimaginable de construire ce genre de mosquée, alors que d'autres religions n'ont pas ce problème. »

Il se reconnaît comme musulman français et critique certaines politiques adoptées en France envers l'islam :

« en France, on n'accepte pas qu'on porte la barbe ou que la femme porte le voile, il y a un vrai problème, déjà rien qu'au niveau de la colonisation, ils n'ont pas demandé pardon comparé à l'Angleterre. Ils disent que c'est un pays de démocratie, mais c'est juste une façade. »

Le dernier père, fils d'immigrés, né en France et reparti dans son enfance avec ses parents en Algérie, fait le choix de revenir en France pour travailler. Il accorde une place importante à l'islam comme source de valeurs socioculturelles, mais dépeint une religiosité différente de celle du père précédent : pour lui, la religion transmise par ses parents constitue un fond pour vivre en paix et éviter les dérives. Ainsi, il analyse le retour de ses parents en Algérie comme découlant de l'angoisse face aux dérives que guettaient leurs enfants :

« mon père, quand il a vu des jeunes de seize et dix-sept ans dans la délinquance, et l'angoisse dans laquelle vivaient les parents dont les enfants suivaient ce chemin, l'alcool, les mariages mixtes etc., mon père a eu peur, il s'est dit : 'je les emmène au bled et même s'ils reviennent un jour, ils reviendront avec un bagage non négligeable pour leur permettre de faire face à la vie en gardant la religion comme fondement. »

Ce père pense que le religieux peut jouer un rôle important pour contrer les dérives des jeunes et est favorable à la construction de mosquées dans les quartiers. Il essaie donc de transmettre à ses enfants l'éducation qu'il a reçue de ses parents et, en premier lieu, la religion. Mais, il affirme en même temps qu'il s'agit d'une articulation entre différentes manières de vie, là-bas et ici :

« c'est un mélange, si tu ajoutes la religion, notre façon de voir, nous les gens qui venons du bled ; et notre manière de vivre en France, ça sera deux fois meilleure que ce que vivent les gens qui sont nés ici, qui vivent à la française comme on dit. »

Il résume ainsi sa pratique de la religion et la place du religieux dans sa vie : faire la prière du matin dans le magasin et trois ou quatre prières sur cinq à la mosquée la plus proche (dans le quartier Fives). Il ajoute avoir fait trois fois le petit pèlerinage en famille et un minimum d'adorations surérogatoires et des invocations régulières. Il affirme :

« la pratique de la religion m'apporte la paix, elle m'apporte beaucoup de bien au sein de ma famille et de mon travail, même au niveau financier. Depuis le moment où j'ai commencé à donner la zakat⁵⁵ grâce à dieu mon commerce se porte de mieux en mieux. Plus tu te rapproches de dieu et mieux ta famille se porte, moins de dispute, plus de tranquillité, plus d'entente, plus de cordialité. »

Il dit faire très attention à l'éducation de son fils de huit ans :

« mon rêve c'est quand il grandira, il aura dans son sang la culture algérienne pure, comme me la transmet mon père je la lui transmets intacte. »

⁵⁵ Forme d'aumône préconisée par l'islam.

Dans le cas de ce père, contrairement au précédent, se dessine une islamité indissociable d'une culture qui intègre une appartenance algérienne et une appartenance française. Aussi, il considère que le développement de la radicalisation parmi les jeunes est due à :

« une mauvaise compréhension de la religion. L'islam est une religion de facilité et non pas de contrainte. Quand tu vois un jeune qui refuse un travail pour faire les cinq prières dans la mosquée, tu te poses des questions, je pense que c'est une erreur. Voilà. »

Quant au port du voile :

« je pense plus que c'est par rapport à leur mariage. Une fille célibataire serait tentée de le porter... il y a aussi beaucoup de femmes mariées qui le portent et je crois qu'elles subissent des pressions de leurs maris. Je pense que leurs maris ont mal compris la religion. »

3.6.3. Entre autonomie et menace de l'enfer

Ces deux derniers pères musulmans ont de nombreux points communs : ils sont fils d'ouvriers immigrés, ont le même niveau d'études et s'opposent au terrorisme. Mais, leur religiosité diffère sur un point central. Si la religion est, pour les deux, source de valeurs culturelles, dans un cas, elle présente un cadre identitaire collectif qui définit les normes sociales de la conduite des musulmans, au-delà du temps et de l'espace, ce qui traduit une vision islamiste ; dans l'autre cas, l'islamité revendiquée comme source de valeurs, vise davantage la facilité que les contraintes et s'articule avec d'autres références socioculturelles pour permettre à la personne musulmane de construire un cadre adaptable à sa vie. Aussi l'islamité revendiquée par ce père comme un héritage transmis par son propre père se rapproche de l'islamité des deux pères retraités. Dans l'autre cas, le fils remplace son héritage paternel (et son appartenance d'origine) par un islam Un, total et totalisant. Nous constatons ainsi qu'il ne s'agit pas d'une différence d'approche entre la première génération attachée à la tradition et une deuxième génération en recherche de racines, mais plutôt d'une construction idéologique de l'islamité qui transcende les multiples repères identitaires pour établir des normes et des lois dictant la vie individuelle et collective des musulmans.

L'impact des différentes visions de l'islam sur la vie et l'évolution des personnes concernées s'illustre aussi dans les propos des mères interviewées : trois femmes issues des immigrations maghrébines, ayant toutes suivi des études supérieures, qui allient leur vie de mère et leurs activités professionnelles et sociales.

La plus jeune a trente ans et n'est pas pratiquante. Elle a deux enfants qu'elle a choisi d'avoir hors mariage. En effet, elle ressent l'obligation de se marier comme un obstacle à sa liberté et à son autonomie. De même, elle a choisi de vivre séparée du père de ses enfants, tout en maintenant leur relation amoureuse et conjugale. Elle a réussi à faire comprendre ses choix à sa famille par une communication permanente, certes marquée de conflits de valeurs, mais qui a abouti à une reconnaissance mutuelle. Elle est cadre moyen et financièrement autonome. Elle dit être quotidiennement confrontée aux regards de la société environnante qui lui renvoie l'anormalité de son mode de vie pour une femme musulmane. Son autonomie est

un combat quotidien pour elle et elle pense que, pour les femmes autonomes comme elle, la possibilité de trouver un compagnon musulman est très restreinte. Ainsi, ses amies musulmanes pratiquantes pour qui il est important de vivre avec un homme musulman sont condamnées à la solitude. Pour ce qui est de la radicalisation, elle dit ne pas pouvoir estimer la portée de ce phénomène sur la ville, mais elle ressent très fortement le poids de la communauté qui s'exprime notamment par l'étiquetage des personnes en fonction de leur appartenance religieuse. Elle raconte à ce propos une histoire arrivée à sa fille scolarisée en primaire : sans que rien ne lui ait été demandé, elle a été classée, à la cantine, parmi les enfants au menu « sans porc ». Comme elle n'aime pas le porc, elle n'a rien dit jusqu'à ce qu'elle s'aperçoive qu'elle était aussi parmi les enfants au menu « sans viande » dans l'objectif de respecter l'injonction du *halal*. Elle a protesté parce qu'elle aime la viande, et le responsable lui a expliqué que c'était pour respecter sa culture. Il a fallu que la mère intervienne pour régler cette affaire. Selon notre interlocutrice, cet exemple renseigne sur l'ambiance dominante qui favorise les identités fermées qu'elle a toujours refusé d'accepter. A travers son récit, se dessine le profil de femmes dites musulmanes et issues des immigrations qui, tout en revendiquant leurs affinités culturelles musulmanes, n'ont pas de pratique religieuse.

La deuxième mère rencontrée représente un autre type de femme : les mères issues des immigrations dites musulmanes. Agée de quarante ans, elle est la mère de quatre enfants de deux à huit ans. Née au Maroc, elle a rejoint sa famille en France dans les années 1990 pour les soutenir :

« Je suis venue en France avec mon mari pour mes parents, car ils avaient besoin de moi. Mon père était malade. En arrivant, j'ai découvert la réalité de la situation ici, en particulier pour les immigrés. Le problème principal pour eux est la langue, et aussi le manque de lien social. Ils sont ici uniquement pour le travail et non pour reconstruire une vie sociale. »

Comme ses diplômes marocains n'ont aucune équivalence en France, elle reprend des études jusqu'à obtenir un bac + 5 et fait des plusieurs petits boulots : gardes d'enfants et ménages, avant de commencer à travailler dans le social. Ses enfants sont nés en France et elle les emmène souvent au Maroc :

« c'est important qu'ils connaissent leurs racines. Et mes souvenirs sont joyeux là-bas et j'ai envie de leur transmettre. »

Elle leur apprend la langue arabe qu'ils connaissent bien. Pour ce qui est de leur éducation, elle remarque que :

« S'il y avait une différence dans l'éducation que je leur aurais donnée, s'ils étaient nés au Maroc, ça aurait été une plus grande liberté. Au Maroc, je n'ai pas peur de les laisser seuls dans la rue. Ici, j'ai toujours un œil sur eux, parce que je ne peux pas compter sur les voisins pour faire attention à eux. »

Ce qui lui importe, c'est de :

« leur transmettre un maximum : le savoir-faire, le partage, la confiance. Je leur donne une éducation pour qu'ils réussissent leur avenir et qu'ils aient des supports pour avancer dans la vie. »

Elle dit ne pas faire de différence d'éducation entre ses filles et ses garçons et précise qu'au sein de son couple, la division du travail est égalitaire. Quant à leur éducation religieuse, elle dit ne pas vouloir les forcer à pratiquer.

Au Maroc, elle a étudié dans un collège islamique. Elle connaît donc bien le coran, mais dit ne pas bien le pratiquer, ce qui lui procure des angoisses :

« Mais parents pratiquent en France comme au Maroc. Mes frères aussi. Mais, moi et mes sœurs non. Nous n'avons pas assez de foi, je ne trouve pas les motivations pour prier, aller à la mosquée. Parfois je me pose des questions, je culpabilise. La prière est très importante, et j'aimerais profondément me sentir pratiquante. J'ai peur aussi. J'ai quarante ans et tout ce qu'on fait sera un jour jugé. J'ai fait beaucoup de choses bien et je serai récompensée, mais par contre, je ne porte pas le voile et je ne fais pas la prière. »

Au Maroc, elle ne se voilait pas. En fait, elle ne s'est posé la question du voile qu'en France, plus particulièrement en 1995 avec la loi qui l'interdisait à l'école. Elle ne le porte faute de courage, alors que, pour elle :

« On vivrait dans une société meilleure, si on obéissait tous aux lois de Dieu. Elles sont plus justes que les lois de la République. »

Elle explique à ce propos :

« Si tout le monde pratiquait la charia, on éviterait bien des misères : la pauvreté parce qu'on ferait tous l'aumône, les agressions, etc. Le ramadan permet de se mettre à la place de l'autre. La prière est bien pour la santé, car elle oblige à se laver, et à faire du sport : il faut se lever, se baisser, etc. Le voile, c'est bien aussi car il permet d'être protégée des regards extérieurs, de ne pas partager son identité. L'homme et la femme sont faits ainsi. Si une fille se promène à moitié nue, elle sera regardée par les hommes et donc elle se met en danger. »

Elle dit qu'« en France, on ne peut pas être une bonne musulmane si on travaille » :

« Une femme pratiquante qui enlève son voile pour travailler n'est pas une bonne musulmane. Elle n'a pas eu le courage, pas assez de foi pour perdre son salaire. »

Comme elle préfère travailler, elle estime être une mauvaise musulmane :

« Un bon musulman pratique tout correctement le Coran. Un mauvais, c'est quelqu'un comme moi, qui ne fait pas sa prière, son ramadan, qui parjure et qui ment. Qui fait des choses contre l'islam. »

Mais, elle ajoute aussitôt :

« Mais personne ne peut vraiment juger un musulman, seul Dieu peut le faire. »

En effet, pour elle :

« La religion, c'est une chose personnelle. Ce n'est pas à nous de la juger. C'est aux gens de faire des efforts et à eux de savoir s'ils ont la foi et à quel point. On ne peut pas forcer les gens à croire s'ils ne sont pas convaincus. On peut forcer les gens à pratiquer par la peur, mais il faut laisser la liberté aux gens, ça doit venir d'eux. »

Elle affirme donc pour conclure :

« Je n'irais pas voir un imam. Je sais ce qu'il va me dire, que si je ne fais pas bien mes prières, il n'y aura pas de pardon et pas d'excuses. Mais je sais aussi qu'il faut que les choses viennent de moi-même. »

3.6.4. Le voile comme cheminement

La troisième femme que nous avons rencontrée, est la fille d'un ouvrier immigré du bâtiment, elle a vécu dans les quartiers pauvres et a réussi, malgré toutes les difficultés, ses études comme d'autres jeunes filles de son entourage. Marié à un homme venant d'Algérie, elle est mère de trois enfants âgée de huit à douze ans et travaille dans le secteur sanitaire. Elle est une fidèle de la mosquée de Lille-Sud où elle dit avoir trouvé son chemin vers la religion :

« Mes parents mélangeaient tradition et religion. Il y avait des choses avec lesquelles je n'étais pas d'accord parce que je cherchais dans les livres et quand j'expliquais à ma mère (surtout à elle) elle me répondait : 'c'est moi qui t'ai mise au monde, donc je connais mieux que toi'. »

Notre interlocutrice finit par trouver les réponses à ses questions auprès de personnes qui l'ont orientée :

« j'ai eu la chance d'avoir autour de moi des sœurs qui m'ont dit voilà comment faire. Elles m'ont aidé à commencer la prière. Je leur disais que je la ferais plus tard, elles me répondaient que peut être demain je ne serais plus là. Donc j'ai commencé à faire la prière, à aller à la mosquée. Ma mère voyait cela mal, pour mes parents la mosquée, c'est l'intégrisme. »

Elle entreprend ensuite des cours de religion à la mosquée de Lille-Sud et s'engage dans le cheminement qu'elle poursuit encore. Pour les questions religieuses auxquelles elle ne trouve pas de réponse, elle s'adresse aux professeurs ou bien appelle Dar El Fatwa (organisme mis en place par l'UOIF pour donner des avis de jurisprudence religieuse aux musulmans en France). Elle trouve que la Ligue Islamique du Nord et l'UOIF représentent bien les musulmans, et que leur islam est le vrai islam :

« Au départ je croyais que l'islam, c'était au bled, mon mari m'a dit que ce n'est pas en Algérie que je trouverais ce que je cherchais, il m'a dit que le vrai islam est ici en France. »

Elle considère aussi son mari comme un bon musulman :

« ce que je voulais, c'est qu'il ne soit pas comme mon père, parce qu'il n'était pas pratiquant, distant de la religion avec un comportement qui ne me plaisait pas trop. Je remercie dieu d'avoir rencontré mon mari, la vraie religion je l'ai apprise avec lui. C'est quelqu'un d'instruit dans la reli-

gion, il vous montre le bon côté de l'islam, pas comme la génération de mon père qui était dans la tradition. »

Elle insiste sur la distinction entre la tradition et la religion, et rappelle que les mères traditionnelles sont des analphabètes soumises aux hommes, alors que la relation qu'elle entretient avec son mari, est fondée sur l'harmonie, le respect et l'amour.

C'est elle qui a décidé de porter le voile pour s'approcher de dieu :

« j'ai eu un déclic l'année dernière en venant à la mosquée pour une conférence, je me suis dis que dieu m'a tout donné, des beaux-parents, une bonne éducation, un bon travail, un bon mari, donc c'est à moi d'évoluer dans la religion et non de régresser. »

Elle se prépare ainsi à porter le voile définitivement :

« je suis en plein dans un cheminement. Je ne suis pas encore tout à fait voilée, car je l'enlève au travail. A la mosquée, je le mets complètement et au travail, je fais un travail sur moi pour me couvrir les cheveux, je me prépare mentalement à le mettre définitivement. »

Elle pense que pouvoir se voiler sur son lieu de travail fait partie de la liberté religieuse, et rêve de pouvoir prier au travail.

Pour l'éducation de ses enfants, elle se pose des questions :

« Lors de la conférence de l'année dernière je me suis posée la question : quel modèle je vais donner à mes enfants, qu'est-ce que je vais transmettre à ma fille qui a douze ans... comme il n'y a plus de morale à l'école et plus de limite, ça m'angoisse, donc je veille à lui imposer des limites par les imposer d'abord à nous »

Dans cette volonté de transmettre les bases à ses enfants, elle les a donc inscrits à l'institut El Imane. Elle précise qu'elle donne la priorité au savoir et non pas aux traditions, même si elle reconnaît dans les comportements de ses parents un bon modèle :

« ils vivaient avec des gens pas musulmans et ça se passait très bien, il y avait un respect pour les autres, ma mère partageait le repas avec les voisins, pendant les fêtes on leur offraient des gâteaux. »

Elle dit ne pas faire de différence dans l'éducation de ses filles et de ses garçons, tout comme elle et son mari s'entraident et partagent, même dans le domaine de savoir :

« depuis que je suis inscrite au cours à la mosquée, je suis doublement épanouie sur le plan spirituel et aussi je suis plus calme qu'avant, mon mari me dit ça se voit que tu vas à l'école, tu m'as presque dépassé, je lui dis : de toute façon, on est là pour s'entraider, toi tu m'as donné le feu vert pour y aller et moi je veux partager avec toi. »

Elle considère que la religion ne peut pas être changée et qu'elle doit être au cœur de la société.

3.6.5. D'un islam individuel à l'islamisme : grilles d'observation

Les différentes conceptions de la religion portées par les parents rencontrés ne restent pas à un niveau théorique : elles se traduisent par des attitudes socioculturelles. Trois des pères, malgré leur appartenance à différentes générations, partagent une conception de la religion qui implique le respect des obligations canoniques et des normes socioculturelles qui peuvent être adaptées aux manières de vivre des personnes, alors que deux des autres parents, un père et une mère, fils et fille d'immigrés, perçoivent la religion comme source de lois dirigeant la vie des croyants. Par ailleurs, une autre femme, fille d'une famille immigrée, est dans une déchirure identitaire du fait de conflits de valeurs entre son fort désir d'autonomie et sa vision de l'islam comme source des normes et des lois. L'autre femme qui se conçoit comme une individualité autonome, vit son appartenance à l'islam comme un lien culturel qui la rapproche des autres musulmans, sans impliquer des pratiques ni une obligation quelconque de vivre sous les normes et lois religieuses.

A travers ces profils, se dessine une typologie de l'islam vécu qui comporte différentes formes de religiosité : de l'islam individuel à l'islamisme (au sens large d'une idéologisation de l'islam en tant que source des normes et des lois érigeant la communauté des musulmans). Les deux tableaux suivants schématisent cette typologie.

3.6.5.1. Vivre l'islam : de l'islam individuel à l'islam-Loi

Différentes formes de religiosité : cinq niveaux de rapport au religieux
0 : Non-pratique de la religion, absence de toute référence identitaire à l'islam.
1 : Pratique sélective des rituels, participation aux fêtes religieuses et traditionnelles. L'islam est vécu comme une source de spiritualité.
2 : Pratique des obligations canoniques (prière, jeûne du ramadan, aumône, etc.) sans projection de l'islam comme guide de conduite de la vie personnelle et collective.
3 : Association de la pratique religieuse à la projection de l'islam comme guide de conduite pour tous les aspects de la vie personnelle et collective.
4 : Action au niveau local, ou national ou international pour le développement de l'islam en tant qu'idéologie englobant la vie sociopolitique.

Aux niveaux 1 et 2, la pratique de l'islam est plus ou moins rigoureuse et individuelle, alors qu'aux niveaux 3 et 4, nous passons de l'islam à l'islamisme en tant qu'idéologisation de la religion. Cette idéologisation se traduit, auprès des individus ou des groupes, par diverses formes d'activité où s'expriment diverses stratégies : du communautarisme au jihadisme. A ces niveaux-là, s'associent une représentation du vrai musulman qui conduit à une idéologisation des repères religieux.

3.6.5.2. Représentations des vrai(e)s musulman(e)s

Diverses représentations de l'islam et des bons musulmans
1- La priorité est donnée au choix individuel : l'islam engage des rituels à respecter selon des choix individuels.
2- Le respect des obligations canoniques (prières, ramadan, interdictions - alcool, porc -, aumône, pèlerinage) différencie le bon du mauvais musulman.
3- Au-delà des rituels, les codes religieux auxquels est soumise la vie de l'individu et de la famille (dont la sexualité et le mariage), déterminent les actes licites et illicites en privé et en public.
4- Au-delà des rituels et de l'orientation des conduites de l'individu et de la famille musulmane, les codes religieux séparent les musulmans des autres et définissent leurs rapports. L'islam présente un modèle fondé sur les codes religieux qui gèrent une communauté ou une société islamique.
5- La communauté islamique saine ne peut exister sans que toute la société ne devienne islamique. Le devoir du bon musulman est de combattre la mécréance sous toutes ses formes.

Ces différentes formes d'islam vécu, comme nous l'avons souligné précédemment, sont observées aussi par des chercheurs comme Cesari et Khosrokhavar qui distinguent, dans leur typologie, l'islam individuel de l'islam néo-communautariste ou des formes inédites de l'islam aux ambitions politiques intégrationnistes. D'autres, comme Roy, parlent de réislamisation néo-communautariste. Comme notre étude s'intéresse aux logiques en œuvre dans le processus de réislamisation observée chez les jeunes au regard de l'islamisme et des interactions avec les divers acteurs sociaux, les grilles d'observation proposées ci-dessus permettent de mesurer le positionnement des jeunes rencontrés.

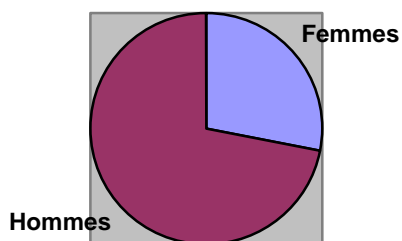
3.7. Jeunes et réislamisation

Quand nous avons cherché à entrer en contact avec de jeunes musulmans pratiquants, les lieux de culte, notamment la mosquée El-Fath à Wazemmes, la mosquée El-Imane à Lille-Sud et leurs environs, ont favorisé nos rencontres. Comme nous l'avons décrit précédemment, la mosquée de Lille-Sud est incorporée à un établissement socioculturel où se trouvent aussi le lycée Averroès, la Ligue Islamique du Nord et l'association JMF (Jeunes Musulmans de France). Elle constitue ainsi un pôle important de l'activité islamique à Lille. Notre présence aux prêches nous a permis de prendre des contacts avec des personnes qui ont bien voulu nous parler. Au final, très peu de jeunes nous ont été présentés par des intervenants sociaux.

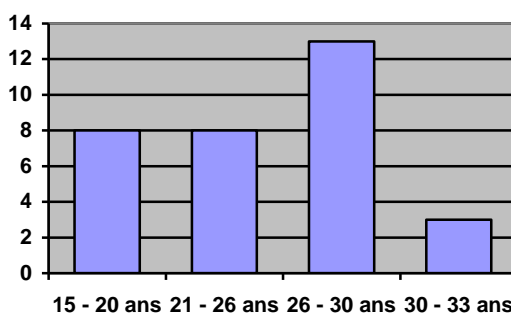
Nous nous sommes donc entretenus avec trente-deux personnes dont vingt-trois hommes et neuf femmes aux âges très variés : huit personnes avaient entre quinze et vingt ans ; huit personnes entre vingt-et-un et vingt-six ans ; treize personnes entre vingt-six et trente ans et trois personnes entre trente et trente-trois ans. Nous nous sommes plus particulièrement intéressés aux jeunes adultes dans la mesure où nous cherchions à interroger l'évolution de leurs parcours dans leur rapport au religieux.

Répartition des jeunes interviewés

Selon le sexe

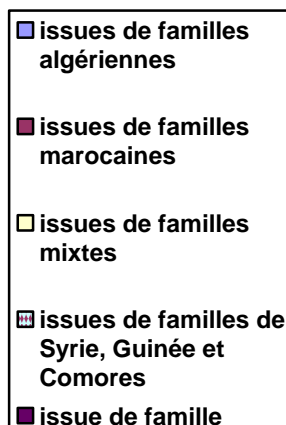
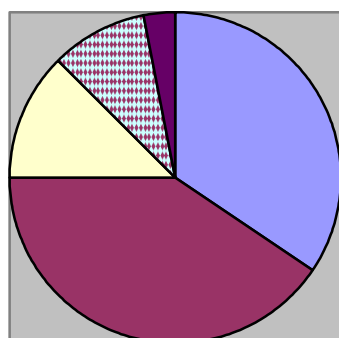


Selon l'âge



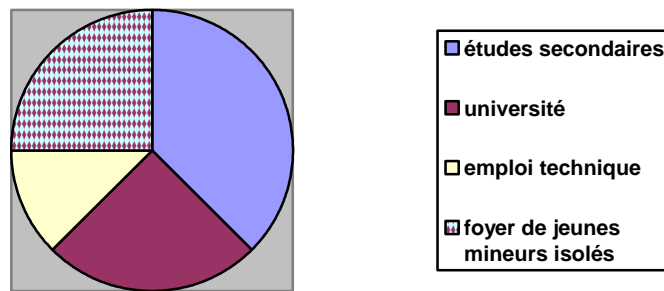
La majorité de ces interviewé(e)s, vingt-quatre personnes, est issue de familles algériennes (onze personnes) et marocaines (treize personnes). Quatre d'entre elles sont des enfants de couples mixtes (algérien/française, algérien/sénégalaise, algérien/marocaine, et un couple congolais dont l'un des partenaires est chrétien et l'autre musulman). Trois sont des enfants de familles originaires de Syrie, de Guinée et des Iles Comores. Le dernier est un français converti.

Répartition des personnes interviewées selon leurs origines



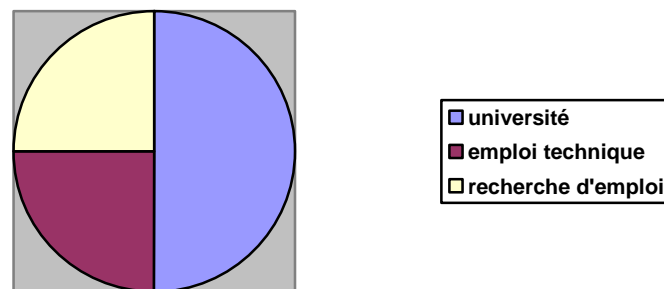
Si vingt-quatre des trente-deux personnes rencontrées sont des enfants issus de familles immigrés, sept autres ont eu leur propre parcours d'émigration pour arriver en France : ce sont des hommes âgés de quinze à trente-trois ans. De plus, ce panel compte deux convertis : l'un français, l'autre issu du couple congolais (chrétien/musulman).

Répartition des 15-20 ans selon leur activité



Sur les huit jeunes de quinze à vingt ans, trois poursuivent des études secondaires, au collège ou au lycée, deux sont étudiants à l'université et l'un travaille comme technicien soudeur. Les deux autres qui sont arrivés en France depuis moins d'un an avec un niveau d'études primaire ou secondaire, sont accueillis dans un foyer pour mineurs isolés.

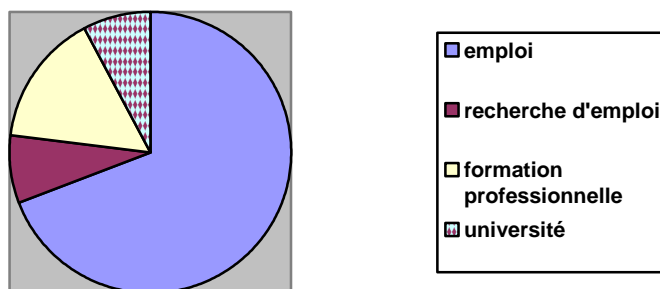
Répartition des 21-26 ans selon leur activité



Pour les huit jeunes de vingt-et-un à vingt-six ans, quatre sont étudiants à l'université (niveaux bac + 3 et bac + 4) ; deux travaillent, l'un comme technicien électricien, l'autre comme ouvrier ; l'un d'eux qui a le niveau bac, est en formation professionnelle (moniteur éducateur) ; et les deux derniers qui ont un niveau de bac professionnel, sont en recherche d'emploi, tout en faisant des petits boulots.

Précisons que les deux jeunes qui travaillent, n'ont pas d'emploi stable : ils sont contractuels. De plus, trois des quatre jeunes qui sont à l'université ou en formation professionnelle, travaillent en parallèle dans l'animation pour subvenir à leurs besoins.

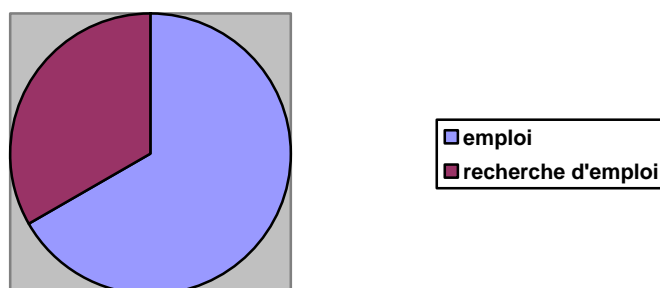
Répartition des 26-30 ans selon leur activité



Neuf des treize jeunes âgés de vingt-six à trente ans travaillent. Cinq d'entre eux ont un niveau d'étude équivalent à bac + 2 : quatre sont employés par des entreprises comme dépanneur, consultant, agent commercial, ou dans la restauration. Le cinquième a ouvert son propre commerce. Deux autres de ces neuf jeunes ont un niveau bac + 3 et travaillent dans le secteur de l'accompagnement éducatif des jeunes et de l'assistance éducative. Le dernier a un niveau bac + 5 et travaille comme cadre.

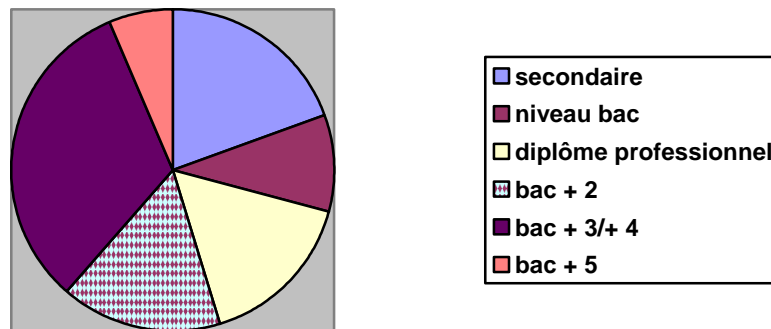
Outre ces neuf jeunes en emploi, deux autres ont un niveau bac professionnel et bac + 3 et sont en formation professionnelle (grutier et secteur sanitaire). Un autre est étudiant au niveau bac + 4 et le dernier a un niveau bac + 3 et est en recherche d'emploi.

Répartition des 30-33 ans selon leur activité



Enfin, pour les trois personnes de trente à trente-trois ans, nous retrouvons des profils proches des autres jeunes adultes : un homme qui a un niveau d'étude secondaire et qui est récemment arrivé d'Algérie, est actuellement sans emploi ; un autre homme issu d'une famille immigrée d'Algérie a suivi ses études jusqu'à bac + 3 et travaille comme informaticien ; le troisième est un homme algérien arrivé en France en 2002 pour continuer ses études : il a obtenu un DESS en informatique industrielle, avant de devenir le responsable régional du Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP).

Répartition des personnes interviewées selon leur niveau d'études



3.7.1. Etre musulman ou vivre dans l'islam

Sur trente-deux personnes qui parlent explicitement de leur rapport au religieux, huit parlent de leur religiosité comme de la continuation de l'éducation transmise par les parents. Il en va ainsi pour Ibrahim (seize ans) qui a arrêté l'école à treize pour travailler et aider sa famille. Il a ensuite quitté le Maroc, tout seul, et est en France depuis huit. Il dit, en parlant de la religion :

« Quand je regarde tous les Marocains au Maroc, ils font la prière. Nous avons eu une éducation religieuse. Je suis parti en France avec le Coran sous le bras. »

Pour lui, un vrai musulman :

« doit d'abord faire la prière. Ensuite tu ne parles pas aux femmes, tu ne les embrasses pas, tu ne dragues pas. Tu les respectes. Ensuite tu respectes tes parents. Tu donnes à ceux qui en ont besoin : les pauvres, les handicapés, les aveugles, les vieux, etc. Si tu as les moyens, tu vas à La Mecque. Tu respectes bien tes voisins, tu ne mets pas ta poubelle devant leur porte. Donc si tu fais tout ça, tu es un bon musulman... C'est possible d'être un bon musulman en France, enfin je crois. »

Cependant, il hésite quelque peu :

« Ce n'est pas facile de vivre en France quand on est musulman. Les filles sortent le ventre à l'air. »

Ibrahim ne va pas à la mosquée et ne veut pas ressembler aux Marocains de France. Il pense se constituer comme un étranger respectueux de l'islam et du pays qui l'accueille.

Un autre jeune, Alam (vingt-cinq ans), arrivé de Guinée depuis deux ans, travaille comme ouvrier après avoir suivi des formations. Il parle aussi de l'islam comme d'une éducation familiale. Tout en se disant pratiquant, Alam se contente de la pratique du rituel du Ramadan et de la participation aux fêtes religieuses et traditionnelles :

« Le Coran en France ou en Guinée, c'est pareil. La seule différence, c'est le développement économique... En France comme en Guinée, je vais dans les mosquées seulement pendant le rama-

dan. Je vais à la mosquée de Wazemmes et aussi à celle des Moulins. Pendant le ramadan, tu es obligé de prier, alors tu vas à la mosquée, et aussi parce que tu te sens en famille là-bas. Le ramadan, c'est un moment de convivialité, et tu as besoin de te sentir avec tes proches. La mosquée, c'est une occasion de se retrouver. »

Il dit vouloir pratiquer la religion à cent pour cent, mais il remet cela à plus tard :

« je suis jeune. Je ne peux pas respecter tous les préceptes. »

Alyssa et Anissa, deux collégiennes de quinze et seize ans, nées en France d'un père algérien et d'une mère sénégalaise pour l'une, d'un père algérien et d'une mère marocaine pour l'autre, s'affirment musulmanes, mais elles ne pratiquent que partiellement pour profiter de leur jeunesse avant d'arriver à l'âge d'obligation. « Je suis musulmane, mais je ne fais pas la prière. Je ne suis pas pratiquante », dit Alyssa avant de poursuivre :

« Ce n'est pas grave. Il ne faut pas être obligée. Il faut se sentir prête. Quand je serai mariée et que j'aurais des enfants peut-être ; quand on est jeunes, on fait des bêtises et il faut en profiter, aller en boîte et tout. »

Anissa, pour sa part, précise :

« J'ai fait la prière avant, mais je ne le fais plus, je n'ai plus le temps. On fait aussi le ramadan, mais on le casse, on le fait pas pendant le mois entier. »

Contrairement à ces deux jeunes filles, pour Aziz (vingt-six ans), la religion englobe la vie. « L'avenir est relié à la religion comme le futur et le passé sont reliés à la religion », affirme cet étudiant de niveau bac + 4, venu d'Algérie en 2006 pour suivre ses études. Descendant d'une famille de dignitaires religieux (marabouts), il tente de vivre dans la religion et de se conduire selon l'islam, tout en cherchant le juste milieu et en rejetant l'intégrisme. Pour cela, les imams et les savants ont, selon lui, un rôle important à jouer :

« L'imam, c'est le chef suprême, l'éducateur qui m'oriente, ce que je dois faire, ce que je ne fais pas, c'est mon deuxième père. »

Il considère la mosquée comme sa deuxième maison. Il fréquente la mosquée de Lille-Sud et la mosquée des Portes des Postes. Quand il a des questions, il fait aussi des recherches sur internet ou dans livres, surtout ceux d'Ibn Taymiyya (théologien hanbalite). Pour lui, l'Iran est un bon exemple de bon pays musulman dont les musulmans peuvent être fiers :

« le leader des pays arabes, c'est l'Arabie saoudite, mais il y a des choses que l'Arabie n'arrive pas à faire, n'arrive pas à transmettre, tant qu'il y a des pays musulmans pauvres, cela veut dire que l'Arabie ne représente pas l'islam comme il se doit, dans la religion il n'a ni pauvre ni riche, la richesse doit être partagée équitablement. Pour moi le vrai pays musulman, c'est l'Iran, et moi je l'admire, il prend des décisions quand il faut. Il arrive à être franc. Il défie les Occidentaux et il dit ce que la religion dit. »

Aziz prétend pratiquer un islam modéré, mais ses références, à savoir Ibn Taymiyya, son maître à penser et sa représentation de l'Iran comme pays islamique exemplaire, s'inscrivent dans un islamisme qui déclare être le véritable islam :

« L'islamisme, pour les Occidentaux, c'est l'extrémisme, le terrorisme. Pour eux, c'est quelqu'un qui tue, terrorise les gens et tout. Mais l'islamisme, c'est quelqu'un qui suit l'islam, qui a la foi, qui aide les gens, qui a une bonne éducation. »

En revanche, Aziz rejette le radicalisme comme résultant de l'ignorance de l'islam :

« Les radicalistes, on les appelle les débutants dans la religion, c'est des gens qui ne connaissent pas la religion, c'est des ignorants, des analphabètes, c'est des gens bornés... j'en connais surtout en Algérie. C'est des gens qui étaient au départ sans religion, des souldards. A un moment, ils regrettent ce qu'ils font, ils s'orientent vers la religion, et pour effacer ce qu'ils ont fait, ils se radicalisent. »

Pour Aziz, les radicaux se trouvent surtout en Algérie et en France : ce sont les barbus qui rejettent ceux qui ne portent pas la barbe sous prétexte que ce seraient des hypocrites. Nous voyons ainsi se dessiner, à travers la vision de cet étudiant, un islamisme distinct du radicalisme rigoriste des barbus qui divise les musulmans.

3.7.2. Un islamisme intégrationniste

Hassan (dix-neuf ans), né dans une famille originaire du Maroc, a grandi à Lille. Il est membre actif de la Ligue Islamique du Nord et étudiant à l'université. Il rejoint Aziz dans son jugement les radicaux islamistes :

« des jeunes qui sont tombés dans la radicalisation, ceux qu'on appelle El Salaf... c'est comme un bébé qui va parler la langue que vous parlez... quelqu'un qui est dans la drogue et avec le premier jet de la religion, il va tomber dans ce courant... il y a des gens qui les formatent et quand tu leur dis de rejoindre le juste milieu, c'est trop tard. »

Par ailleurs, Hassan souligne que la mosquée de Lille-Sud, située dans un quartier où se pose la question de drogue, « a joué un grand rôle, car elle a ramené un grand nombre de gens vers la religion. » Pour lui, l'islamisme amène au non-respect de la loi française et à l'isolement, alors qu'il existe une solution d'adaptation :

« ce n'est pas l'islam qui évolue, mais c'est les musulmans qui adaptent leurs pratiques avec le contexte dans lequel ils vivent. »

Il avance ainsi la démarche de fatwa proposée par des maîtres comme Al-Qaradawi. De plus, en tant que membre de la Ligue Islamique du Nord, il contribue à ses activités au sein de la mosquée de Lille-Sud, notamment à l'organisation de la rencontre annuelle des musulmans du Nord qu'il qualifie de mini-Bourget⁵⁶ et qui se déroule sous la tutelle de l'UOIF et avec l'intervention de conférenciers comme Tariq Ramadan et Hassan Iquioussen.

⁵⁶ Allusion à la fameuse rencontre annuelle des musulmans organisée par l'UOIF au Parc des Exposit-

Les références d'Hassan, lorsqu'il parle d'islam adapté au contexte français, sont les mêmes que celles de Mourad (vingt-et-un ans) qui défend l'application exacte de l'islam. « Il faut suivre concrètement la *sunna* (tradition) du prophète », affirme ce jeune issu d'une famille immigrée algérienne qui a suivi ses études jusqu'au bac, avant de poursuivre par une formation professionnelle dans le secteur de l'accompagnement éducatif des jeunes. Egalement actif dans une association humanitaire fondée sur des considérations religieuses, Mourad souligne :

« le plus difficile pour nous, c'est l'école française, eux ils t'apprennent d'autres choses que tu descends du singe, ce n'est pas vrai, c'est pour ça qu'il faut suivre ses parents, après tu dois aller à l'école arabe, l'islam, c'est un mode de vie, donc tu le vis concrètement, donc voilà comme tu rentres dans la religion. »

Parmi ses références en France, il avance les noms d'Amar Lasfar, de Tariq et Hani Ramadan et d'Hassan Iquioussen. Puis, il ajoute :

« tous les gens qu'on essaie de bloquer, de discréditer, sont des bonnes références, comme Tariq Ramadan qui est interdit de territoire aux Etats-Unis, ils apportent quelque chose à la communauté, mais ils dérangent, alors on dit qu'ils sont des terroristes, des intégristes, des menaces. »

Il dit ne pas connaître de savants, mais il finit par citer Al-Qaradawi.

Les références de ces jeunes hommes en matière d'islam adapté aux lois françaises informent sur ses caractéristiques. En effet, Youssef Al-Qaradawi, religieux sunnite d'origine égyptienne, emprisonné à cause de son affiliation au mouvement des Frères Musulmans en Egypte dans les années 1950/1960, est notamment le président du Conseil Européen pour la Recherche et la Fatwa. Il inscrit sa démarche en opposition avec deux autres approches qu'il juge inacceptables : d'une part, la conception figée de l'islam qui interdit toute interprétation et, d'autre part, la position complaisante qui sacrifie la loi islamique au respect de la loi occidentale. Il écrit à ce propos :

« Ils froncent les sourcils devant des choses que l'islam a rendu licites telles que le divorce et la polygamie comme si, pour eux, ce qui est légal en Occident doit être licite en islam et ce qui est illégal en Occident devrait être illicite en islam. Ils oublient que l'islam, c'est La Parole de Dieu et que la Parole de Dieu est toujours la plus élevée. Ainsi, l'islam est à suivre, il n'est pas tenu de suivre, il domine et s'élève au-dessus de tout et il n'a pas à être subordonné. Car comment penser que Dieu doit suivre ses serviteurs, ou que le Créateur doit être subordonné aux passions de ses créatures ? »⁵⁷

Il s'agit bel et bien dans cette vision d'une adaptation des lois occidentales à la Loi islamique par le biais de négociations sur une « jurisprudence des minorités ». Cette approche est aussi défendue par l'UOIF. Tariq Ramadan, tout en s'opposant à une conception binaire entre les

tions Paris-Le Bourget.

⁵⁷ Pour une présentation de Sheikh Yûsuf Al-Qaradâwî :

<http://www.islamophile.org/spip/article383.html> (consulté le 25.10.09)

civilisations européenne et islamique, défend cependant l'adaptabilité des valeurs islamiques et des valeurs modernes par des réformes. Il est l'un des conférenciers vedettes de l'UOIF. Quant à Hassan Iquioussen, jeune conférencier de l'UOIF, un article de l'Humanité en date du 17 janvier 2004 et intitulé « Islamisme Iquioussen ou la culture de la haine antijuive », en dresse ce portrait⁵⁸ :

« Hassan Iquioussen est un personnage inconnu des médias et du grand public. Il est pourtant fort connu de milliers, de plusieurs dizaines de milliers de jeunes, d'hommes et de femmes. Ses conférences données à travers l'hexagone rassemblent un public nombreux et attentif. Elles se diffusent en cassettes audio à des milliers d'exemplaires. À moins de se rendre à l'une de ses multiples causeries, il est très difficile de découvrir son visage. L'homme est né, il y a environ trente-cinq ans, dans le Nord-Pas-de-Calais, d'un père mineur. À l'adolescence, à la recherche de son identité, il découvre l'islam, ou du moins un islam. Il en devient militant. Après un troisième cycle universitaire en histoire, il se consacre à plein temps, avec l'UOIF, à son action auprès des jeunes issus de l'immigration. [...] Dans son discours, nulle érudition. Iquioussen est le double populiste de Ramadan. [...] Dans son abondante production, qui figure à côté de celle de Tariq Ramadan au catalogue de la maison d'éditions Tawhid et qui est diffusée dans toutes les librairies islamistes, deux cassettes diffèrent de l'ordinaire : la Palestine, histoire d'une injustice et Irak, guerre et médias. »

En citant les propos d'Iquioussen contenus dans ces deux cassettes, l'article souligne la haine propagée contre les juifs qui ne cessent, selon Iquioussen, « de comploter contre l'islam et qui profiteraient de la complicité et du colonialisme des Américains et des Anglais. » « Face à l'universel complot », note l'article en reprenant les mots du prédicateur, « le seul obstacle, ce sont les vrais musulmans. » Au premier rang desquels Iquioussen nomme Hassan Al Banna, fondateur des Frères musulmans (eux-mêmes longuement glorifiés) et aïeul de Tariq Ramadan ; puis, Faysal d'Arabie, partisan du wahhabisme, hérésie intransigeante et rigoriste qui sévit en Arabie saoudite. Iquioussen célèbre aussi « le Hamas qui, avec sa branche armée, fait du bon boulot. » Durant les quarante-cinq minutes de son exposé, comme au cours de celui consacré à l'Irak, les mêmes thèses sont reprises.

L'article de l'Humanité conclut par une interpellation des pouvoirs publics sur cette diffusion du racisme et de l'antisémitisme. Au même sujet, le Figaro du 28 octobre 2004 rapporte que les éditions Tawhid affirment avoir ordonné, depuis huit mois, que ces cassettes soient retirées de la vente. L'article confirme pourtant qu'elles sont toujours en vente.

La référence à Hassan Iquioussen et Tariq Ramadan revient dans les propos de jeunes femmes membres des JMF, association active au sein de l'établissement socioculturel qui incorpore la mosquée Lille-Sud. Amina (vingt-sept ans), fille d'une famille immigrée marocaine, a suivi des études jusqu'à bac + 4. Elle travaille depuis dans le domaine de la pédagogie. Elle dit s'être réapproprié l'islam en lisant, entre autres, les livres de Tariq Ramadan

⁵⁸ http://www.humanite.fr/2004-01-17_Societe_Islamisme-Iquioussen (consulté le 25.10.09)

(surtout ceux qui démontrent que l'islam est tout à fait applicable à la démocratie), ainsi qu'en participant à des conférences :

« Je suis allée aussi à cette époque à des conférences, notamment d'Hassan Iquioussen, un historien et prêcheur. Il traite surtout de la réussite des jeunes, comme par exemple de ne pas s'exclure de la société, mais toujours sur fond de morale islamique. Contrairement à Tariq Ramadan qui est un intellectuel, lui est plutôt un homme de terrain. Tous ces supports intellectuels m'ont guidée et m'ont amenée à réfléchir. Ils ne sont pas des gourous, mais plutôt des maîtres à penser. »

Yasmina (vingt-huit ans), fille d'une famille immigrée marocaine et actuellement en formation professionnelle dans le secteur sanitaire, témoigne de sa réappropriation de l'islam lorsqu'elle était collégienne et qu'elle côtoyait fréquemment la communauté de Lille-Sud :

« J'ai voulu porter le voile au début en 3^e parce que je me trouvais belle et que tout le monde était content. Mais en fait, ça n'a pas été si facile que ça. Ma mère disait que j'étais peut-être un peu jeune... Mes choix d'études ont été aussi en fonction de la possibilité de porter le voile. »

Une autre membre des JMF, Mounia (vingt-six ans), fille d'une famille immigrée marocaine, diplômée d'un bac + 5 et employée comme cadre, fait aussi part de son choix de porter le voile comme d'une logique qui s'inscrit dans son entrée en religion :

« la religion pour moi est une globalité. Elle se vit au quotidien, dans la perception des choses, dans les relations familiales, au travail, etc. c'est une façon de voir les choses. La religion n'est pas une culture. Je ne la vis pas comme une interdiction, mais comme une logique. »

Mounia souligne à cet effet l'importance des prêches dirigés par un imam savant. Quant à Fatima, une autre jeune femme étudiante, issue d'une famille immigrée marocaine, elle explique son choix de porter le voile ainsi :

« le voile je l'ai porté que très récemment, à ma troisième année de fac. Je me posais des questions... j'ai beaucoup lu, écouté des conférences, j'ai suivi quatre ans d'études de théologie à l'institut culturel, je suis partie à Château-Chinon pour des stages de Coran. J'ai franchis le pas le jour où j'ai entendu un prêche d'Amar Lasfar sur la pudeur, il m'a interpellée, je sentais qu'il m'adressait directement la parole. Je l'ai mis lors de la rencontre du Bourget en 2004 et je suis rentrée avec après et depuis je ne l'ai pas enlevé. »

3.7.3. Retrouvailles avec le véritable islam

Les jeunes femmes dont nous venons d'aborder les propos, parlent toutes d'une réappropriation de l'islam effectuée par l'accès à la connaissance d'un islam différent de celui pratiqué par leurs parents et également distinct de l'islam des radicaux. Cette remarque revient aussi dans les propos de jeunes comme Mehdi et Khader qui parlent d'un islam à la fois ouvert et respectueux des lois islamiques. Agé de vingt ans, Mehdi, issu d'une famille immigrée algérienne et étudiant en licence, dit à ce propos :

« mes parent ne me parlaient pas de religion, mon père était ouvrier, il travaillait la nuit et dormait le jour, ma mère est illettrée. Ce qui m'a poussé, c'est le fait que j'ai fait une sortie dans une mosquée avec des frères pour faire le rappel à dieu, cette expérience m'a beaucoup servi pour mieux connaître ma religion. C'est dans la mosquée de mon quartier que j'ai rencontré les frères. »

Khader (vingt-neuf ans) a poursuivi ses études jusqu'à bac + 2, puis a ouvert son propre commerce. Ses parents n'étaient pas pratiquants :

« je suis kabyle d'origine, mes parents habitent au sommet des montagnes. A l'époque il n'y avait même pas d'imam là bas... La question du hallal et du haram, avec ma mère, c'était plutôt le bien et le mal, fais pas ça, ce n'est pas bien, fais ça, c'est bien, nous on n'est pas comme eux, on est comme ça... elle ne parlait pas du paradis et de l'enfer. Elle n'avait pas de conscience religieuse, mais faisait la différence entre le bien et le mal. »

Quant à ses propres questionnements religieux, il dit :

« Si j'ai des questions, je les pose d'abord à l'imam, il est compétent pour répondre, ou bien à un savant ou à des frères, à Tariq Ramadan aussi par exemple dans une conférence, il y a aussi des frères qui ont des numéros en Algérie, en Arabie, on peut toujours leur poser la question, même sur Internet, le site d'Al-Qaradawi. »

Cette vision d'un islam savant qui, contrairement à l'islam simple des parents, explique le bien-fondé des enseignements religieux et leur fonctionnement dans la vie individuelle et collective, nous la retrouvons chez des personnes qui défendent une application littérale des règles coraniques. Ces personnes portent des signes distinctifs comme la barbe islamique et, de ce fait, sont désignés par l'entourage comme des radicaux. Sur les trente-deux jeunes interviewés, nous en avons rencontré dix hommes à classer dans cette catégorie. Agés de dix-neuf à trente-deux, ils ont un niveau d'études équivalent au bac professionnel ou à bac + 2, à l'exception d'un homme récemment arrivé d'Algérie qui possède qu'un niveau d'études primaire. La plupart travaillent (informaticien, électricien, employé dans la restauration ou dans une entreprise) ou sont en formation professionnelle. Deux d'entre eux sont chômeurs.

Parmi ces dix hommes, l'un est converti, les autres sont issus de familles musulmanes. Or, la majorité, à savoir huit d'entre eux, décrit son islamité comme le fruit d'une réappropriation de l'islam, d'un islam différent de celui de leurs parents, un islam savant qui explique et fournit la clé pour vivre dans la religion : « Mes parents nous expliquaient pas, ils disaient juste de ne pas faire des choses, par exemple ne pas voler, ne pas mentir », dit Taher (vingt-et-un ans), né en France dans une famille d'origine marocaine, titulaire d'un bac professionnel et actuellement au chômage. Il dit être entré dans la religion après avoir fréquenté la mosquée et avoir rencontré des frères. Parmi ses références, il nomme Ibn Taymiyya. Taher souhaite aller étudier la religion dans un pays musulman. Selon lui :

« le radicalisme est le mauvais côté de l'islam et les jeunes rentrent dans le radicalisme à cause de l'ignorance. »

Les propos de la plupart des autres hommes décrivent le même processus :

« Dans ma famille, il y avait une pratique traditionnelle, quand j'ai grandi... autour de moi il y avait une série d'événements qui m'ont interpellé. J'ai fait la rencontre de gens qui m'ont parlé de religion... Je me suis mis à la pratique... Me laisser pousser la barbe m'a permis de me consacrer à la religion, elle me protège aussi des gens mauvais. C'est exactement pareil avec le voile pour la femme, c'est quelque chose qui les protège. » (Mohamed, vingt-sept ans, issu d'une famille comorienne, bac + 2 et agent commercial dans une entreprise).

« Le déclic pour moi, c'était la situation dans laquelle les musulmans vivent aujourd'hui, ce qui se passe en Palestine n'est pas un secret, ce qui se passe en Irak, je voulais savoir pourquoi cette situation, les journalistes ne donnent pas de réponses. J'ai trouvé les réponses dans la religion... ce qui m'a vraiment donné envie d'aller plus en profondeur, c'est l'écoute des savants... Les savants ont la solution, ils ont les réponses à toutes les questions. » (Ali, vingt-cinq 25 ans, issu d'une famille marocaine. Il n'a pas obtenu son bac. Il enchaîne les petits boulots et se débrouille pour survivre).

« Mes parents venaient d'Algérie et ils ont voulu nous transmettre la culture du bled. Je ne pratiquais pas avant, je faisais ramadan plus pour la fête et le plaisir de se rassembler tous ensemble... Ma mère la pauvre n'avait pas de science, elle a fait de son mieux pour nous élever dans le droit chemin... ce qui m'a ramené à la pratique est le fait que j'ai quitté la maison après mon bac pour mes études... à la résidence universitaire, j'ai fait la connaissance d'amis qui étaient dans la pratique... et après, ça vient tout seul. » (Ahmed, vingt-huit ans. Après un bac et une formation dans une école de commerce, il travaille comme consultant dans une entreprise de service).

« J'ai croisé des frères et ils m'ont proposé d'aller avec eux à la Mecque pour le petit pèlerinage. A cette époque là, je ne connaissais rien à la religion. Je me suis dit que c'était pas possible. En plus je respectais trop ces gens-là, ils étaient dans la religion, ils avaient la barbe et tout. Après je suis parti avec eux et c'est là où j'ai eu le déclic. » (Hichem, vingt-huit ans, né en France dans une famille marocaine. Il dit avoir perdu son travail à cause de ses convictions religieuses : il ne voulait pas serrer la main aux femmes. Bachelier, il suit actuellement une formation de grutier).

« Religieusement, on a été mal éduqué, je ne dis pas que c'est la faute des parents, eux les pauvres, ils ont fait ce qu'ils pouvaient et ce qu'ils pensaient être juste avec leur niveau. Je dis que c'est la faute de la science qu'on n'a pas enseigné à nos parents, donc ils ne pouvaient pas apprendre aux jeunes quoi que se soit, et c'est ainsi, comme une échelle... Quand j'étais jeune, je faisais le ramadan comme tout le monde sans plus, je faisais la prière de l'Aïd sans m'appliquer... Ensuite, j'ai commencé à venir à la mosquée, mais je pratiquais sans science, petit à petit, j'ai commencé à apprendre la religion, j'achetais des livres, il y avait des frères qui m'orientaient, j'écoutais les savants dans des vidéos, et aujourd'hui ça va faire presque six ans que je suis dans la pratique de la religion. » (Yacine, trente ans, né en France dans une famille algérienne. Titulaire d'un BTS et ayant eu des expériences professionnelles variées, il travaille actuellement dans la restauration).

« L'islam des parents, c'est l'islam traditionnel, il comporte plus de tradition que de pratique religieuse. A la fac, en Algérie, j'ai rejoint l'UGEL [syndicat étudiant algérien qui représente le courant musulman]. » (Zinedine, trente ans, né en Algérie et arrivé en France il y a quelques années pour poursuivre ses études universitaires restées inachevées. Il vit de petits boulots et a restreint ses activités religieuses).

3.7.4. La double voie de réislamisation

La plupart des propos précédents décrivent l'entrée dans la religion comme une voie dans laquelle on entre avec l'aide de frères et dans laquelle on évolue sous le commandement des savants. Un des interviewés résume ce processus de la manière suivante :

« La pratique, c'est un cheminement, j'ai commencé à faire la prière. Ensuite, des frères sont venus m'expliquer la religion, après il faut faire une recherche, ta propre recherche pour que tout soit clair pour toi. »

Dans les références aux savants, pour ceux qui en parlent, outre le nom d'Ibn Taymiyya qui revient souvent, les autres noms cités se trouvent être les disciples de ce dernier : Ibn Kathir, Ibn Al Qayyim, ainsi que le cheikh salafiste, Al Albani.

L'islam réapproprié, pour l'ensemble de ces personnes présente le guide et la loi qui structure, sécurise et met à l'abri du désordre. Abdel (vingt-huit ans) s'est converti à l'islam à vingt-cinq ans par besoin de certitude et de sécurité :

« enfant, j'étais catholique pratiquant, j'étais enfant de chœur et j'ai fait des cours de catéchisme, mais franchement je ne croyais pas que c'était vrai. Des gens qui adorent des idoles ! La trinité ! Donc à mes dix-huit ans, j'ai commencé à chercher des réponses à mes questions. A la fac, j'assistais aux cours d'histoire des religions, j'ai fait des recherches dans le judaïsme, le protestantisme, le bouddhisme et l'islam, à chaque fois je revenais vers l'islam. Je suis quelqu'un qui aime que tout soit maîtrisé, j'aime la sécurité. Ma recherche a duré six ans et, un jour du mois du ramadan 2006, j'ai pris la décision de me convertir et à partir de ce moment, je suis dans la pratique de la religion grâce à dieu. »

Abdel porte la barbe et le kamis. Il garde très peu de lien avec sa famille :

« Dans ma famille, je suis le seul musulman, ma conversion vers l'islam a été mal vue, mon père jusqu'à aujourd'hui ne me parle plus, ma mère prend de mes nouvelles de temps en temps par téléphone. Franchement, j'ai peu de contact avec eux, j'essaie d'entretenir un minimum de relations avec les autres membres de ma famille. »

Il aimerait partir dans un pays arabe pour apprendre la langue et approfondir ses connaissances religieuses. En ce qui concerne les savants qu'il lit, il souligne :

« il ne faut pas qu'ils suivent les innovations, il faut qu'ils se basent sur des preuves claires basées sur le Coran et la Sunna du prophète. »

Au sujet de l'islamisme, il avance :

« Islamisme, radicalisme, c'est des termes qui n'existent pas dans la religion. Je ne vois pas comment je peux définir quelque chose qui n'existe pas, si tu me donnes des pratiques peut-être je pourrais me repérer. Ce terme est donné par des gens qui ne connaissent pas l'islam, et en plus comment ils se permettent de classifier les musulmans dans telle ou telle catégorie. Ceux que tu viens de décrire comme des radicaux, ceux qui ont une lecture littéraliste du Coran et de la tradition du prophète, sont des musulmans, c'est l'islam. L'islam, c'est accomplir tout ce que disent le coran et la sunna. Si t'interprètes les paroles de dieu ou suis les innovations qui ne sont pas prouvées du temps du prophète, alors là t'et sorti de l'islam. L'islam, c'est l'application des règles, ce qui était interdit, reste interdit et ce qui était autorisé, reste autorisé, il n'y a pas d'autre voie. »

Comme ce converti, d'autres hommes portent des signes distinctifs et rejettent le terme islamisme. Mais, plusieurs attestent de l'existence du radicalisme :

« L'islamisme, ça ne veut rien dire pour moi. L'islam, c'est le Coran et la tradition du prophète. Il y a les extrémistes, ceux qui ont mal interprété l'islam, parce qu'ils se sont éloignés des savants, ils n'ont pas d'exégèse du Coran, ils croient bien faire alors qu'ils n'ont pas compris l'islam, car ils se sont éloignés des savants. Les gens qui posent des bombes croient qu'ils sauvent la religion, avec ça ils ne sauvent rien du tout, au contraire ils font du tort aux autres musulmans. »

« Si on dit d'un musulman qui respecte sa religion, se soumet aux interdits et aux permis et revient aux textes du Coran et à la tradition du prophète sans faire de mal aux gens que c'est un islamiste, alors moi j suis un islamiste. Le mot islamiste me fait peur, mais quand on dit christianisme ou judaïsme, ça ne fait pas peur, c'est ça le problème, alors qu'ils veulent dire la même chose. Par contre, il y a des jeunes qui sont dans une pratique radicale de la religion. Ce qui les pousse, c'et le fait qu'ils se sentent attaqués, c'est une défense. Mais à notre époque, si on veut régler ce problème, il faut revenir à la science authentique. L'islam, c'est la religion la plus évolutive. Le vrai islam, c'est l'islam tolérant qui dit qu'il faut aimer son prochain. Si quelqu'un vient pour violer ta femme, ou brûler ta maison, il faut que tu te défendes, soit tu l'attrapes soit t'appelles la police. Il faut se défendre dans le bon sens, mais pas dans le mauvais sens. »

« L'islam s'imbrique dans la société sans secousse, comme du beurre. Il n'y a rien qui est archaïque dans la pratique de l'islam, tu peux pratiquer les mêmes choses que comme dans le temps. Après c'est une question d'acceptation. L'islamisme est un terme péjoratif où il y a une connotation de religion extrême. L'islamisme n'est pas l'islam. Mais des jeunes radicaux existent. Pour moi quelqu'un qui refuse un conseil parce qu'il n'est pas rapporté dans la tradition du prophète, c'est un radical. »

« L'islam, c'est une loi divine, c'est les pratiquants eux-mêmes qui haussent leurs pratiques ou les abaissent. Dans ce pays, le problème vient de la communauté elle-même qui ne pratique pas la vraie religion. L'islam, c'est un idéal. C'est à nous de nous adapter à l'islam, l'islam il ne s'adapte pas, dieu nous a créés pour lui obéir, pour l'adorer. Ce n'est pas l'islam qui s'adapte à quelque chose. Mais peut-être on peut adapter les outils, comme par exemple introduire les nouvelles technologies pour diffuser la religion, mais la religion ne change pas. »

« il faut que tu saches que le mot intégriste était utilisé contre les chrétiens au départ. Aujourd'hui on l'utilise pour désigner un musulman pratiquant. Mais ce n'est que des calomnies et plan monté par les média. Regarde par exemple l'affaire du bagagiste d'Orly, c'était une affaire de belle famille montée de toute pièce, mais on a trouvé la cible idéale. Regarde, personne n'a cherché à vérifier. C'est ça être intégriste pour eux. Ce mot ne veut rien dire, il ne fait pas partie du patrimoine des musulmans, ce n'est pas quelque chose qui a une définition, il faut que tous les musulmans soient pratiquants, ce n'est pas pour autant qu'ils sont intégristes. C'est quoi la définition de l'islam, c'est la loi de dieu, il faut qu'elle soit appliquée en premier, tout musulman doit appliquer la 'charia', mais ça fait peur, mais il faut savoir que la liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres. Le fait de la radicalisation de certains jeunes, c'est l'ignorance. »

« pour moi il n y a pas de radicalisation. Ça ne sert à rien d'alourdir la religion, il ne faut pas mettre les gens mal à l'aise. Pour moi les gens qui veulent suivre la vraie religion ne sont pas des extrémistes. Pour moi ceux qui tuent des innocents ne sont même pas des musulmans, ce sont des gens à qui on a bourré la tête. C'est des gens qui ont mal compris et mal interprété la religion musulmane. »

Nous pouvons constater que ces hommes considérés comme des radicaux par leur entourage, refusent le terme d'islamisme qui, en ciblant l'idéologisation du religieux comme source de loi, les renvoie à leur propre vision de la religion. Or, plusieurs confirment l'existence du radicalisme ou de l'extrémisme religieux qu'ils refusent de légitimer. Certains condamnent le terrorisme, alors que d'autres refusent tout jugement à ce sujet. Pour ceux qui attestent de l'existence de l'extrémisme et condamnent le terrorisme, ils estiment que ces phénomènes découlent de l'ignorance de la religion ou d'une mauvaise défense de l'islam. Pour eux, la propagation de l'islam doit passer par l'action éducative. L'un d'eux relate d'ailleurs le succès de l'action éducative à laquelle il contribue :

« on a crée avec des frères une association sportive et culturelle, on organise plusieurs activités pour les jeunes du quartier, par exemple visite de mines. On organise un voyage pour l'Angleterre et aussi des tournois de foot avec différentes équipes, celle de Carrefour, de la police et des quartiers, ça nous permet de glisser un mot sur la religion et aussi de donner une bonne image de nous et de l'islam. »

Un autre regrette que son action dans ce domaine ait été repoussée par le responsable de la mosquée de Lille-Sud :

« on essaie de parler aux jeunes, même il y a deux ans, on tractait beaucoup dans le quartier, on ramenait des petits livres de rappel et tout. Mais ça a dérangé des gens dans le quartier et aussi de cette mosquée et ils m'ont fait barrière. Je ne comprends pas, nous on voulait juste faire le rappel pour les jeunes. L'imam est venu nous voir et il a dit qu'il comprenait qu'on essayait de faire du bien, mais que ça dérangeait des gens. »

Ce prédicateur qui défend l'application littérale du *Coran* et de *sunna*, se plaint donc de ne pas être accueilli convenablement par les responsables de la mosquée de Lille-Sud proche de l'UOIF. En effet, dans nos entretiens, deux courants agissant par et pour la réislamisation se

sont dessinés : l'un cherche le véritable islam dans l'application littérale du *Coran* et de la *sunna* (comme le groupe Tabligh), tandis que l'autre cherche à organiser la vie islamique dans une société non-islamique, en l'occurrence la France (soit l'islamisme intégrationniste de l'UOIF). Or, les propos des jeunes ré-islamisés proches de l'un ou de l'autre de ces courants révèlent leur point commun qui réside dans cet islam, savoir vrai et total qui donne les clés de la compréhension du monde, de l'explication de la logique des événements, du passé, du présent et du futur et qui propose ainsi des lignes de conduite individuelle et collective afin d'accéder au salut individuel et collectif ici-bas et dans l'au-delà.

Dans leurs propos, certains interviewés définissent l'islam comme rempart face aux dérives auxquelles sont confrontés les jeunes, tout en soulignant les difficultés sociales, économiques, le racisme et les discriminations, ainsi que les maux sociaux (dont la drogue). L'islam apparaît ainsi comme une alternative protectrice et salvatrice qui englobe le sociopolitique. De même, les deux courants décrits proposent le développement d'un islam source des normes et des lois comme rempart contre la radicalisation. Enfin, ces deux courants véhiculent l'idée que la mauvaise image de l'islam est en grande partie l'œuvre des médias. Sur ce point Mehdi, Hassan et Khader qui sont proches des idées de l'UOIF, portent des regards semblables. Ainsi, Hassan qui dit suivre plutôt internet, mais regarde la télé arabe et la télé française, considère que l'islam y est mal traité :

« pas tous, mais ils donnent une image qui crée l'amalgame, c'est voulu. Ils font tout pour donner une mauvaise image de l'islam. »

Mehdi dit aussi :

« je consulte beaucoup les médias, surtout les journaux... ils traitent mal l'islam, ils le diabolisent... t'imagines le petit vieux qui n'a jamais vu de musulmans devant lui, sûr, il va voter Le Pen. »

Et Khader confirme :

« la radio, les journaux, ils traitent mal l'islam, ils nous font passer pratiquement pour des terroristes, alors qu'ils ne parlent jamais des médecins issus de l'immigration, des chercheurs qui sont musulmans. On parle que des bombes, des attentats, des kamikazes. Le lobby juif est fort. On parle toujours de l'antisémitisme. Les derniers événements de Gaza sont une preuve, c'est toujours un discours à leur avantage. »

Quant à ceux considérés comme radicaux, ils tiennent à peu près le même discours :

« Je regarde les infos, j'ai internet. Ils traitent mal l'islam, tout le monde le sait, et on ne peut pas répondre, on est faible. Nous les musulmans, on a créé une civilisation, apporté beaucoup de choses à l'Occident, la médecine, l'hygiène, mais voilà aujourd'hui ! C'est le contraire ! » (Hichem)

« Dans les médias, l'islam est toujours mal représenté. C'est juste de la propagande, ils essaient de faire peur aux gens, ils croient avec ça faire du mal à l'islam, mais malgré tout cela l'islam

avance grâce à dieu. J'évite de lire ou voir les médias, car il n'y a que des conneries et en plus ça ne me fait pas avancer dans ma religion. » (Hakim, dix-neuf ans)

« Je regarde les médias, mais plus les chaînes arabes. Les médias français, ils traitent mal l'islam, parce que c'est des tribunes de communication occidentales, si les musulmans avaient des médias, ils pourraient faire contrepoids et propager le vrai visage de l'islam. » (Zinedine)

Tous ces propos renvoient à des sentiments et ressentiments de victimisation de l'islam face à des puissances dominatrices occidentales que certains croient être en défense des juifs. Ces éléments contribuent au développement de l'appartenance à communauté qui doit faire corps pour se défendre et se faire reconnaître. Par ailleurs, ils permettent aux personnes d'accéder à un sentiment d'appartenance communautaire qui les sécurise. Enfin, ils créent une voie de lutte contre l'injustice qui anime les personnes et les valorise. Aussi, tout en se construisant en rupture avec l'« islam ignorant » des parents, quand ils sont analphabètes et socialement dévalorisés, l'islamisme communautariste permet de revaloriser les jeunes par la revalorisation d'une communauté musulmane fondée sur le respect des normes et des lois salvatrices dans un monde traversé par la crise et les incertitudes. Dans les deux courants définis ci-dessus, l'islam crée un ordre salvateur qui permet à l'individu d'éviter les maux et de vivre bien. Dans l'organisation de cet ordre, l'organisation des rapports de sexe tient une place centrale. Encore une fois, les propos tenus par des hommes appartenant à différents courants se rejoignent sur le fond.

3.7.5. Femmes et hommes : droits et devoirs

A travers les points de vue des jeunes femmes qui témoignent de leur processus de réislamisation, et le discours des membres actifs de la Ligue Islamique du Nord, le voile dans l'appropriation de l'islam en tant que cadre et source des normes fondées sur les lois religieuses apparaît comme une obligation religieuse, mais aussi comme ce qui définit les contours de cette nouvelle islamité. Le voile est ainsi choisi comme critère de respect de l'islam. Il cristallise une vision islamiste qui, dans ses différentes versions, de la plus traditionaliste à la plus moderne, veut l'idéologisation de l'islam comme source des normes sociétales et qui entre en contradiction avec les valeurs démocratiques séculières dans lesquelles priment la liberté individuelle et l'égalité des sexes. Nous avons vu émerger cette contradiction sous diverses formes dans les propos des femmes interviewées : les jeunes collégiennes parlent gaiement de leur retour au voile une fois leur jeunesse passée pour pouvoir profiter de leur liberté actuelle ; la mère exprime sa culpabilité douloureuse de ne pas être dans une islamité conforme à la loi religieuse supérieure à la loi démocratique ; la jeune femme instruite est amenée au voile par une interpellation sur la pudeur.

La plupart de ces jeunes femmes prônent les retrouvailles avec le voile comme la découverte d'un islam savant et moderne qui va à l'encontre des visions traditionnelles des parents dans lesquelles les femmes sont soumises. Elles se voient promues par cette nouvelle image de « la femme musulmane » qui sort de l'espace privé, étudie, travaille, mais reste dans le cadre tracé par les valeurs islamiques. Comme le précise la militante de la Ligue Islamique du

Nord, ces valeurs ne vont pas dans le sens de l'autonomie prônée par le féminisme, à savoir la reconnaissance de la liberté et de l'égalité des femmes en tant qu'individus. Aussi, Asma (vingt-quatre ans), originaire d'une famille syrienne, étudiante de niveau bac + 4, qui a choisi de se voiler, explique ainsi les droits des femmes musulmanes :

« La foi en l'islam est de respecter les pratiques dictées dans le Coran. Mais l'islam, c'est la religion du juste milieu. Je condamne les pratiques existantes en Arabie Saoudite ou au Yémen où les femmes ne peuvent pas conduire... L'islam dit que les enfants doivent être capables de pratiquer le tir à l'arc, ce qui signifie 'savoir se protéger', et diriger un cheval, donc ce qui peut se traduire aujourd'hui par 'conduire une voiture'... Le Coran est tout à fait applicable. Pour le cas de la lapidation par exemple, le Coran dit qu'il faut quatre témoins qui aient assisté en même temps à l'adultère. Ce qui est au final irréalisable. Les pays qui pratiquent la lapidation finalement ne lisent pas bien le Coran, car ce serait vraiment impossible que l'adultère puisse être constaté par quatre témoins en même temps et sur le vif. Pour l'héritage, il est dit que la femme reçoit la moitié de la part de l'homme, mais il est aussi dit que l'homme doit subvenir aux besoins de la femme. Ce qui est au final égalitaire. De plus, l'homme paie la dot et la pension. Et quand les enfants héritent, la femme a le droit à la moitié... On voit bien qu'en islam, il vaut mieux être une femme qu'un homme. Et enfin, il n'est absolument pas dit que la femme n'a pas le droit de travailler. »

Dans ce discours, c'est la loi coranique et non la loi civique qui fait office de source des lois érigeant le statut personnel des femmes (dont sa place au sein de la famille). Asma pense qu'il suffirait de l'adapter pour qu'elle corresponde mieux à la situation des femmes actuelles qui travaillent. En outre, la nature inhumaine de la lapidation et sa contradiction avec les droits humains élémentaires ne sont aucunement questionnées. Seule son infaisabilité est remarquée. Quant à l'inégalité des hommes et des femmes devant l'héritage, non seulement elle n'est pas mise en question, mais elle est argumentée pour prouver la bienveillance de la loi islamique envers les femmes. Dans cette vision, l'obéissance à la loi divine transcende les droits des femmes à la liberté et à l'égalité. Tel est aussi le propos de Malika, une jeune femme de vingt-et-un ans, issue d'une famille immigrée marocaine, et étudiante en deuxième année qui, parallèlement à ses études, travaille dans le domaine de l'animation. Elle dit avoir fait le choix de porter le voile après s'être posé des questions et avoir trouvé des réponses dans des livres, des cours et des conférences. Elle avance les noms de Cheikh Younès, conférencier du Tabligh et d'Hassan Iquioussen, conférencier de l'UOIF. Malika dit se voiler pour obéir à dieu et sourit presque en récitant : « L'amour qu'on porte pour l'aimé se traduit par l'obéissance ». A la question : « pourquoi les hommes ne doivent-ils pas porter le voile pour obéir à dieu ? », Malika répond : « la faiblesse des hommes est la femme » et explique que les femmes portent le voile pour se protéger elles-mêmes et les hommes de la tentation.

La même idée est développée par les hommes interviewés, aussi bien parmi ceux qui défendent une application littérale du *Coran* que par ceux qui prônent un islam adapté au contexte. Ils disent à ce sujet :

« Les hommes et les femmes sont égaux dans la religion, mais en sachant qu'il y a des choses obligatoires pour les hommes et pas pour les femmes et inversement. Je vois qu'il y a autant de considération chez les musulmans pour l'un comme pour l'autre. Mais maintenant si on recherche l'apaisement dans la société, il faut que les jeunes filles et garçons se détournent de leurs passions, de leurs tentations, de leurs envies. De nos jours, les tentations sont grandes et c'est très difficile de faire un travail sur soi. Je te donne un exemple, c'est comme quelqu'un qui aime manger du miel, mais un jour il a le diabète et il ne faut plus qu'il en mange et toi tu viens et soit tu lui mets une goutte sur sa langue ou tu viens manger devant lui le miel. Est-ce que tu peux imaginer ce qu'il va ressentir à ce moment ? Ben c'est pareil pour les tentations des filles et des garçons aussi, on les voit comment ils s'habillent, comment ils vivent et c'est ça ce qu'ils veulent. » (Abdel)

« Les rapports fille/garçon, même pour nous les pratiquants, c'est très difficile. Nous aussi, on est faible, la fille est une tentation, alors si elle ajoute le parfum et les habits, c'est tentant. Je ne sais pas pourquoi elles font ça, c'est pour jouer sur les faiblesses des hommes. » (Ali, vingt-cinq ans)

« Ils sont égaux dans la religion. Mais il ne faut pas de rapport ou de contact entre l'homme et la femme, sauf dans certaine situation exceptionnelle, comme le travail ou pour apprendre la religion. Il n'y a pas de mixité. Les jeunes ne respectent pas cet interdit, parce que le contexte les incite à le transgresser. » (Zinedine)

« en islam, c'est simple, ce qui est interdit, c'est la promiscuité et la mixité est permise. A l'époque du prophète, à la mosquée, les femmes se mettaient derrière et les hommes devant. La promiscuité, c'est quand une fille s'assoie à côté de moi, ça c'est haram. Aujourd'hui quand on organise des conférences, on essaie de séparer les filles et les garçons pour être en cohérence avec la tradition du prophète. Ensuite, dans la vie en général, c'est difficile de faire respecter cette interdiction de promiscuité. » (Hassan)

Hassan n'est pas d'accord avec le fait de cacher les femmes. Certains autres interviewés, plus particulièrement les jeunes femmes dont nous avons précédemment vu le raisonnement sur le choix du port du voile, expriment aussi leur désaccord avec le port de la burqa. Elles insistent sur leur volonté d'être reconnue comme des femmes épanouies et rejettent l'image de femmes soumises qui leur est renvoyée. Elles contestent les discriminations que subissent les femmes voilées dans l'accès au travail.

Les hommes, quant à eux, insistent sur les droits que l'islam reconnaît aux femmes, tout en insistant sur les rôles différents des hommes et des femmes :

« Oui, ils sont égaux, c'est dieu qui le dit, sauf que dans les adorations, il y a la pudeur aussi, c'est pour cela qu'on mélange pas les femmes et les hommes ; après il y a des exceptions. » (Mourad)

« il n'y a pas de différence entre les hommes et les femmes dans l'islam, il y a juste une différence dans la pratique, il faut savoir que l'homme n'est pas la femme. » (Sadik, trente-deux ans)

« ils ont les mêmes droits et devoirs, sauf que la femme, c'est la femme et l'homme, c'est l'homme, et il ne faut pas mélanger les rôles. Egaux mais différents. » (Yacine)

« il n'y a pas de différence dans les devoirs et obligations, dans la pratique de la religion. Mais par contre il faut faire la différence dans le rôle de chacun. L'homme vu ses caractéristiques physiques et son rôle doit subvenir aux besoins de sa famille et à sa protection, la femme doit veiller sur son foyer et ses enfants. » (Hakim)

Deux autres hommes argumentent clairement la différence entre l'égalité affichée dans la société occidentale et la loi islamique :

« la femme est l'égale de l'homme dans la religion, mais attention ! Je dis quelque chose qui déplaît toujours aux autres, c'est que l'homme, il a une prédominance. Par rapport aux attributs, la force... c'est lui qui ramène l'argent, je ne parle pas d'intelligence, mais je veux dire que l'homme peut faire face à des situations difficiles plus qu'une femme qui est affaiblie pendant certaines périodes. C'est pour cela que dieu dit que c'est à l'homme que revient la décision finale. Les femmes en Occident ne l'acceptent pas... elles te disent, j'ai un travail mieux avec un meilleur salaire, je suis aussi intelligente que toi... il faut que la femme connaisse l'islam pour accepter ça. » (Mohamed)

« La différence homme-femme dans le Coran est d'abord que la femme doit obéir à son mari ; elle doit avoir la même volonté que lui, elle doit éduquer ses enfants. A la mosquée, chacun a une salle... Je ne suis pas pour l'égalité entre les hommes et les femmes. Car sinon, elles deviennent lesbiennes, il y a le divorce et elles n'obéissent plus à leur mari. Il doit y avoir un capitaine sur un bateau. » (Alam)

Si tous les interviewés reconnaissent l'égalité des femmes et des hommes musulmans devant dieu, c'est bien en renvoyant aux textes coraniques qu'ils justifient aussi leur inégalité sur terre pour préserver l'ordre considéré comme divin. Tout en intégrant l'évolution de la situation des femmes, comme l'accès à l'école, au travail salarié et à la rue, la gestion patriarcale de la sexualité des femmes est réhabilitée par la revalorisation de l'ordre sexué qui garantirait la préservation de la cellule familiale. Aussi, l'évolution des modèles familiaux dans la société moderne et démocratique qui laisse le choix des modalités de vie et de sexualité aux individus autonomes, est considérée comme une perversion des mœurs dont la libération des femmes paraît comme principale responsable. L'appel au port du voile comme signe de pudeur promeut un contre-modèle à « la femme occidentale libérée » comme porteuse d'une individualité autonome.

N'est-il pas vrai que les valeurs séculières de la démocratie sont basées sur la reconnaissance de l'autonomie individuelle et collective ? Comment peut-on concilier l'idéologisation de l'islam comme source des lois avec les principes d'égalité et de liberté qui fondent les valeurs démocratiques ? Le processus de réislamisation des jeunes, valorisé le plus souvent comme un choix individuel, renvoie en fait à une revalorisation des repères qui vont à l'encontre de la construction d'une individualité autonome.

En guise de conclusion

Depuis la fin des années 1980, l'islamisme en tant que doctrine et mouvement porteur d'une idéologisation de l'islam qui en fait la source des lois et des normes sociétales, est largement questionné en France, premier pays musulman d'Europe par le nombre de personnes musulmanes qui y vivent. Outre les aspects liés aux activités jihadistes ou terroristes et leurs implications sur notre territoire, le débat sur l'islamisme développe des observations et des discussions sociopolitiques sur l'émergence et le développement des mouvements de réislamisation parmi les jeunes. Ce sujet entraîne depuis les années 1990 de grands débats sociopolitiques très médiatisés et marqués par d'importantes controverses.

Notre étude s'est plus précisément intéressée au processus de réislamisation parmi les jeunes musulmans en France au regard du développement de l'islamisme. Lille représente à cet égard un terrain intéressant pour une telle observation : cette ville de taille moyenne a connu, par son histoire, plusieurs vagues d'immigration dont une partie en provenance des pays dits musulmans. Les jeunes issus des familles migrantes, majoritairement algériennes et marocaines, évoluent au sein de cette ville où les jeunes sont nombreux et visibles et où la religion islamique jouit d'une reconnaissance exemplaire grâce à l'interaction positive entre les acteurs politiques et les acteurs religieux.

Ainsi, des acteurs proches de l'UOIF y ont développé des infrastructures articulant des activités culturelles et des actions socioculturelles et politiques. Mais, les débats sociopolitiques autour de ces activités sont assez controversés et rejoignent les questionnements posés au niveau national sur le sens et la signification des mouvements de réislamisation des jeunes. Les recherches s'accordent pour dire que ces phénomènes s'éloignent à la fois de l'islam vécu par la génération des parents et de l'islam individuel et séculier vécu par une partie importante des jeunes, et que cet islam nouveau qui devient source et ressource d'une nouvelle identité communautaire, revêt différentes formes. En revanche, les théorisations divergent sur la qualification des buts et des conséquences de ces mouvements de réislamisation sur la vie sociopolitique des jeunes concernés et la société française : certains, à l'instar de Kepel et de Venner, insistent sur le caractère anti-démocratique de ces mouvements, alors que d'autres, comme Roy, remarquent leur possible intégration à la société française quitte à la faire évoluer vers un système multiculturel et une application flexible de la laïcité. D'autres encore, comme Khosrokhavar et Cesari, constatent une pluralité du vécu de l'islam par les jeunes, et notamment l'existence de tendances inédites qui prônent l'intégration de l'islam à la citoyenneté démocratique.

Du côté des acteurs politiques, ces débats questionnent le rôle de l'islam dans l'évolution actuelle de la société française au regard du défi lancé par l'islamisme, et croisent les interrogations sur le modèle français d'intégration et l'application du principe de la laïcité. Le débat sociopolitique sur le port des signes religieux à l'école publique en présente un exemple significatif.

Les intervenants sociaux, pour leur part, sont quotidiennement confrontés à ces questions dans leurs actions éducatives, sociales, sanitaires et culturelles lors desquelles ils ont à gérer des situations qui mettent en exergue l'articulation entre le religieux, le social et le politique.

Pour réaliser les soixante-sept entretiens effectués pour notre étude, nous sommes allés à la rencontre de jeunes considérés comme étant dans un processus de réislamisation et de divers acteurs qui les entourent, comme les parents, les élus politiques, les intervenants sociaux et les acteurs religieux. Cette approche permet de saisir les multiples dimensions du processus de réislamisation qui implique les jeunes concernés, mais aussi la société environnante.

La réislamisation est vécue par les jeunes comme un parcours vers un islam autre, un islam vrai, total et totalisant. Cet islam vrai se présente comme une idéologie au sens qu'en donne Hannah Arendt, à savoir la logique d'une idée qui conduit à la prétention de constituer un savoir vrai et une science capable de fournir une clé de lecture du passé et du présent, et de définir les démarches à suivre pour accéder au futur.⁵⁹ L'entrée dans cet islam idéologisé est décrite par les jeunes eux-mêmes comme un cheminement qui fait évoluer leur islamité vers une appartenance culturelle, plus ou moins affirmée, à l'islamisme. Ce processus comporte une évolution qualitative de la religiosité et que nous synthétisons schématiquement ainsi : au niveau 0, il existe un sentiment d'appartenance islamique sans aucune pratique religieuse ; au niveau 1, nous passons à une pratique sélective des rituels ; puis, au niveau 2, toutes les obligations canoniques sont respectées. C'est à partir du niveau 3 que la pratique constante des obligations canoniques est associée à une pratique religieuse qui projette l'islam comme une idéologie. L'islam devient alors un guide de conduite dictant tous les aspects de la vie personnelle et collective. Une étape supplémentaire est franchie lorsque la personne s'engage dans la propagande de cette idéologie au niveau local, national ou international (niveau 4).⁶⁰

A travers les entretiens réalisés avec les jeunes, deux courants de réislamisation idéologique apparaissent : un courant qui défend l'application littérale du *Coran* et de la sunna (porté notamment par le Tabligh) et l'autre qui prône un islamisme intégrationniste et défend la possibilité de réformes dans le cadre l'islam comme source des lois (porté par l'UOIF et les JMF). Les jeunes du premier courant tentent de vivre dans le véritable islam en appliquant à la lettre les enseignements islamiques. Ils portent donc la barbe et le kamis, alors que les jeunes du deuxième courant rejettent ces pratiques comme étant arriérées et ignorantes. Ils pensent construire leur islamité en France par la promotion de la loi islamique en tant que loi universelle capable d'englober tous les aspects de la vie actuelle des musulmans, tout en les préservant des méfaits d'une modernité individualiste. L'islam devient alors une le support d'une stratégie communautariste qui cherche à développer un rapport de force au sein de la société française afin de faire adopter la *charia* en France, ce qui présuppose la réforme de la loi islamique, mais implique surtout une redéfinition des valeurs fondatrices de la citoyenne-

⁵⁹ Hannah Arendt. *Le système totalitaire, Les origines du totalitarisme*. Paris : Seuil, 2005. P 285-292.

⁶⁰ Voir p. 83 de cette étude.

té démocratique et laïque en France. La gestion des rapports sociaux de sexe qui présente un enjeu important de l'islamisme, cristallise les conflits de valeurs entre la perspective islamiste et celle d'une citoyenneté démocratique fondée sur la reconnaissance de l'autonomie individuelle et collective.

Les personnes interviewées décrivent ces conflits de valeurs en présentant l'idéologisation de l'islam comme une alternative sécurisante parce qu'elle propose une définition de l'identité des individus en tant que membres d'une communauté guidée par des lois sacrées qui traquent le cadre du licite et de l'illicite, notamment par des codifications sexuées.

Entrer dans ce cadre et y rester, comme disent les jeunes réislamisés, nécessite d'être accompagnés par des maîtres à penser : le rôle des prédicateurs mobilisés par les courants de réislamisation s'avère ainsi déterminant. Les références citées par les jeunes témoignent généralement de leur penchant pour l'un ou l'autre courant de réislamisation. Néanmoins, dans certains cas, un même jeune cite d'une part Cheikh Younès, fameux prédicateur du Tabligh, d'autre part Tariq Ramadan et Hassan Iquioussen, conférenciers de l'UOIF.

La réislamisation se réalise ainsi comme l'appropriation d'une vision idéologique de l'islam. Au stade ultime, le musulman doit affiner sa propre tendance à travers « sa recherche personnelle ». Cette recherche est d'ailleurs valorisée comme la preuve de l'accès à un autre islam, un islam différent de celui des parents assimilé aux traditions. Comme les personnes concernées le soulignent, leur individualité est impliquée dans ce processus, mais cette individualité est loin d'être autonome. Au contraire, elle est perçue comme inachevée et nécessitant d'être sous la guidance de l'islam via des maîtres à penser, ce qui rompt avec la valeur d'autonomie portée par le modèle dit occidental et présenté par l'islamisme comme la source des désarroi moraux et des maux sociaux.

L'islam apparaît alors comme une alternative porteuse de justice et d'équité sociale, et appartenir à cet islam est perçu, directement ou indirectement, comme le fait d'être du côté des justes menacés par les pouvoirs dominants qui essaient par tous les moyens de stigmatiser ou de diaboliser l'islam et les musulmans. Cette victimisation qui constitue une dimension fort présente dans le discours des personnes réislamisées, s'articule à la valorisation de l'islam comme une idéologie défendant une société juste et saine dans un monde en crise. Cette conception justifie, dans des cas extrêmes, le jihadisme ou le terrorisme. Même lorsque ce n'est pas le cas et que le radicalisme est rejeté, il n'en reste pas moins vrai que la vision du monde à travers les lunettes idéologiques de l'islamisme crée une vision binaire : un monde musulman face à l'Autre symboliquement incarné par l'Occident. Aussi, le positionnement face au conflit israélo-palestinien cristallise cette opposition dans la mesure où, dans leurs interprétations, l'accent est toujours mis sur le soutien de l'Occident à Israël (désigné souvent par le terme 'juifs').

L'entrée des jeunes dans l'idéologie islamiste ne se traduit pas systématiquement par une adhésion au jihadisme. Cependant, le développement de l'islamisme parmi les jeunes crée un contexte global d'idéologisation de l'islam qui contribue à justifier le jihadisme comme

une option politique imposée. Il est par ailleurs à noter que la plupart des jeunes réislamisés, de quelque tendance qu'ils soient, assimilent plutôt l'implication islamiste des mouvements jihadistes et terroristes à de l'ignorance. Dans le même temps, ils analysent ce qu'ils appellent le radicalisme comme le résultat de maux sociaux et politiques tels que le racisme et les discriminations, les difficultés sociales et économiques, la domination politique des musulmans, ce qui renvoie en dernière analyse à la responsabilité des pouvoirs dominants qu'ils soient occidentaux ou soutenus par des pouvoirs occidentaux.

Dans l'islamisme intégrationniste, la victimisation est aussi liée à un appel aux valeurs et aux lois islamiques comme source de prospérité et de bonheur. Cet islamisme ne rejette pas l'Occident en bloc et ne met pas en question toute la civilisation occidentale, mais il la présente comme cet Autre dont les valeurs vont à l'encontre des idéaux islamistes, cet Autre dont la domination culturelle risque de diluer les valeurs islamiques, d'aliéner et d'inférioriser les musulmans. En effet, dès l'instant où la vision islamiste fait de l'islam la source des repères identificatoires sociopolitiques, le « monde musulman » et « les musulmans » se transforment en un groupe homogène partageant les mêmes idéaux. Une telle construction nécessite aussi l'image d'un Occident supposé lui aussi homogène et idéologique. L'omission des rapports de forces sociopolitiques qui existent au sein du monde musulman et du monde occidental, amène à une double confusion : d'une part, les valeurs démocratiques perdent leur légitimité universelle en étant présentées comme occidentales ; d'autre part, les valeurs islamistes sont présentées comme des valeurs universelles issues de l'islam, source de lois valables pour tous les temps et tous les lieux. Aussi, l'islamisme intégrationniste propose une coexistence, au sein de la société française, des valeurs islamistes et des valeurs occidentales qui ne sont autre que les principes d'égalité, de liberté et de laïcité. Cet islamisme propose, par exemple, un contre-modèle de la femme musulmane traditionnelle et de la femme occidentale libérée : une femme musulmane active, sous un voile beau et assorti à ses vêtements, une femme qui étudie et travaille, tout en respectant soigneusement les lois islamiques (dont les règles sexuées). Les hommes réislamisés, quant à eux, valorisent tout à fait le voile comme symbole de la pudeur retrouvée.

Cette propagation de l'islamisme n'est pas sans conséquence sur la vie individuelle, sociale et collective. Les intervenants sociaux rencontrés nous ont fait part du développement des ségrégations groupales et sexuelles basées sur des codifications du licite et de l'illicite (*haram* et *hallal*) parmi les jeunes, et ce dès l'école primaire, ce pousse à une exacerbation des replis identitaires. La propagande des codes idéologisés comme les critères de distinction des bon(n)es musulman(e)s intensifie le contrôle qui pèse sur les jeunes filles et conduit certaines à adopter des stratégies pour camoufler leur autonomie sexuelle. De là, vivant dans la peur et la culpabilité, elles sont amenées à mentir et à ruser (notamment par la réfection de l'hymen) ou à entrer en religion pour être respectées et protégées.

Par ailleurs, comme le soulignent les témoignages des intervenants sociaux, la propagation des codes islamistes ne fait aucunement barrage au développement des actes de violence et de délinquance parmi les jeunes, ni ne promeut un vivre-ensemble pluriculturel. Au con-

traire, les ségrégations créées à partir de l'idéologisation des codes religieux fragilisent le vivre-ensemble fondé sur la reconnaissance des libertés individuelles, la liberté d'expression et la liberté de conscience. En effet, cet ordre moral qui se construit sur l'exacerbation des interdits religieux, attise le rejet des différences et favorise les discriminations sexistes et homophobes. Pendant ce temps, les problèmes liés à l'insertion scolaire et professionnelle, au racisme et aux discriminations persistent et nécessitent toujours des réflexions, des politiques et actions socioéducatives appropriées. Or, les intervenants sociaux s'inquiètent de l'impact négatif du développement des stratégies identitaires dans le développement de la citoyenneté démocratique.

Certains élus politiques sont conscients de ces réalités et les observent à leur niveau et constatent les effets pervers des stratégies électoralistes sur le développement de l'islamisme. D'autres disent ne pas posséder assez d'éléments pour avoir un jugement à ce sujet. Un élu affirme même que Lille n'est aucunement concernée par le phénomène islamiste. Pour lui, poser ce type de problématique n'a comme unique résultat que de stigmatiser l'islam et de favoriser les discriminations des populations musulmanes.

Outre cette dernière réaction assez coléreuse, nous avons observé tout au long de notre étude des réticences quant à notre sujet. Elles se sont exprimées de diverses façons et ont abouti, dans certains cas, à un refus de nous accorder un entretien. Nous avons aussi constaté que, malgré l'ampleur des interrogations qui existent sur l'islamisme parmi les divers acteurs sociaux, l'étude de ce sujet suscite chez eux maintes suspicions par peur, le plus souvent, de stigmatiser l'islam et les musulmans. Ce constat mérite en soi une réflexion propre : ne renseigne-t-il pas sur la confusion qui règne dans les esprits quant à l'identification de l'islam et de l'islamisme ? Cette confusion n'agit-elle pas en faveur de l'islamisme ? L'islamisme procède-t-il pas de cette confusion en se présentant comme le véritable islam ?

Perspectives d'approfondissement

Notre recherche apporte de nombreux éclaircissements aux questions posées par l'islamisme au sein des pays européens. En effet, nous y approfondissons l'analyse du processus de réislamisation en cours dans divers pays d'Europe, déjà étudié par divers chercheurs (Kepel, Roy, Césari, Khosrokhavar).

Le contexte lillois : une ville moyenne où la population dite musulmane est visible et où la présence des jeunes et l'activité des islamistes intégrationnistes (liés à l'UOIF) est importante, nous a permis d'élucider les enjeux et les conséquences de la réislamisation à laquelle travaillent ces courants. Nous avons aussi interrogé et croisé les enjeux de deux courants de réislamisation qui rivalisent pour gagner les jeunes à leur cause : un courant qui prône l'application littérale du Coran et de la sunna (porté notamment par le Tabligh) et l'autre qui défend un islamisme intégrationniste et la possibilité de réforme dans le cadre d'un islam source de lois (porté notamment par l'UOIF).

En étudiant les conséquences de l'adhésion des jeunes à ces courants, nous avons mis en lumière que ces courants agissent, au-delà de leurs différences, dans le même sens d'une idéologisation de l'islam comme porteur d'un projet social et politique (au sens d'une gestion de la communauté musulmane selon les règles et les lois islamiques). L'appropriation de cette vision est souvent accompagnée, chez les jeunes, d'un phénomène qui s'articule à la valorisation de l'islam comme une doctrine tendant vers une société juste et saine dans un monde en crise. Cette conception favorise une vision schématique dans laquelle le monde musulman s'oppose à un « Occident » dominant et envahisseur, et dans laquelle le jihadisme ne serait qu'une « réaction ». Si l'islamisme intégrationniste diffère quelque peu dans ses enseignements, en étant favorable à des réformes pour rendre possible la vie en islam dans les pays européens, il conduit pourtant, en propageant l'idée d'un islam source des règles et des lois pour la communauté musulmane, à une mise en question de l'universalisme des valeurs démocratiques séculières en tant que fruits de la culture « occidentale ». La question de l'égalité des sexes et des droits des femmes, comme nous l'avons démontré, l'illustre parfaitement.

Ces observations pourraient être développées en interrogeant les interactions entre ces courants et le jihadisme, visible, contrairement à Lille, dans la ville voisine de Roubaix. Une approche comparative entre Lille et les villes voisines comme Roubaix et Tourcoing (une autre ville à forte concentration de populations dites musulmanes) serait fort instructive pour approfondir les résultats de notre étude, comme le soulignent d'ailleurs les commentaires du CIR sur notre enquête. Cependant, le cadre de la recherche et notamment les délais de réalisation ne nous le permettent pas.

De même, comme le signale aussi le CIR au sujet de notre rapport, un autre aspect que nous avons soulevé : la question des convertis, mériterait un développement. Cette question constitue en effet un champ fort important pour réfléchir au développement de l'islamisme dans les sociétés européennes ; et, dans le cadre de notre observation, nous avons pu constater son importance, notamment au sein de la stratégie des islamistes intégrationnistes. Toutefois, pour aller plus loin, il nous faudrait mener une étude complémentaire.

Enfin, notre étude a exploré les dimensions liées aux rapports sociaux de sexe, souvent minimisées dans les études sur l'islamisme, le processus d'adhésion des jeunes à l'islamisme et ses conséquences sociopolitiques et culturelles. Malgré les différences, nous avons démontré que les stratégies des courants islamistes cités se rejoignent dans la dénonciation de la libération des femmes et de leur autonomie, fruits d'une culture occidentale qui aboutirait à la dislocation des familles et à la perversion des mœurs. Nous avons pu observer le rôle des femmes comme actrices sociopolitiques de l'islamisme intégrationniste dont le discours culpabilise les jeunes femmes dites musulmanes qui vivent « en dehors de l'Islam » et valorise celles qui retournent au voile et rétabliraient ainsi un lien « perdu » avec la communauté et la famille. Dans le même temps, l'islam doctrinal prôné par ce courant se démarque de l'islam traditionnel des parents qui se contente du respect des rituels.

Ces observations nourrissent la compréhension de la particularité de l'islamisme qui n'est pas une idéologie réductible à l'intégrisme ou au fondamentalisme, mais qui intègre aussi des éléments modernes dans le but de s'imposer comme une alternative politique au modèle de la démocratie occidentale. Cette réflexion développée par une approche genrée des données de notre enquête mériterait d'être approfondie à travers une approche comparative européenne.

Bibliographie

Ouvrages

- Hannah Arendt. *Le système totalitaire, Les origines du totalitarisme*. Paris : Seuil, 2005. P 285-292.
- Jocelyne Cesari. *Faut-il avoir peur de l'islam ?* Paris : Presse des sciences politiques, 1997.
- Jocelyne Cesari. *Être musulman en France*. Paris : Karthala-Ireman, 1994.
- Felice Dassetto, Albert Bastenier. *L'islam transplanté : vie et organisation des minorités musulmanes de Belgique*. Bruxelles : Epo, 1984.
- Bruno Etienne. *La France et l'islam*. Paris : Hachette, 1989.
- Jeanne-Hélène Kaltenbach, Michèle Tribalat. *La République et l'islam : entre crainte et aveuglement*. Paris : Gallimard, 2002.
- Gilles Kepel. *Fitna*. Paris : Gallimard, 2004
- Gilles Kepel. *Djihad. Expansion et déclin de l'islamisme*. Paris : Gallimard, 2001.
- Gilles Kepel. *La revanche de Dieu, chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*. Paris : Seuil, 1991.
- Gilles Kepel. *Les banlieues de l'islam*. Paris : Seuil, 1991.
- Farhad Khosrokhavar. *L'islam des jeunes*. Paris : Flammarion, 1997.
- Farhad Khosrokhavar. *L'islamisme et la Mort*. Paris : L'Harmattan, 1995.
- Farhad Khosrokhavar. *Utopie sacrifiée, sociologie de la révolution iranienne*. Paris : Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1993.
- Bernard Lewis. *Islam*. Paris : Gallimard, 2005. [Ce recueil comprend les ouvrages de Lewis, notamment sur l'islamisme, parus entre 1988 et 2003.]
- Pierre Pierrard. *Lille, dix siècles d'histoire*. Paris : Stock, 1979.
- Olivier Roy. *Généalogie de l'islamisme*. Paris : Hachette, 2002.
- Olivier Roy. *L'islam mondialisé*. Paris : Seuil, 2002.
- Michèle Tribalat. *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*. Paris : La Découverte, 1995.
- Michèle Tribalat, Patrick Simon, Benoît Riandey. *De l'immigration à l'assimilation : enquête sur les populations d'origine étrangère en France*. Paris : La Découverte/Ined, 1996.
- Fiammetta Verner. *OPA sur l'islam de France. Les ambitions de l'UOIF*. Paris : Calmann Levy, 2005.

Articles

- Mehdi Mozaffari. *What is Islamism ? Totalitarian Movements and Political Religions*, mars 2007, vol. 8, n° 1, p. 17-33.

Rapports

- Selma Belaala. *Les facteurs de création ou de modification des processus de radicalisation violente, chez les jeunes en particulier*. Paris : CEIS (Compagnie Européenne d'Intelligence Stratégique), 2008.
- Gestion locale de l'islam. *Etude de cas de l'ouverture d'un lycée privé musulman à Lille*. Lille : D'un Monde à l'Autre, novembre 2002.

Gestion multiculturelle des sociétés urbaines contemporaines. Diagnostic régional des lieux de culte musulman. Lille : D'un Monde à l'Autre (centre de ressources régional spécialisé dans le champ de l'intégration des populations issues de l'immigration), 2001.

Presse

Ait Aoudia Djaffer. *Au cœur du premier lycée*. In : Marianne, n° 352, semaine du 19 janvier 2004 au 25 janvier 2004.

Sites

AFP. *Un journaliste exclu d'une mosquée pour mensonges*. [en ligne] Disponible sur : http://tempsreel.nouvelobs.com/speciales/medias/20090108.OBS8899/un_journaliste_expulse_dune_mosquee_pour_mensonges.html (consulté le 18.10.09)

Eric Besson. *L'inquiétante rupture tranquille de Monsieur Sarkozy*. [en ligne] Disponible sur : <http://hebdo.parti-socialiste.fr/2007/01/10/347/> (consulté le 18.10.09)

Marc Blachère. *Islamisme Iquioussen ou la culture de la haine juive*. [en ligne] Disponible sur : http://www.humanite.fr/2004-01-17_Societe_Islamisme-Iquioussen (consulté le 25.10.09)

Jocelyne Cesari. *L'islam en Europe. L'incorporation d'une religion*. [en ligne] Disponible sur : <http://cemoti.revues.org/document720.html> (consulté le 11.10.09)

Valérie Gas. *Crise au Conseil du culte musulman*. [en ligne] Disponible sur : http://www.rfi.fr/actufr/articles/057/article_30547.asp (consulté le 18.10.09)

Moussa Khedimellah. *Jeunes prédicateurs du mouvement Tabligh. La dignité identitaire retrouvée par le puritanisme religieux ?* [en ligne] Disponible sur : <http://socio-anthropologie.revues.org/index155.html> (consulté le 11.10.09)

Comptes rendus de la mission commune d'information banlieues. [en ligne] Disponible sur : <http://www.senat.fr/bulletin/20060925/banlieues.html#toc3> (consulté le 18.10.09)

Le fondamentalisme, Amar Lasfar, le PS et Nicolas Sarkozy. [en ligne] Disponible sur : <http://flandre.novopress.info/1850/le-fondamentalisme-amar-lasfar-le-ps-et-nicolas-sarkozy/> (consulté le 18.10.09)

Mairie de Lille : www.mairie-lille.fr

Pas-de-Calais : croix gammées et tags racistes sur les murs d'une mosquée. [en ligne] Disponible sur : http://www.lepost.fr/article/2009/06/21/1587399_pas-de-calais-croix-gammees-et-tags-racistes-sur-les-murs-d-une-mosquee.html (consulté le 18.10.09)

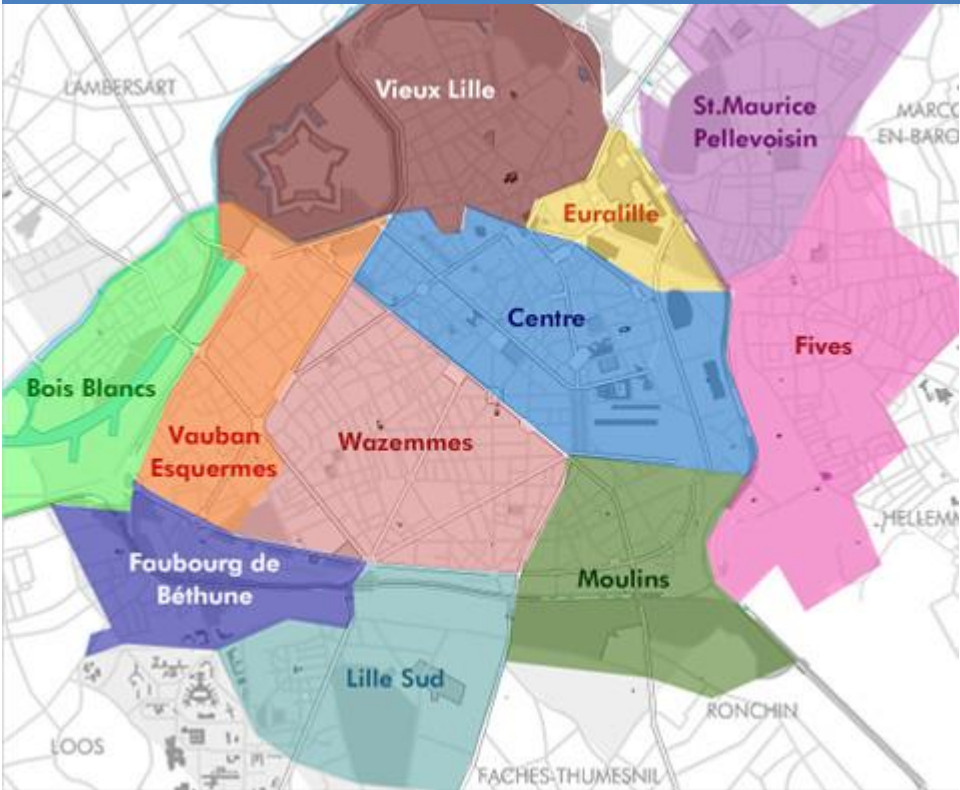
Propos d'Amar Lasfar, recteur de la Grande mosquée de Lille. [en ligne] Disponible sur : <http://flandre.novopress.info/5013/propos-damar-lasfar-recteur-de-la-grande-mosquee-de-lille/> (consulté le 18.10.09)

Rapport de la mission d'information sur la question du port des signes religieux à l'école (4 décembre 2003). [en ligne] Disponible sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/12/rapports/r1275-t2-6.asp> (consulté le 18.10.09)

Sheikh Yûsuf Al-Qaradâwî. [en ligne] Disponible sur : <http://www.islamophile.org/spip/article383.html> (consulté le 25.10.09)

Carte de Lille

Plan de Lille



Index nominum

A

Abdel · 90;96
Ahmadinéjad, Mahmoud · 64
Ahmed · 89
Al Albani, Mohammed Nacer Eddine · 90
Al Banna, Hassan · 86
Alam · 82;97
Ali · 89;96
Al-Qaradawi, Youssef · 64;65;84;85;88;106
Alyssa · 83
Amina · 86
Anissa · 83
Arendt, Hannah · 99;105
Asma · 95
Aubry, Martine · 31;39;42;43
Aziz · 83;84

B

Bastienier, Albert · 13;105
Bechari, Mohamed · 32;43
Belaala, Selma · 18;105
Ben Laden, Oussama · 41;64
Boubakeur, Dalil · 34
Boubekeur, Dalil · 64
Bretonnier, Jean-Michel · 31

C

Cesari, Jocelyne · 10;11;14;15;16;78;98;105;106
Cheikh Younès · 95;100
Coucri, Mustapha · 18

D

Dassetto, Felice · 13;105
Djaffer, Aït Aoudia · 31;106

E

Etienne, Bruno · 13;105

F

Fatima · 87
Faysal d'Arabie · 86

G

Gérin, André · 30

H

Hakim · 94;97
Hassan · 84;85;86;93;96
Hichem · 9;89;93

I

Ibn Al Qayyim · 90
Ibn Baz, Abdel Aziz · 64
Ibn Kathir, Omar · 90
Ibn Taymiyya, Taqi al-din Ahmad · 83;84;88;90
Ibrahim · 82
Ilyas, Muhamad · 20
Iquioussen, Hassan · 84;85;86;87;95;100;106

K

Kaltenbach, Jeanne-Hélène · 32;105
Kepel, Gilles · 10;19;20;98;105
Khader · 87;88;93
Khedimellah, Moussa · 18;106
Khosrokhavar, Farhad · 10;17;18;78;98;105

L

Lasfar, Amar ·
29;30;31;32;33;34;36;40;52;58;59;85;87;106
Le Pen, Jean-Marie · 93
Lewis, Bernard · 10;105

M

Malika · 95
Mehdi · 10;87;93;105
Mohamed · 32;89;97
Mounia · 87
Mourad · 85;96
Mozaffari, Medhi · 10;105

N

Nivi Suid, Mohammed · 62

P

Pierrard, Pierre · 23;105

R

Ramadan, Tariq ·
16;20;30;53;59;82;84;85;86;87;88;100
Riandey, Benoît · 13;105
Roy, Olivier · 10;16;17;78;98;105
Rushdie, Salman · 11

S

Sadik · 96
Sarkozy, Nicolas · 12;20;31;32;42;106
Simon, Patrick · 13;105

T

Taher · 88
Tribalat, Michèle · 13;28;32;105

V

Van Gogh, Theo · 11
Venner, Fiammetta · 20;98;105

Y

Yacine · 89;96
Yasmina · 87

Z

Zinedine · 90;94;96

ADRIC

7, rue du Jura 75013 Paris

Tel : 01 43 36 89 23

Courriel : adric@adric.eu - Site : www.adric.eu

Octobre 2009

111 pages